

cyberpresse.ca

# LA PRESSE

## DESTINATION

# INDE

Vous croyez que votre travail n'est pas menacé? Détrompez-vous. C'est au tour des entreprises d'ici de découvrir l'Inde.

UN GRAND DOSSIER  
À lire aujourd'hui pages A27 à A34



VOUS AIMERIEZ AVOIR UNE VIE PLUS BIO, PLUS ÉQUITABLE? ACTUEL LANCE POUR VOUS SON PROJET VIVRE BIEN



DÉCOUVREZ LA CARTE DU CIEL DE L'EXCELLENCE CAHIER EXCELLENCE



Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**  
« Un Sgro problème de réglé. »  
— Paul Martin

### SOMMAIRE

Astrologie du jour	VACANCES 22
Avis et encans	PETITES ANNONCES 11 et 12
Bridge	VACANCES 23
Décès	P. ANNONCES 9 à 11
Feuilleton	VACANCES 22
Forum	A 21 à 23
Grille des mordus	PETITES ANNONCES 12
Horaires cinéma	CINÉMA 10 et 11
Horaires télévision	ARTS 14
Jardiner	MON TOIT 9
Loteries	A 6
Mots croisés	VACANCES 22
Mot mystère	VACANCES 22
Observateur	VACANCES 22
Petites annonces	CAHIER PETITES ANNONCES et AFFAIRES 2
Trait d'union	VACANCES 21

### Aux prises avec de nouvelles allégations de favoritisme, Judy Sgro démissionne

# PAUL MARTIN REMANIE SON CABINET

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le premier ministre Paul Martin a été contraint de remanier son cabinet hier, quelques heures seulement avant de s'envoler pour un long voyage de 10 jours en Asie, après que la ministre de l'Immigration, Judy Sgro, aux prises avec de nouvelles allégations de favoritisme, eut démissionné. C'est la première fois que M. Martin, qui a multiplié les efforts pour se démarquer de l'ère de son pré-

décesseur, Jean Chrétien, éclaboussé par des allégations de corruption dans la foulée du scandale des commandites, se voit forcé de remanier son cabinet de la sorte après 13 mois de pouvoir.

➤ Voir **MARTIN** en page A12

AUTRES TEXTES

- Un parcours cahoteux, la chronique de Vincent Marissal, A8
- Le mandat de Judy Sgro marqué par la controverse, A8

### Trois-Rivières Sept immeubles rasés par une succession d'explosions



PHOTO SYLVAIN MAYER, LE NOUVELLISTE

Les habitants du secteur Pointe-du-Lac, à Trois-Rivières, ont été plongés en plein cauchemar lorsque des déflagrations successives ont embrasé sept bâtiments, tôt vendredi matin. Cette catastrophe a coûté la vie à une femme en plus de blesser six autres personnes.

# « C'était l'apocalypse totale »

MARIE-ÈVE LAFONTAINE  
LE NOUVELLISTE

Le secteur Pointe-du-Lac, à Trois-Rivières, avait toutes les allures d'une zone sinistrée, hier matin, après que plusieurs déflagrations successives eurent complètement

rayé de la carte sept immeubles au coeur du village.

Alors que de puissants incendies faisaient rage un peu partout, des gens grièvement brûlés tentaient désespérément de sauver leur vie. Une dame a trouvé la mort dans sa résidence tandis que six person-

nes ont été blessées. Trois d'entre elles ont dû être conduites à l'unité des grands brûlés de l'hôpital Enfant-Jésus de Québec.

**Pizzeria**

Le feu a débuté à la pizzeria du Grand Constant, située dans le

rang Saint-Charles, vers 2 h 30 dans la nuit de jeudi à hier. Les pompiers de Pointe-du-Lac dépêchés sur les lieux ont constaté qu'il y avait une fuite de gaz et ont avisé Gaz Métro. Environ 20 minutes plus tard, à quelque 300 mètres de distance, un premier bâtiment a explosé rue Notre-Dame. D'autres explosions se sont succédées.

➤ Voir **APOCALYPSE** en page A10

### Stade olympique Vers une nouvelle vocation

# Un toit pour les athlètes d'élite grâce à une taxe sur la malbouffe?

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le ministre des Affaires municipales et des Loisirs, Jean-Marc Fournier, réfléchit à une idée toute fraî-

che pour le Stade olympique, celle d'y installer un centre d'entraînement pour l'élite sportive qui pourrait être financé à même l'actuelle taxe sur le tabac ou à partir d'une

nouvelle taxe sur la malbouffe, a appris *La Presse*.

Le milieu sportif québécois réclame de plus en plus un lieu d'entraînement unique où les athlètes

trouveraient tous les services dont ils ont besoin, autant en infrastructures sportives qu'en médecine. Le ministre Fournier se montre intéressé par l'idée, confirme son attaché de presse, Stéphane Gosselin.

La Régie des installations olympiques (RIO) exploite déjà un centre sportif où se côtoient l'élite sportive et le grand public dans les piscines et le centre de musculation.

➤ Voir **STADE** en page A2



## Vente Soleil Floride 59\$

FAITES VITE! LA VENTE SE TERMINE LE 15 JAN. PROLONGÉE JUSQU'AU 19 JAN.

Fort Lauderdale Orlando

SANS ESCALE

# 59\$

Moins cher. Plus souvent.



15 01 2005

## COUP D'ŒIL



PHOTO: TORSTEN BLACKWOOD, AFP

Kibaku, un gorille à dos argenté des savanes de l'ouest du Congo, surveille Kimya, son bébé de six jours. Le petit, dont le nom signifie «tranquillité» en swahili, s'aventurerait pour la première fois hors des bras de ses parents au zoo de Taronga, à Sydney en Australie où vit la petite famille. Né le 7 janvier, Kimya est le cinquième gorille à voir le jour au zoo. Les gorilles à dos argenté sont menacés de disparition.

## LA CITATION DU JOUR

«Je ne veux pas en beurrer épais parce que je suis avec elle. Mais je te dis franchement qu'elle est une grande artiste, pas le genre de chanteuse qui interprète le bottin téléphonique.»

— Michel Pagliaro à propos de sa compagne, la chanteuse Stephend

À lire dans le cahier ARTS ET SPECTACLES en PAGE 13

## AUJOURD'HUI

## Et Tom Brady dans tout ça ?

Le quart Tom Brady, des Patriots de la Nouvelle-Angleterre, a mené son équipe à la victoire dans deux des trois derniers Super Bowls. On ne parle pourtant presque pas de lui à quelques heures du duel qui l'opposera à Peyton Manning, le quart vedette des Colts d'Indianapolis. En direct de Boston, où il couvrira le match demain, notre chroniqueur Richard Labbé s'est intéressé au cas Brady.

À lire dans le cahier SPORTS en PAGES 1 et 3

D<sup>r</sup> Smog

Pendant 44 jours, *La Presse* vous offre quotidiennement une bande dessinée qui sera publiée chez Casterman et écrite par André-Philippe Côté, le caricaturiste du Soleil.

Rendez-vous avec le D<sup>r</sup> Smog dans le cahier ACTUEL en PAGE 1



## INSOLITE

## Taxis tchèques à l'épreuve

Le maire de Prague a décidé de voir lui-même comment les chauffeurs de taxi de la capitale tchèque, dont la réputation est de saler les notes, se comportent avec les étrangers. Le regard caché par des lunettes de soleil, le visage orné d'un faux bouc et d'une moustache postiche, Pavel Bem s'est fait passer pour un touriste, avec la complicité de journalistes. Un premier taxi d'une compagnie privée lui a demandé 785 couronnes (41\$) pour une course de trois kilomètres, soit six fois le tarif normal.

Le faux touriste a demandé un reçu, en a obtenu un mais qui portait un nom imaginaire de compagnie de taxi et un faux numéro de téléphone; n'y figuraient pas en revanche des indications obligatoires telles que la longueur de la course et le tarif.

Au retour, un autre taxi a d'abord demandé le prix normal de 134 couronnes (7\$). Mais lorsque le maire a voulu payer en euros, le chauffeur a exigé 10 euros (16\$), faisant ainsi faire la culbute au prix de la course. Pour frais de change sans doute...

Les deux chauffeurs fautifs sont passibles d'une amende maximale de 1,25 million de couronnes (54 000\$), voire du retrait de leur licence. En mars, la mairie prévoit d'afficher à l'intention des visiteurs le prix des trajets en taxi sur les principaux itinéraires. — Source : AP

## LE CHIFFRE DU JOUR

## 1 sur 7

L'engorgement tant décrié des urgences des hôpitaux ne semble pas avoir entamé le contentement des Québécois pour les soins qu'ils y reçoivent. Au moins un Québécois sur sept s'est rendu dans une salle d'urgences, l'année dernière et s'est montré satisfait des soins 85 fois sur 100. En Ontario, le taux de satisfaction vis-à-vis des urgences est de 76%. Les moins satisfaits sont les Terre-Neuviens (72%). La principale clientèle des urgences est constituée de jeunes de moins de 25 ans, qui s'y présentent surtout à la suite d'accidents causant des blessures. — François Berger

Source : Statistique Canada, Rapports sur la santé

## LE STADE

Le feuilleton se poursuit

## Le CHUM au Stade olympique? Pourquoi pas?

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le gouvernement du Québec est aux prises avec deux gigantesques problèmes immobiliers dans la région de Montréal : la construction d'un hôpital universitaire et l'avenir du Stade olympique. Et il pourrait faire tout simplement d'une pierre deux coups en construisant son CHUM sur le site des Jeux de 1976.

Archimède était dans son bain quand il cria « Eurêka ! » L'architecte de Longueuil, Claude Bernard, était, lui, devant cette coquille vide de 3 milliards. L'idée qu'elle puisse être recyclée au moment où on apprend qu'il en

« On ne décide pas où construire un hôpital de 700 lits sans étudier toutes les possibilités, sans préparer une grille d'analyse avec pointage et chiffres à l'appui et en la rendant publique », insiste l'architecte de Longueuil, Claude Bernard.

coûterait 500 millions pour s'en départir lui « paraît valoir la peine d'être explorée », dit sans détour l'architecte à la retraite.

M. Bernard était au service du ministère fédéral des Travaux publics. S'il n'a pas « signé » de projets, il a toutefois géré pour Ottawa des projets de construction aussi importants que l'édifice de l'OACI et le complexe Guy-Favreau, au coeur de Montréal. Pour de tels ouvrages, les « gestionnaires de projets » occupent un poste clé. Ils sont responsables de choisir les architectes, les entrepreneurs, et de surveiller le processus d'appel d'offres. « Le dossier du CHUM est un exemple de la pire gestion de projet imaginable. On semble ne pas tenir à respecter les paramètres du pro-

gramme d'origine, quand on parle de 700 lits puis de 550 », relève M. Bernard.

Le feuilleton du choix d'un emplacement pour le CHUM à Montréal est devenu carrément « loufoque », résume l'architecte, qui rappelle que la récupération des terrains du stade ne nécessite aucune démolition, aucune excavation pour utiliser un terrain de 550 000 mètres carrés. « Cela retranchera au moins un an à l'échéance de 2010 pour la fin des travaux », selon lui.

« On peut regarder ça avec humour, mais c'est une proposition sérieuse, à mon avis », dit M. Bernard, qui a déjà mis sur papier de nombreuses esquisses de son projet. En conservant la coquille

du stade actuel, l'ingénieur construit à l'intérieur d'immenses pavillons qui donnent tous sur une sorte de cour intérieure.

Une autre épine au pied de moins. Avec le CHUM, le stade n'aura plus jamais besoin de toit. « On parle de 100 millions pour une toiture fixe, il n'y a pas de toiture dans mon CHUM », explique le spécialiste.

On devra composer avec les jardins, qui font partie de la structure de l'édifice. Il ne pourrait donc y avoir de fenêtres que sur deux étages, sur la partie des pavillons construite au-dessus des sièges jaunes, les plus éloignés du terrain. Du côté du centre du « beigne », « côté jardin », la façade des édifices atteindrait six étages de hauteur.

« On peut faire 700 chambres dans ce complexe », estime l'architecte. Le recteur de l'Université de Montréal, Robert Lacroix, trouvera que c'est trop loin de l'université, « parce que les médecins qui vivent à Outremont ne veulent pas faire 15 minutes d'auto ».

Dans sa proposition, M. Bernard rappelle que la gare de triage d'Outremont restera un site potentiellement dangereux : un récent accident de train qui transportait du chlore en Caroline du Sud devrait faire réfléchir ceux qui penchent pour cet emplacement, près duquel passent des convois de produits dangereux. Un CHUM à Outremont rendra à jamais impossible la jonction entre l'avenue du Parc et le boulevard de l'Acadie, observe-t-il aussi.

Le choix de Saint-Luc, au centre-ville, pose des problèmes de délais dus à la rénovation et sera une embûche pour la circulation automobile.

« On ne décide pas où construire un hôpital de 700 lits sans étudier toutes les possibilités, sans préparer une grille d'analyse avec pointage et chiffres à l'appui et en la rendant publique », insiste-t-il.

En outre, le choix du stade permet d'économiser sur les stationnements intérieurs : on y trouve 3700 places, ce qui représente une économie de 75 millions. Sans compter la subvention annuelle de Québec à la RIO, qui est d'une vingtaine de millions.

Autre avantage, le site est facile d'accès puisqu'il est desservi par deux stations de métro. De plus, le terrain, qui n'est pas contaminé, est déjà la propriété du gouvernement, alors que la dépollution du site d'Outremont coûterait des dizaines de millions.

## Un toit pour les athlètes d'élite grâce à une taxe sur la malbouffe?

STADE suite de la page A1

L'équipe canadienne de nage synchronisée s'y est installée récemment et l'équipe féminine de water-polo s'entraîne aussi dans l'un des six bassins du centre sportif.

« Le projet pourrait se faire en plusieurs phases. La nage synchronisée s'y trouve déjà ; on pourrait donc commencer par les sports aquatiques », précise l'attaché de presse du ministre Fournier. L'athlétisme pourrait aussi se greffer à ce centre d'entraînement.

Un tel projet aurait pour avantage d'offrir tous les services nécessaires aux athlètes dans un même lieu, comme la médecine sportive, fait-on valoir. « Ce sont des services importants pour les athlètes qui perdent du temps pour voir des spécialistes », souligne l'attaché de presse du ministre.

Un tel projet ne pourrait toutefois pas s'étendre à l'ensemble des disciplines sportives puisqu'il serait peut-être inutile de déplacer des athlètes bénéficiant d'infrastructures fraîchement rénovées.

## Taxer les boissons gazeuses ?

Le ministre reste toutefois aux prises avec la délicate question du financement, puisque les installations du stade ont besoin d'être

remises aux normes pour accueillir l'élite sportive, notamment pour le plongeon.

Pour installer un véritable centre d'entraînement, M. Fournier songe donc à utiliser une partie de la taxe spéciale sur le tabac, qui doit servir jusqu'à 2006 à rembourser la dette contractée pour la construction du stade. Montréal propose déjà de maintenir cette taxe pour mettre en valeur ce secteur de la métropole. En 2003, cette taxe représentait 17,42 % de la taxe sur le tabac, ce qui a rapporté 58,7 millions.

Le ministre réfléchit aussi à une taxe plus audacieuse portant sur la malbouffe, indique son attaché de presse. Cette taxe pourrait par exemple viser les boissons gazeuses, sur lesquelles serait perçu un cent par bouteille. « Ça ne nuirait pas aux ventes et ça représenterait une somme importante », souligne l'attaché de presse du ministre.

## Le privé à la rescousse ?

L'idée d'un centre d'entraînement émerge alors qu'un comité interministériel se penche sur l'avenir du stade. Le gouvernement a l'ambition de trouver une nouvelle vocation au stade, qui pourrait devenir un centre de foires et d'expositions, selon l'option la plus souvent évoquée.

Cette réflexion arrive alors que les Expos ont quitté Montréal, que la dette sera complètement remboursée et que l'on projette d'installer un nouveau toit fonctionnel toute l'année. Depuis la déchirure de 1999, l'aire de jeu du stade est fermée du 1<sup>er</sup> décembre au 1<sup>er</sup> avril.

La ministre responsable de la RIO, Nathalie Normandeau, entretient le mystère sur les scénarios envisagés par le gouvernement pour relancer le stade. Le comité terminera ses travaux d'ici la fin de l'année 2005 et plusieurs scénarios seront envisagés, même la participation du secteur privé.

« Peut-être qu'il y a des équipements dont la gestion pourrait être confiée au secteur privé, il faut étudier l'ensemble des options », soutient M<sup>me</sup> Normandeau. Le gouvernement cherche surtout à maximiser les activités et la rentabilité du stade, fait valoir la ministre.

Elle note que le gouvernement devra investir 71 millions au cours des 10 prochaines années seulement pour l'entretien du parc olympique. Le nouveau toit du stade doit d'ailleurs se faire avec la participation d'une firme privée, qui serait chargée de le construire et de l'entretenir durant une période pouvant aller jusqu'à 25 ans.

LINEN CHEST

La beauté intérieure

Pas de cadeaux... MAIS LE PLUS BAS PRIX !

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 55% DE RABAIS

PLUS 50 % DE RABAIS SUR TOUS NOS MODÈLES DE PLANCHER DISCONTINUÉS

Ensemble de matelas et sommier Simmons Beautyrest Mercier		
Grandeur	Comparé**	Linen Chest
Jumeau	1 599 \$	799 \$
Double	1 999 \$	969 \$
Grand	2 199 \$	989 \$
Très grand	2 999 \$	1 399 \$

SIMMONS Beautyrest

Sealy Posturepedic

EN PLUS, NE PAYEZ PAS LES TAXES \* OU AUCUN PAIEMENT, AUCUN INTÉRÊT POUR 1 AN  
Base de lit gratuite • Livraison gratuite • Installation gratuite

GARANTIE DE 30 JOURS

\* Linen Chest paiera l'équivalent de la TPS et de la TVQ. Cette offre se termine le dimanche 30 janvier 2005. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre et elle ne s'applique pas aux produits vendus ou achetés antérieurement. \*\* Voir valeur comparative en magasin pour détails.

NOS PRIX SONT IMBATTABLES ! COMPAREZ, VOUS SEREZ CONVAINCUS !

Centre Rockland (Montréal) 514.341.7810 • Promenades de La Cathédrale (centre-ville) 514.282.9525 • Galeries Laval (Laval) 450.681.9090 • Place Portobello (Brossard) 450.671.2202

Consultez nos experts en MATELAS Sealy, Simmons et Tempur !

www.linenchest.com

# LE STADE VERS UNE NOUVELLE VOCATION



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Le Stade olympique a été l'un des plus coûteux de l'histoire des Jeux olympiques, soit 1,47 milliard. Et pour fonctionner, il a maintenant besoin d'une subvention gouvernementale qui se chiffrait en 2003 à 22 millions.

## L'inévitable dépendance

SÉBASTIEN RODRIGUE

Les stades olympiques du monde restent inévitablement dépendants de l'aide de l'État, et Montréal pourra difficilement y faire exception malgré tous les efforts consentis pour lui donner une nouvelle vocation, soutiennent plusieurs spécialistes.

Le professeur d'urbanisme à l'Université de Montréal Jean-Claude Marsan compare le Stade olympique à une « dette de guerre » qu'il faut désormais assumer. « Il ne faut pas s'imaginer que ce sera rentable », ajoute-t-il. Comme une bibliothèque ou un musée, le Stade est-il voué à la dépendance aux deniers publics ? Professeur de géographie à

l'Université du Québec à Montréal, Sylvain Lefebvre confirme l'inévitable. « Toutes les infrastructures sportives après les Jeux olympiques ou la Coupe du monde sont des équipements avec une charge importante parce qu'ils sont difficiles à entretenir », mentionne-t-il.

Mais à la différence du Québec, il y a peu de débats publics ailleurs dans le monde sur l'utilité de ce type d'infrastructures, remarque M. Lefebvre. Le Stade olympique a toutefois été l'un des plus coûteux de l'histoire, soit 1,47 milliard. Et pour fonctionner, il a maintenant besoin d'une subvention gouvernementale qui se chiffrait à 22 millions en 2003.

La Régie des installations olym-

piques (RIO) souligne toutefois que le Stade se démarque bien en termes d'utilisation comparative à ceux construits dans d'autres pays, notamment ceux de Munich et de Sydney, qui ont aussi accueilli les Jeux. La directrice des communications de la RIO, Sylvie Bastien, souligne que l'installation éventuelle d'un nouveau toit et le départ des Expos permettront de diminuer la dépendance aux subventions gouvernementales.

En 2003, le Stade a néanmoins connu l'une de ses années les moins occupées avec 25 événements, à quoi il faut ajouter la saison à domicile des Expos, ce qui totalise 208 jours d'activités. Selon la RIO, la fermeture de l'aire de jeu l'hiver nuit à l'affluence.

Dans son dernier rapport annuel, on apprend que la RIO a enregistré plus de revenus en fournissant du chauffage aux bâtiments voisins (5,3 millions) qu'en accueillant des salons et des expositions (4,5 millions).

### Crise identitaire

Dans le monde, la tendance est de maintenir une utilisation sportive dans les stades olympiques, qui accueillent le plus souvent une équipe de sport professionnel, observe M. Lefebvre. Les Alouettes, les Expos, le Manic et la Machine ont tenté le coup sans succès. « Montréal a eu la chance unique d'avoir des équipes sportives de football, de baseball et de soccer, mais tout s'est effondré », souligne le vice-président du Co-

mité olympique canadien, Walter Sieber.

M. Sieber suggère maintenant que le Stade garde son aspect « multifonctionnel », mais qu'il se tourne davantage vers le sport de masse. Le centre sportif du Stade accueille déjà plus de 250 000 personnes par année. À l'origine, le mât du stade devait accueillir des plateaux pour l'entraînement, mais un projet de bureaux y a plutôt été lancé. Les premiers locataires ne sont toujours pas trouvés puisque l'aménagement des lieux ne sera pas terminé avant le printemps 2006.

L'architecte du Stade, Roger Taillibert, croit pour sa part que l'édifice a besoin d'« un client privé solide pour gérer le stade et tous les autres sports », écrit-il dans une lettre envoyée à *La Presse*. M. Taillibert estime qu'il faudrait s'inspirer des pays arabes qui créent des universités sportives pour former de jeunes talents. « Il s'agit de créer un centre permanent pour la formation d'une pépinière de talents sportifs », écrit-il.

La Ville de Montréal compte pour sa part déménager le Planétarium à côté du Biodôme. Pour le reste, le gouvernement penchera-t-il en faveur du sport, de l'établissement d'un centre de foires et d'expositions, ou se demandera-t-on encore dans quelques années : que faire avec le Stade ?

### AUTRE TEXTE

Que faire du Stade ?  
L'éditorial de François Cardinal en A23

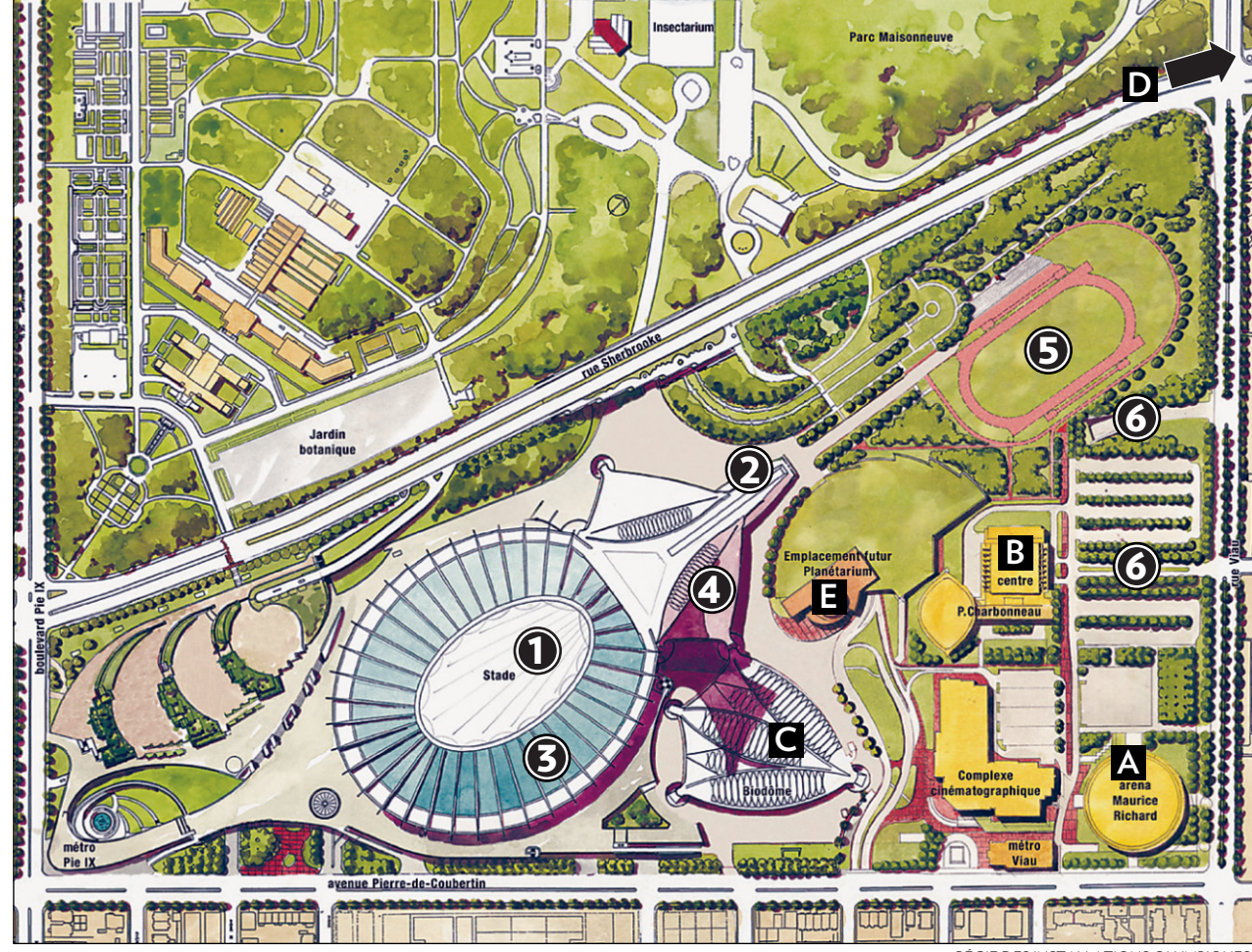
### BÂTIMENT ET COÛT

(en millions de dollars)

Stade	: 839
Tour de Montréal	: 175
Total du complexe Stade-Tour	: 1 014
Stationnements	: 107
Centre sportif	: 54
Vélodrome	: 83
Biodôme (coût de transformation du vélodrome)	: 50
Aires sportives extérieures	: 40
Centrale thermique	: 4
Total du Parc olympique	: 1 352
Village olympique	: 122
Grand total	: 1 474
Remboursement total prévu en 2006	

## PARC OLYMPIQUE

- 1 LE STADE  
Aire de jeu : 18 993 m<sup>2</sup>  
Nombre de places : 56 040  
Utilisation possible du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> décembre  
Nombre de visiteurs au funiculaire en 2003 : 208  
Vestiaires : 4000 places
  - 2 LA TOUR  
Hauteur de 164 mètres  
Superficie dans la tour : 23 230 m<sup>2</sup>  
Nombre de visiteurs au funiculaire en 2003 : 186 439
  - 3 INTÉRIEUR  
Superficie sous les gradins : 85 393 m<sup>2</sup>  
Volume à l'arrière des gradins : 678 051 m<sup>3</sup>
  - 4 CENTRE SPORTIF  
Six bassins  
Superficie des plages : 15 049 m<sup>2</sup>  
Salle de musculation : 581 m<sup>2</sup>  
Salle Omnisport : 1624 m<sup>2</sup>
  - 5 AIRES EXTÉRIEURES  
Terrain de football : 16 781 m<sup>2</sup>  
Piste de course de 400 mètres : 43 647 m<sup>2</sup>  
Gradins : 3420 places
  - 6 STATIONNEMENTS  
Intérieurs : 3933 places (153 045 m<sup>2</sup>)  
Extérieurs : 270 places (9997 m<sup>2</sup>)
- A Aréna Maurice-Richard (propriété de la Ville de Montréal)  
B Centre Pierre-Charbonneau (propriété de la Ville de Montréal)  
C Vélodrome (devenu le Biodôme, appartient à la Ville de Montréal)  
D Village olympique (vendu à des intérêts privés)  
E Planétarium (en projet)



Le Parc olympique, construit pour les Jeux de 1976, dispose d'espaces d'une taille colossale. Le gouvernement repense présentement toute l'utilisation de ce vaste ensemble dont voici un survol.

## ACTUALITÉS

# Les syndiqués de la SAQ invités à s'affilier à la CSN

## Les coffres du syndicat indépendant sont à sec

RAYMOND GERVAIS

Poussés dans leurs derniers retranchements par la piètre situation financière de leur syndicat, les grévistes de la Société des alcools du Québec seront appelés à s'affilier à une grande centrale syndicale au cours d'une assemblée extraordinaire demain.

Joint au téléphone hier soir, le président du Syndicat des employés de magasins et de bureaux de la Société des alcools du Québec (SEMB-SAQ), Martin Charron, a confirmé qu'un vote sur l'affiliation était inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée générale. M. Charron a toutefois refusé de préciser de quelle centrale il s'agissait.

Depuis quelques jours, le moral des grévistes de la SAQ est au plus bas. Des chèques d'allocation de grève sont retournés avec la mention sans provision, et des grévistes attendent toujours le leur.

Le SEMB-SAQ impute le problème à un bogue informatique, tandis que des représentants syndicaux, aux piquets de grève, reconnaissent qu'il n'y a plus d'argent dans le fonds de grève mais que les membres seront payés la semaine prochaine, la CSN ayant prêté des fonds au syndicat indépendant.

Les quelque 3800 membres du syndicat seront convoqués à une assemblée générale spéciale demain à 15 h à Laval. Le bureau de direction fera le point sur la situation et les membres du syndicat indépendant jusqu'ici seront appelés à s'affilier à une grande centrale québécoise.

La rumeur sur les lignes de piquetage, hier, voulait que cette recommandation porte sur l'adhésion de leur syndicat à la CSN. Des autocars pourraient être nolisés afin de transporter les membres à Laval.

Des syndiqués en colère contre leur syndicat, tant à Montréal, qu'à Québec ou en région, se sentent aban-



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

Jean-Maxime Bernard, employé dans une succursale de l'arrondissement Côte-des-Neiges, assiste à une manifestation devant la succursale du marché Atwater, où l'on trouve plus de clients que de grévistes.

onnés à la fois par leur employeur et par leur syndicat. Les syndiqués ont appris que leur allocation de grève leur serait versée à la fin de l'assemblée générale, soit après le vote sur l'adhésion à la CSN.

« C'est terrible, notre syndicat n'a plus d'argent parce qu'il a mal géré le fonds de grève, donnant autant d'argent aux employés à temps partiel qu'aux employés réguliers, a déclaré un gréviste rencontré hier. Il y a des temps partiel qui ont fait plus d'argent sur les piquets de grève qu'en travaillant. De plus, notre syndicat ne nous donne même pas le choix de décider à quelle centrale nous voulons adhérer. Notre président, Martin Charron, a ses entrées à la CSN et il se cherche

un job tandis que nous, nous sommes dehors. Nous n'avons plus aucun moyen de pression, la SAQ a le beau jeu, nous avons été entraînés dans une grève qui n'aurait jamais dû avoir lieu. »

Hier, dans la région de Québec, des syndiqués faisaient circuler une pétition demandant l'adhésion au Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ).

« Nous avons injurié les clients qui franchissaient nos piquets de grève avant les Fêtes. Depuis qu'on ne reçoit plus d'argent de notre syndicat, on leur a tendu la main, et ils nous ont donné de l'argent. Tirez-en vos propres conclusions : c'est là que notre syndicat nous a amenés », a pré-

sé un autre gréviste qui en a gros sur le cœur.

Plusieurs syndiqués soutiennent que leur syndicat manque de transparence. « Nous ne sommes pas informés, nous avons perdu notre rapport de force. Charron a parié que la SAQ céderait avant Noël, il s'est trompé. Il aurait dû convoquer une assemblée générale dès le 2 janvier pour décider des actions à suivre. Il ne l'a pas fait et, pendant ce temps, il manigance des ententes avec la CSN dans notre dos », a ajouté un autre gréviste. D'autres syndiqués, plus conciliants, tentent de conserver le moral. Reconnaissant qu'ils sont tenus à l'écart par leur syndicat, ils ne sont pas prêts à lui jeter la pierre.

## Le ton durcit à la SQ

RAYMOND GERVAIS

Sans contrat de travail depuis le 30 juin 2002, les policiers de la Sûreté du Québec appliqueront d'ici peu des moyens de pression dans l'espoir de faire avancer les négociations.

C'est ce qu'a déclaré hier à *La Presse* Jean-Guy Dagenais, le nouveau président de l'Association des policiers provinciaux du Québec (APPQ). M. Dagenais s'est fait élire à la tête du puissant syndicat le 20 novembre en promettant à ses membres de tout faire pour accélérer le rythme des négociations, notamment en ce qui a trait à deux dossiers majeurs, soit les salaires et le régime de retraite.

Selon lui, les policiers n'ont pas l'intention de prendre la population en otage ni de cesser de remettre des constats d'infraction. « Les moyens de pression seront évolutifs. D'abord à l'interne, ils seront administratifs. Selon le rythme de la négociation, on verra si nous devons adopter des gestes qui auront plus d'éclat. Si les gens croient qu'ils verront moins de policiers sur les routes, ils se trompent. Nous pourrions notamment demander à nos membres de patrouiller plus les routes secondaires que les autoroutes, ce qui ferait certainement plaisir aux élus municipaux. Mais tôt ou tard, il faudra sensibiliser l'opinion publique. On déterminera alors les actions à entreprendre, selon l'évolution des négociations », a précisé M. Dagenais.

« Avant de signer la nouvelle convention collective, nous allons prioriser le régime de retraite. Un des enjeux majeurs consiste à capitaliser l'argent qui s'y trouve afin de bonifier la caisse de retraite », a ajouté M. Dagenais. Le régime de retraite n'a subi aucune transformation majeure depuis près de 10 ans.

Les policiers de l'Ontario Provincial Police (OPP) gagnent actuellement près de 10 000 \$ de plus annuellement que leurs collègues du Québec : le salaire maximum d'un agent de la SQ est de 59 670 \$ alors qu'il est de près de 70 000 \$ en Ontario. Les policiers provinciaux demandent donc au gouvernement une augmentation moyenne de 16 % répartie sur quatre ans et demi.



## Des tarifs si bas que vous prendrez la résolution de partir.

Économisez dès maintenant. Le Super Solde WestJet des fêtes se prolonge jusqu'au 19 janvier 2005.

Destinations canadiennes • Aller simple à partir de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal • Réservez d'ici le 19 janvier 2005 pour voyager jusqu'au 31 mai 2005.

À PARTIR DE

57 \$\*

TORONTO  
PEARSON

À PARTIR DE

69 \$\*

MONCTON / HALIFAX

À PARTIR DE

79 \$\*

THUNDER BAY

À PARTIR DE

104 \$\*

WINNIPEG

À PARTIR DE

104 \$\*

GANDER / ST. JOHN'S

À PARTIR DE

124 \$\*

SASKATOON / REGINA

À PARTIR DE

154 \$\*

CALGARY / EDMONTON

À PARTIR DE

154 \$\*

KELOWNA / ABBOTSFORD

À PARTIR DE

154 \$\*

VICTORIA

À PARTIR DE

154 \$\*

VANCOUVER

À PARTIR DE

199 \$\*

FORT MCMURRAY

À PARTIR DE

199 \$\*

PRINCE GEORGE / COMOX

Destinations américaines • Aller simple à partir de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal • Réservez d'ici le 19 janvier 2005 pour voyager jusqu'au 31 mai 2005.

À PARTIR DE

49 \$\* NEW YORK  
LAGUARDIA

À PARTIR DE

115 \$\* TAMPA

À PARTIR DE

129 \$\* LOS ANGELES

Encore plus de super aubaines en ligne. Visitez [westjet.com](http://westjet.com) pour tous les détails.

ÉQUIPE SYMPA • COLLATIONS ET BOISSONS GRATUITES • NOUVEAUX AVIONS À RÉACTION • PLUS D'ESPACE POUR LES JAMBES • BAS TARIFS • FAUTEUILS EN CUIR • SERVICE PONCTUEL



Appelez votre agent de voyages ou réservez en ligne sur [westjet.com](http://westjet.com), tout en accumulant de précieux milles de récompense AIR MILES<sup>md</sup>. Ou simplement, appelez au 1 877 956-6982.



**WESTJET**  
Moins cher. Plus sympa.

\* Le nombre de places à ces tarifs est limité et les places ne sont pas disponibles sur tous les vols. Achat préalable de 3 jours nécessaire. Nouvelles réservations seulement. Taxes additionnelles, frais supplémentaires et surtaxes en sus, s'il y a lieu. La surcharge de carburant est incluse dans les tarifs annoncés. Non remboursable. Cette offre peut être combinée à d'autres tarifs. Les vols pourraient ne pas opérer les jours de vente annoncés. Tarifs « aller » seulement. Les périodes d'interdiction pour les destinations américaines s'appliquent du 23 au 28 mars 2005. Md/mc Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V. employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Inc. et par WestJet.



# PIERRE FOGLIA

## Rire du monde

C'est parce que l'Église — la nôtre, la catholique — en menait trop large qu'est apparu le concept de la laïcité au début du siècle dernier. Aujourd'hui, ce sont surtout les églises des nouveaux arrivants qui en mènent large. D'où la pertinence renouvelée de la laïcité.

Ce qui est laïque dans un état démocratique, c'est surtout l'école, puis les tribunaux, l'armée, l'appareil de l'État. Mais surtout l'école. La communauté elle-même n'a pas à être laïque, elle s'éclate dans mille églises, mille pratiques, qui s'expriment dans une liberté religieuse absolue, dont la liberté d'administrer ses propres écoles, aux frais bien entendu des parents qui font ce choix religieux.

Mais on s'entend sur un truc, au-delà de cette liberté, dans une société d'immigrants comme la nôtre, non seulement la laïcité est un rempart contre les mollahs, les rabbins, les curés et autres ensoutanés, mais c'est dans son alchimie même que l'immigrant forge son identité et finit par faire partie de ce tout qu'on appelle un pays.

Voilà pourquoi la décision du gouvernement Charest de verser 36 millions par année aux 15 écoles

privées juives de la province — 5000 \$ par élève — est un scandale et une capitulation, une de plus.

Première réactions? Les musulmans évidemment. Sont contents. Ils pensent qu'ils vont en profiter aussi. Pas si vite, prévient le ministre de l'Éducation. Cette entente n'a pas été faite sur une base religieuse, mais culturelle!

C'est vraiment nous prendre pour des imbéciles. On a une institution qui s'appelle l'école publique, où les petits juifs pourraient fréquenter des petits chrétiens, des petits musulmans, des petits sikhs et même d'adorables petits athées. Cette école publique laïque (ou presque) est le creuset idéal, j'insiste, du *vouloir-vivre ensemble* d'une nation. Eh! bien, cette école publique laïque (ou presque), un certain nombre de petits juifs ont choisi de ne pas la fréquenter.

Très bien. Parfait. Ils se sont ouverts des écoles privées pour eux tout seuls. Quinze écoles privées pour juifs seulement.

Très bien. Parfait. Écoles subventionnées à 60 % par l'État. Toutes les écoles privées du Québec sont subventionnées à 60 %. Je ne suis pas d'accord avec ça, mais c'est

un autre dossier. La communauté juive non plus n'est pas d'accord. Mais à l'envers de moi, elle trouve que 60 %, ce n'est passez. Elle veut des écoles privées financées comme des écoles publiques, à 100 %. Pourtant pas les derniers à putasser, les péquistes avaient refusé. L'actuel gouvernement vient de céder alors qu'on est dans un mouvement de déconfectionnalisation des écoles. Ou l'ai-je rêvé?

Cette entente n'est pas religieuse, mais culturelle, explique de nouveau le ministre. Cet argent va financer des échanges interculturels, des sorties communes!!!

Expliquez-moi, M. le ministre, n'est-ce pas ce que fait votre école publique à longueur de jour? De l'interculturel et des sorties communes? Les petits juifs ont décidé de ne pas la fréquenter, c'est leur droit, je le répète. Les musulmans, les Grecs font la même chose. Mais expliquez-moi: voilà maintenant que vous allez payer l'autobus et bien d'autres choses aux enfants des écoles privées pour qu'ils aillent se frotter aux enfants des écoles publiques où ils n'ont pas voulu aller!

Vous naisez qui, au juste, ici?

Plus désolante encore, la justification de ce cadeau injustifiable par le rappel de l'incendie de la bibliothèque de l'école Tamuld-Torah unis, au printemps dernier.

Un crime raciste, c'est vrai. Mais bon Dieu, cela reste un incendie dans la bibliothèque d'une école primaire. Pas une bombe dans un autobus. On a pourtant vu défiler sur les lieux le premier ministre du Canada, celui du Québec, le maire de Montréal... Ne manquait que Kofi Annan. Et pour commenter ce fait divers, ils ont tous emprunté au vocabulaire des génocides, ignoble, odieux ont-ils osé dire, tandis que leurs hôtes évoquaient bien entendu l'évidente montée de l'antisémitisme dans la société québécoise.

Or, le coupable a été trouvé. Et condamné. Un jeune homme d'origine arabe, comme on pouvait le supposer. Il a agi seul. Je ne dis pas que ce n'est pas grave. Je dis que cela n'a absolument rien à voir avec une montée de l'antisémitisme au Québec.

C'est pourtant ce geste isolé qui a inspiré le gouvernement québécois pour allonger 36 millions aux écoles juives. Le ministre de l'Éducation nous a dit combien cet in-

cendie l'avait traumatisé. Et M. Charest donc! On connaît sa grande sensibilité aux catastrophes. Alors voilà, 36 millions pour ce geste isolé d'un jeune arabe excité. T'imagines si on était tombé sur un réseau de terroristes? Pour le coup on aurait financé à 100 % les universités de Tel-Aviv.

Mais je n'ai pas le coeur à l'ironie. L'instrumentalisation que l'on fait aujourd'hui de ce fait divers est une insulte à notre intelligence. Et ce n'est pas le pire. Le pire, c'est qu'on nous dit que tout cela est dans le but de rapprocher les deux communautés. Ce n'est pas vrai, bien sûr. Du vent pour cacher que, électoralement parlant, ce gouvernement n'a rien à refuser à cette communauté. Mais faisons semblant de croire que c'est bien pour favoriser un rapprochement.

Ah oui? Vous avez lu les éditoriaux, monsieur le ministre? Celui du *Devoir*, par exemple. Vous avez écouté les lignes ouvertes? Même les lecteurs de nouvelles ne pouvaient retenir leur agacement.

C'est ça, le pire: ces 36 millions pour nous rapprocher nous ont déjà séparés un peu plus.

# Alain Juppé viendra au Québec en janvier

ÉRIC CLÉMENT

L'ancien premier ministre français Alain Juppé pourrait enseigner prochainement dans une université montréalaise, mais sa décision n'est pas encore prise. Aussi viendra-t-il à Montréal à la fin du mois « pour prendre des contacts ».

En entretien téléphonique hier, M. Juppé a estimé que l'annonce par l'Agence France-Presse, jeudi, de sa venue l'automne prochain à l'Univer-

sité du Québec à Montréal est « prématurée ». « Votre appel me surprend, car je n'ai encore rien décidé, a-t-il déclaré à *La Presse*. Je dois venir à la fin du mois pour prendre des contacts, mais, encore une fois, l'AFP est allée trop vite. »

Un porte-parole de l'UQAM avait expliqué à l'AFP qu'il n'y avait pas eu de contact officiel entre l'université montréalaise et l'ancien chef du parti du président Jacques Chirac, l'Union pour la majorité présidentiel-

le (UMP). Alain Juppé affirme toutefois qu'il est intéressé à enseigner au Québec, où il a « beaucoup d'amis ». « Mais je n'ai rien conclu avec l'UQAM, même si je n'exclus pas d'enseigner dans cette université. »

L'ancien dauphin de Jacques Chirac confirme que l'enseignement des relations internationales lui plairait: « Je m'intéresse à l'avenir de la construction européenne et aux relations entre l'Europe et les États-Unis, aussi cela pourrait constituer des élé-

ments de mon enseignement. »

Alain Juppé, ex-adjoint aux Finances de l'ancien maire de Paris... Jacques Chirac, a été condamné le 1<sup>er</sup> décembre dernier à 14 mois de prison avec sursis après avoir été reconnu coupable de financement politique illégal, soit d'avoir couvert l'utilisation de fonds publics pour payer sept personnes travaillant pour son ancien parti, le RPR. La peine a été assortie d'un an d'inéligibilité, soit l'impossibilité de siéger ou d'être

candidate à quelque fonction électorale que ce soit jusqu'en janvier 2006.

Cette privation de droits civiques pour un an était un soulagement pour M. Juppé, qui avait à l'origine (en janvier 2004) été condamné à 10 ans d'inéligibilité. C'est cette peine que la Cour d'appel de Versailles a ramenée à un an. Il a dû toutefois démissionner de son poste de maire de Bordeaux, le 2 décembre, et a dû céder sa place de président de l'UMP et de « présidentiable » à Nicolas Sarkozy, adversaire déclaré du président Chirac.

M. Juppé a conservé un lien actif avec ses électeurs et ses partisans grâce à son blogue: [www.aljup.com](http://www.aljup.com)

### EN BREF

#### Élections reportées

Prévues le 19 février après des mois de tergiversations et de reports, les élections à Kanesatake sont de nouveau remises à plus tard, a fait savoir hier le Conseil de bande. Les deux factions qui s'opposent au Conseil de bande ont pris la décision de reporter le scrutin à la demande du chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL), Ghislain Picard. « Les conditions nécessaires pour tenir les élections le 19 février n'étaient pas toutes réunies, a dit M. Picard à la Presse Canadienne. PC

#### Policier réprimandé

Le sergent François Panneton, du Service de renseignements de sécurité de la Sûreté du Québec (SQ), vient de se faire taper sur les doigts par un comité de déontologie policière. Le président du comité, M. Mario Bilodeau, lui impose une suspension sans traitement d'une durée de 10 jours, non sans lui faire plusieurs remontrances. Le tort de ce policier a été de demander à un subalterne de consulter le Centre de renseignements des policiers du Québec (CRPQ) pour obtenir des informations sur un individu qui, après la fin d'une relation amoureuse, harcelait son ancienne flamme. Celle-ci s'en plaignait auprès de la soeur du policier Panneton, qui a décidé de s'en mêler. Le policier Panneton a divulgué à la victime de harcèlement le contenu du dossier de son ex-amoureux. PC

#### Dossier miné

L'arrivée de Guy Coulombe, hier, dans le dossier miné de la négociation d'un nouveau pacte fiscal, n'a pas assaini le climat de méfiance qui prévaut entre le gouvernement Charest et le monde municipal. M. Coulombe, qui a passé l'année 2004 à tracer le portrait de l'exploitation forestière au Québec, consacrer une bonne partie de 2005 à revoir le partage de responsabilités et de sources de revenus entre Québec et les municipalités. D'ici le 30 juin, il devra produire un rapport et des recommandations quant au contenu du futur pacte fiscal Québec-municipalités, qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006. PC

## Attachez vos patins!

Tous les patins en magasins sont soldés sauf les Bauer Vapor XXX

**129<sup>99</sup>**  
CCM VECTOR 4.0  
JR rég. 159,99

**219<sup>99</sup>**  
CCM SK652  
SR rég.:299,99  
JR rég.:199,99  
**129<sup>99</sup>**

**129<sup>99</sup>**  
CCM SK252  
SR rég. 199,99

**399<sup>99</sup>**  
BAUER 8000  
SR rég.579,99

**109<sup>99</sup>**  
CCM SKR300  
femme rég.139,99

**129<sup>99</sup>**  
Nike Nadorfin Ice  
homme ou femme  
rég.139,99

**179<sup>99</sup>**  
BAUER VAPOR VII  
SR rég.:199,99

**129<sup>99</sup>**  
JR rég.:149,99

**259<sup>99</sup>**  
EASTON ULTRALITE PRO  
SR 2004 rég.299,99

**159<sup>99</sup>**  
EASTON ULTRALITE  
JR 2004 rég.189,99

**99<sup>99</sup>**  
SOFTEC ST2500  
femme rég.109,99

**249<sup>99</sup>**  
MISSION S300  
SR rég.:299,99

**169<sup>99</sup>**  
MISSION S200  
SR rég.:199,99  
JR rég.:149,99  
**119<sup>99</sup>**

**79<sup>99</sup>**  
SOFTEC ST1500  
femme rég. 89,99

**299<sup>99</sup>**  
CCM SK852  
SR rég.359,99  
JR rég.:259,99  
**179<sup>99</sup>**

**79<sup>99</sup>**  
CCM SP100  
femme rég. 89,99  
fille rég. 79,99  
**69<sup>99</sup>**

**149<sup>99</sup>**  
SOFTEC ST3500  
femme rég.159,99

jusqu'à **50%** de rabais sur la plus grande sélection de bâtons «ONE PIECE» au Québec

Tous ces produits sont aussi disponibles sur le site internet [www.sportsrousseau.com](http://www.sportsrousseau.com)

Sports Gilbert Rousseau hockey sur toute la ligne!

Méga magasin de St-Hubert  
1701,Boul.des Promenades  
(450) 656-1701

Magasin de Dollard-des-Ormeaux  
3597,Boul.St-Jean  
(514) 626-7235

Méga magasin de Laval  
4440, aut. Laval (440)  
(450) 681-8440

Magasin de Greenfield-Park  
3261,Boul. Taschereau  
(450) 926-0660

Magasin de Montréal  
5916, rue Papineau  
(514) 274-4429

HEURES D'OUVERTURE : MÉGAS MAGASINS de Laval et Rive-Sud : lundi au mercredi de 9h00 à 18h00, jeudi et vendredi de 9h00 à 21h00, samedi de 9h00 à 17h00 et dimanche de 11h00 à 17h00. Le SOLDE ATTACHEZ VOS PATINS prend fin le dimanche 30 JANVIER 2005. Certains modèles, couleurs ou grandeurs peuvent manquer dans certains magasins. Les produits illustrés servent de référence et peuvent être différents des produits annoncés

Pour résoudre les problèmes de santé au pays

# La « troisième voie » de Ralph Klein intéresse Jean Charest

LAURA-JULIE PERREAULT

Moins de 24 heures après avoir récolté des critiques acerbes d'Ottawa pour avoir proposé d'associer les secteurs public et privé dans l'administration de la santé, le premier ministre de l'Alberta a trouvé une oreille plus réceptive à Montréal hier. Jean Charest encourage son homologue de l'Ouest à étudier la faisabilité d'une « troisième voie » pour régler les problèmes chroniques du système de santé.

« Les pistes que Ralph Klein veut explorer sont cohérentes avec ce qui se passe au Québec. Nous appuyons sa démarche, mais pas nécessairement son atterrissage. Nous devons voir les résultats de la réflexion », déclarait-on hier au bureau du premier ministre du Québec après une rencontre qui a eu lieu à Montréal entre les deux premiers ministres.

« Au Québec, nous ne remettons pas en cause le système de santé public universel, mais son financement », a tenu à préciser l'attaché de presse de M. Charest.

Ce clin d'oeil du premier ministre du Québec a permis à Ralph Klein de souffler un peu après deux journées assez mouvementées. En tournée au Québec et en Ontario pour

redorer l'image de sa province et de son gouvernement, M. Klein a surtout réussi à soulever la polémique en proposant notamment de trouver une « troisième voie » entre le réseau de santé universel du Canada et le système privé en vigueur aux États-Unis.

À Ottawa, cette proposition est loin d'avoir soulevé l'enthousiasme. La ministre de la Santé publi-

que, Carolyn Bennett, a averti que si le gouvernement albertain comptait financer des cliniques privées avec des fonds publics, il serait en violation de la Loi canadienne sur la santé et pourrait voir ses paiements de transfert retenus par les autorités fédérales.

Mais hier, M. Klein s'est dit peu ébranlé par ces mises en garde et a affirmé qu'il irait de l'avant dans

l'étude de son projet. Pour ce faire, il compte organiser un symposium en mai qui devrait réunir des spécialistes de plusieurs pays.

« Après le symposium, nous ferons une proposition. Nous dirons aux professionnels de la santé de l'Alberta ce qu'ils doivent faire. Si nous violons la Loi canadienne sur la santé, nous devons décider si nous sommes prêts à vivre avec les

## « Il n'y a pas que les syndiqués qui peuvent vendre de l'alcool! »

LAURA-JULIE PERREAULT

Le syndicat des employés de magasins et de bureaux de la Société des alcools du Québec, en grève depuis le 19 novembre, n'a pas trouvé un grand allié en la personne de Ralph Klein hier. Le premier ministre de l'Alberta, au début du discours qu'il a prononcé devant la chambre de commerce de Montréal, a rappelé qu'il a cassé une longue grève dans sa propre province il y a 10 ans en

privatisant les magasins de vins et spiritueux.

« Les gens me disaient que ça ne se faisait pas. Que c'était anticanadien. Que seuls les syndiqués étaient capables de vendre de l'alcool, a dit M. Klein hier. On me disait aussi qu'il y aurait des gens saouls dans les rues et que la criminalité monterait en flèche. Nous avons privatisé et rien de tout ça n'a eu lieu. Maintenant, dans mon quartier seulement, il y a cinq magasins », a

dit M. Klein, en faveur de la privatisation.

Les arguments de Klein n'ont pas impressionné le président du SEMB-SAQ, Martin Charron, joint par *La Presse* hier soir. « Toutes les études montrent que les employés, les consommateurs et le gouvernement albertain n'ont rien gagné après cette privatisation ! Si ça avait été payant, Mike Harris l'aurait fait en Ontario ! » a commenté M. Charron.

pénalités », a persisté M. Klein lors d'un point de presse qui a suivi un discours qu'il a prononcé devant la chambre de commerce de Montréal à l'hôtel Reine-Élisabeth.

### Place au non-conformisme !

Pendant son intervention devant les gens d'affaires, au cours de laquelle il a abondamment parlé des relations politiques et commerciales entre l'Alberta et le Québec, M. Klein s'est félicité à maintes reprises d'appartenir au petit club des provinces « non conformistes », auquel appartient aussi la Belle Province, selon lui.

Dans ce sens, il a promis de donner un coup de main à Jean Charest dès qu'il accèdera à la présidence du Conseil de la fédération, en août prochain, pour l'aider à renforcer la jeune organisation interprovinciale.

### La vache folle sans danger

M. Klein a aussi profité de sa tribune montréalaise pour préciser son opinion sur les mesures à envisager afin de contenir la crise qui frappe l'industrie bovine canadienne après la découverte d'un troisième cas de vache folle dans sa province. Il affirme qu'il faut d'abord informer la population des risques infimes que représente l'encéphalopathie spongiforme bovine pour la santé humaine. « Il faudrait manger 10 milliards d'yeux de boeufs contaminés avant d'être infecté ! » a-t-il lancé, en qualifiant de protectionnistes les autorités américaines qui ferment leur frontière au boeuf canadien au nom de la santé publique.

Niant des propos rapportés dans la presse anglophone du pays la veille, le premier ministre de l'Alberta a affirmé qu'il n'a jamais souhaité l'abattage sélectif des bovins dans sa province.

## Bouclier antimissile

## Le Canada aurait déjà dit oui aux Américains

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Le gouvernement fédéral a fait savoir à de hauts responsables du gouvernement des États-Unis, il y a neuf mois, que le Canada comptait prendre part au projet américain de défense contre les missiles balistiques, selon des documents du ministère de la Défense dont faisait état hier le quotidien torontois *National Post*.

Des documents militaires récemment rayés de la liste des documents secrets révèlent que le gouvernement libéral de Paul Martin a, en privé, affirmé aux États-Unis qu'il souhaitait être du projet, même si, publiquement, il tarde à prendre une décision à ce sujet.

### Fortes pressions

Le premier ministre Martin est soumis à de fortes pressions exercées par des députés de l'opposition, de même que par certains membres de son cabinet, afin qu'il tourne le dos au bouclier américain, devant protéger l'Amérique du Nord contre toute attaque au missile balistique, mais largement critiqué par les scientifiques, qui ne croient pas qu'il puisse marcher.

D'autres ministres du cabinet, comme Bill Graham, ministre de la Défense nationale, souhaitent que le Canada se joigne aux États-Unis. M. Martin a toutefois reporté sa décision finale jusqu'au congrès libéral de mars.

### Note du 23 mars

Selon le *National Post*, avant les élections fédérales de l'an dernier — et moins d'une semaine avant la première visite de M. Martin à Washington afin de rencontrer le président George W. Bush — des responsables du gouvernement canadien auraient affirmé à un responsable du département d'État américain que le Canada appuierait le projet de bouclier.

« Le Canada s'engage à parvenir à une entente afin de prendre part au projet de défense de l'Amérique du Nord contre les missiles balistiques, lors des mois à venir », est-il écrit dans une note du ministère de la Défense, datée du 23 mars et rédigée avant un appel à Roger Noreiga, adjoint au secrétaire d'État américain.



PHOTO JIM YOUNG, REUTERS

L'ex-premier ministre du Nouveau-Brunswick et nouvel ambassadeur du Canada aux États-Unis, Frank McKenna, s'est entretenu avec le premier ministre Paul Martin, hier, à Ottawa.

# Frank McKenna est officiellement nommé ambassadeur du Canada aux États-Unis

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — L'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick Frank McKenna a été officiellement nommé ambassadeur du Canada aux États-Unis par le premier ministre Paul Martin, hier.

M. McKenna, un libéral, a dirigé sa province de 1987 à 1997 ; depuis, il s'était remis à la pratique du droit. Il a été beaucoup sollicité récemment, notamment pour se porter candidat libéral aux dernières élections fédérales, une offre qu'il a déclinée.

Hier, immédiatement après l'annonce de sa nomination au poste d'ambassadeur, qui était un secret de Polichinelle, M. McKenna a fait baisser les attentes de ceux qui espéraient que les relations canado-américaines, quelquefois houleuses, changent carrément de cap avec lui à la barre de l'ambassade.

« Je ne vais pas arriver à Washington et résoudre des vieux dossiers (commerciaux) importants comme le boeuf d'oeuvre et l'ESB (maladie de la vache folle) — ça n'arrivera simplement pas », a affirmé M. McKenna.

« Il n'y a pas de solutions miracles à ces dossiers. »

L'ancien premier ministre provincial, qui entrera en fonction le 1er mars comme diplomate, a par ailleurs minimisé les critiques émises depuis quelque temps au sujet de

entretien avec le premier ministre Paul Martin, à Ottawa.

Celui-ci n'a pu réprimer un sourire lorsqu'on lui a demandé ce qu'il fait des critiques qui dénoncent les liens entre le nouvel ambassadeur et l'administration Bush.

**« Les priorités, c'est de bâtir dans la base déjà établie, de créer le climat pour une bonne relation, de continuer à améliorer la relation commerciale et aussi de refléter le Canada unique. »**

ses relations d'affaires avec des membres de l'élite washingtonienne, avec la famille Bush notamment.

« Je dois dire que, à mon avis, c'est important à Washington d'avoir des liens politiques et d'influencer les politiciens d'une façon, mais je dois dire honnêtement que j'ai une relation, dans un sens, avec quelques membres de la famille, mais ce n'est pas une relation extrêmement solide ou extrêmement forte », a dit M. McKenna, après un

« Je pense que c'est certainement un atout, lorsqu'on demande à un ambassadeur d'accepter ses fonctions, qu'il est dans une position de pouvoir influencer l'administration. S'il les connaît, c'est encore mieux. »

Les contacts de M. McKenna transcendent les lignes de partis, incluant l'ancien président républicain George Bush père et l'ancien président démocrate Bill Clinton.

Hier, à Ottawa, Frank McKenna a aussi abordé la question de ses ac-

tivités au sein de plusieurs entreprises qui lui ont valu, également, certaines critiques ces derniers jours.

« Je suis membre de beaucoup de conseils d'administration et j'ai d'autres activités, mais je dois éliminer toutes les activités avant de me rendre à Washington. »

Quant à la façon dont il compte effectuer son travail en tant que plus important représentant du Canada à l'étranger, M. McKenna a dit : « Les priorités, c'est de bâtir dans la base déjà établie, de créer le climat pour une bonne relation, de continuer à améliorer la relation commerciale et aussi de refléter le Canada unique. »

« Nous avons des valeurs uniques, nous avons une attitude unique qui est différente. »

Frank McKenna, vu par plusieurs comme un successeur à Paul Martin, remplacera Michael Kergin, un ancien conseiller de Jean Chrétien, qui avait été nommé ambassadeur à Washington en juin 2000.

**LOTO QUÉBEC** Résultats  
TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

**SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU 649**

**SUPER 7** Tirage du 2005-01-14  
22 23 27 32 34 40 41  
Complémentaire : (33)

**Banco** Tirage du 2005-01-14  
06 11 13 15 17 21 30 34 35 38  
39 40 42 48 52 54 55 58 59 63

**La Presse** Tirage du 2005-01-14  
③ ④  
998 2249

**Extra** Tirage du 2005-01-14

NUMÉROS	LOTS
157640	100 000 \$
57640	1 000 \$
7640	250 \$
640	50 \$
40	10 \$
0	2 \$

**LaMini** NUMÉROS LOTS

NUMÉROS	LOTS
762522	50 000 \$
62522	5 000 \$
2522	250 \$
522	25 \$
22	5 \$
76252	1 000 \$
7625	100 \$
762	10 \$

Tirage du 2005-01-14

# L'extrême droite demeure menaçante aux États-Unis

L'inculpation récente d'Edgar Ray Killen pour un crime racial commis en 1964, au Mississippi, a ramené sous les projecteurs la menace posée par les groupes d'extrême droite aux États-Unis. Aujourd'hui marginaux, ils n'en demeurent pas moins actifs et dangereux.



ALEXANDRE SIROIS  
WASHINGTON

Un excès de vitesse. Ce fut le prétexte utilisé par Cecil Price, shérif adjoint du comté de Neshoba, au Mississippi, pour mettre sous les verrous trois jeunes défenseurs des droits civiques le 21 juin 1964.

Michael Schwerner, Andrew Goodman et James Chaney, tous trois dans la vingtaine, venaient de visiter une église incendiée par le Ku Klux Klan. Cette mythique organisation raciste était à l'époque encore solidement implantée dans le sud des États-Unis.

Le shérif adjoint a libéré les militants quelques heures plus tard. Il avait entre-temps pris contact avec des membres du KKK avec qui il était de mèche. Ceux-ci ont rattrapé, tué et enterré les trois jeunes.

Le leader présumé de cette cellule du KKK s'appelle Edgar Ray Killen et est aujourd'hui âgé de 79 ans. La semaine dernière, il a été pour la première fois accusé de meurtre. Après avoir plaidé non coupable, il a été libéré sous caution mercredi.

Avec son procès, prévu pour le 28 mars, les États-Unis pourraient enfin tourner pour de bon une page sombre de leur histoire. Ils n'auront toutefois pas fini d'en découdre avec les organisations d'extrême droite.

Aucune ne peut prétendre aujourd'hui rivaliser en matière de popularité et de violence avec le KKK d' alors. En revanche, elles demeurent « une préoccupation sérieuse pour les États-Unis », explique Mark Pitcavage, historien à l'Anti-Defamation League, un organisme de défense des droits civiques établi en Ohio.

« Nous parlons d'un mouvement marginal, petit. Mais comme c'est un mouvement qui est hautement associé à la violence, il est dispropor-



PHOTO ARCHIVES REUTERS

Aucune organisation d'extrême droite ne peut prétendre aujourd'hui rivaliser en matière de popularité et de violence avec le KKK de la fin des années 50. Le mouvement lui-même ne compte plus qu'un maximum de 7000 ou 8000 membres répartis dans 46 groupes distincts.

tionnellement dangereux. Ça ne prend pas un grand nombre de gens pour provoquer un désastre », ajoute M. Pitcavage.

Selon les données de son organisme, les groupes d'extrême droite comptent actuellement quelques dizaines de milliers de membres officiels aux États-Unis, auxquels on peut ajouter « jusqu'à 100 000 ou 150 000 sympathisants convaincus ». Globalement, quelque 200 000 personnes s'identifieraient à ce mouvement, qui compte 751 organisations connues.

#### Crimes haineux

Cette haine de l'autre continue de provoquer de nombreux crimes. Le Southern Poverty Law Center, organisme de l'Alabama, publie chaque année un rapport détaillé sur l'extrême droite et son

impact. On y estime que, bon an mal an, environ 50 000 crimes haineux sont commis en sol américain.

« Bien sûr, une bonne partie sont des crimes relativement mineurs

M. Potok note par ailleurs une augmentation, faible mais constante, du nombre de militants d'extrême droite depuis le milieu des années 90, parallèlement à un durcissement de l'opi-

**« Ce n'est pas tant que les Américains vont se joindre par millions à des partis nazis ou au KKK. Mais ce qui se produit, c'est que le spectre politique américain en entier a été tiré vers la droite. »**

— comme des adolescents qui gravent une *svastika* (croix gammée) sur la peinture d'une automobile. Mais il y a aussi de 12 à 20 meurtres pas année », indique Mark Potok, directeur de l'information du centre.

nion publique face à l'immigration. Il estime que la hausse est par-dessus tout liée à des « changements structurels majeurs » de la société, dont au premier plan la mondialisation politique et économique.

« Le fait est que, aux États-Unis, il y a 30 ans, si un Blanc terminait le collège, il pouvait obtenir un bon emploi dans l'industrie manufacturière, soutenir une famille et vivre plutôt décentement. Ce n'est clairement plus vrai. Si on a seulement un diplôme collégial, peu importe qu'on soit Blanc, on va avoir du mal dans cette économie », dit-il.

Il n'y a pas que la société qui a changé. Le paysage de l'extrême droite est aussi bien différent. Le KKK, par exemple, n'est plus que l'ombre de lui-même. Il compte aujourd'hui au maximum de 7000 à 8000 membres répartis dans 46 groupes distincts. À l'époque de meurtre des trois jeunes militants, environ 80 000 Américains adhéraient au KKK, qui était déjà moins populaire qu'auparavant, mais demeurait uni. Et « il avait l'appui des forces de l'ordre du sud du pays et de la société du Sud en général », rappelle M. Potok, qui juge aujourd'hui le KKK « très faible », quoique toujours inquiétant.

#### Virage à droite

En tête des organisations d'extrême droite qui ont repris le flambeau se trouve le plus important groupe néonazi aux États-Unis (environ 1000 membres), la National Alliance. Elle éprouve toutefois des difficultés depuis la mort récente de son fondateur et le départ d'un de ses membres les plus charismatiques, Billy Roper. Ce dernier vient de fonder son propre groupe, White Revolution.

L'Anti-Defamation League surveille aussi de très près le Council of Conservative Citizens, une organisation raciste, le National Socialist Movement, un autre groupe néonazi, et la League of the South, qui souhaite replonger le sud du pays dans son passé ségrégationniste.

Ces organisations et autres groupes d'extrême droite posent une menace sérieuse, mais limitée, pour ce qui est de la violence, soutient M. Potok. Or, de façon plus insidieuse, ils représenteraient aussi une menace politique substantielle. D'autant plus que leur message a dorénavant plus d'impact grâce à Internet.

« Ce n'est pas tant que les Américains vont se joindre par millions à des partis nazis ou au KKK, précise l'expert en droits civiques. Mais ce qui se produit, c'est que le spectre politique américain en entier a été tiré vers la droite. Donc, des choses qui semblaient d'extrême droite il y a 15 ans sont presque considérées comme des paroles d'Évangile aujourd'hui, dit-il. Les choses que vous entendez tous les jours sur Fox News (le réseau d'information proche des républicains) étaient jadis perçues comme complètement en dehors du courant dominant, mais plus maintenant. Et je pense que les groupes haineux ont contribué de façon très importante à cette évolution. »

# Bovet

POUR HOMMES DE TOUTES TAILLES

## SOLDE ANNUEL D'ENTREPÔT

dans tous nos magasins

RABAIS  
JUSQU'À

# 60%

Un rabais minimum de 15% sur  
**TOUTE** la marchandise en magasin.  
Dans toutes les tailles. JUSQU'AU 23 JANVIER 2005

Toutes les  
**BOTTES D'HIVER**  
-30%

**CHAUSSURES**  
habillées ou sport  
49<sup>99</sup> à 99<sup>99</sup>

Tailles courtes, moyennes, fortes ou élancées  
Tous nos  
**COMPLETS et VESTONS SPORT**  
-20% à -60%

Tailles moyennes, fortes ou élancées  
Tous les  
**PARKAS, PALETOTS,  
CUIRS**  
-20% -30% -50% -60%

Tailles moyennes, fortes ou élancées  
**CHEMISES de ville**  
19<sup>99</sup> / 29<sup>99</sup> / 39<sup>99</sup>

Tous les  
**CHANDAILS et  
CHEMISES SPORT**  
-20% à -60%

Tous les  
**PANTALONS**  
en velours côtelé  
jusqu'à **50%** de rabais  
à partir de 49<sup>99</sup>



PHOTO FRED CHARTRAND, ARCHIVES PC

Considérée comme une fidèle alliée de Paul Martin, Judy Sgro avait pris les rênes du ministère de l'Immigration le 12 décembre 2003. Jusqu'à sa démission, hier, la ministre s'est retrouvée au cœur de plusieurs scandales.

# Le mandat de Judy Sgro marqué par la controverse

NATHAËLLE MORISSETTE

**Causant plusieurs maux de tête au premier ministre Martin, le court passage de Judy Sgro à la tête du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration a été marqué par la controverse.**

Née à Moncton (Nouveau-Brunswick) et mère de trois enfants, elle a été élue à la Chambre des communes pour représenter la circonscription de York-Ouest lors d'une élection partielle le 15 novembre 1999. M<sup>me</sup> Sgro avait auparavant été membre du conseil municipal de North York et membre du conseil de l'agglomération de Toronto, notamment.

Judy Sgro, considérée comme une fidèle alliée de Paul Martin, a pris les rênes du ministère de l'Immigration le 12 décembre 2003. Son mandat a toutefois été entaché par de nombreux scandales. Quelques semaines après les élections fédérales du 28 juin, la ministre, aujourd'hui âgée de 60 ans, a été forcée de remercer 11 des 13 employés qui travaillaient à son bureau. En effet, certains d'entre eux dormaient à l'hôtel aux frais des contribuables parce qu'ils n'avaient

pas de domicile fixe à Ottawa, préférant plutôt conserver leur résidence permanente à Toronto.

Peu de temps après, M<sup>me</sup> Sgro a soulevé l'ire de certaines Églises en les exhortant à ne plus servir de refuge aux immigrants menacés d'expulsion. Elle a également échoué dans sa tentative d'éliminer toute forme de favoritisme à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) lorsqu'un membre du Parti libéral de la Colombie-Britannique a été nommé commissaire de cet organisme.

L'automne dernier, une autre tuile s'est abattue sur la ministre. Elle s'est retrouvée dans l'embarras après avoir accordé en juin, lors de la campagne électorale, un statut de résidente temporaire à une danseuse originaire de la Roumanie qui travaillait pour elle.

Ce fut ensuite au tour de son directeur de cabinet, Ihor Wons, d'être montré du doigt pour avoir rencontré à Toronto le propriétaire d'un bar de danseuses nues qui disait avoir de la difficulté à recruter des effeuilleuses à l'étranger.

Il n'en fallait pas plus pour soulever l'indignation des partis d'opposition, qui ont réclamé la tête de la ministre pendant plusieurs semai-

nes en l'accusant d'avoir accordé un traitement de faveur à certains requérants au moyen d'un programme qui a permis à quelque 1000 *strip-teaseuses* étrangères d'entrer au Canada au cours des trois dernières années.

Malgré tout le battage médiatique entourant cette succession d'événements, M<sup>me</sup> Sgro s'est accrochée à son siège de ministre. Mais elle a finalement décidé de tirer sa révérence après que le *Toronto Star* eut publié hier un article qui disait qu'elle aurait promis au propriétaire d'une pizzeria de l'Ontario, qui a travaillé à sa campagne électorale, de régler ses problèmes d'immigration.

Malgré toutes les allégations qui pèsent contre elle, le député libéral Andrew Telegdi, président du comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration de la Chambre des communes, a qualifié le départ de M<sup>me</sup> Sgro de « très malheureux ».

Joint au téléphone par *La Presse* à son bureau de circonscription dans Kitchener-Waterloo, il a rappelé les bons coups de M<sup>me</sup> Sgro à la tête du ministère. Il a notamment souligné ses efforts pour accélérer le processus devant permettre à des milliers de personnes victimes de

la catastrophe du tsunami de venir s'établir au pays.

Est-ce que son successeur, Joe Volpe, pourra bien jouer son rôle à la tête du ministère? « Je m'attends à ce qu'il soit compétent parce que nous avons un bon comité de la citoyenneté et de l'immigration », répond-il.

## LE REMANIEMENT

**Voici les détails du remaniement ministériel annoncé hier, à Ottawa, par le premier ministre Paul Martin:**

> Judy Sgro démissionne de son poste de ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

> Joe Volpe, qui était ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, devient ministre de l'Immigration.

> Lucienne Robillard, la ministre des Affaires intergouvernementales, voit ses responsabilités augmenter en héritant aussi du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences.

## Une histoire de pizza

NATHAËLLE MORISSETTE

Dans l'embarras depuis plusieurs mois, Judy Sgro a été une fois de plus montrée du doigt hier en raison d'allégations voulant qu'elle se soit engagée à donner l'asile politique au propriétaire d'une pizzeria ontarienne qui a travaillé pour elle lors de la dernière campagne électorale.

Harjit Singh aurait révélé, dans une déclaration sous serment à la Cour fédérale, à Toronto, obtenue par le *Toronto Star*, qu'il avait communiqué avec la ministre de l'Immigration pour obtenir de l'aide parce qu'il était menacé d'expulsion. Judy Sgro aurait accepté de lui donner un coup de main à condition qu'il fournisse de la nourriture et du personnel à son équipe de campagne.

L'homme, qui risque d'être expulsé la semaine prochaine, affirme également que, au moment où l'entente conclue avec la ministre est venue aux oreilles de tierces personnes, M<sup>me</sup> Sgro est revenue sur sa promesse. Pour sa part, Judy Sgro, qui a quitté son poste de ministre de l'Immigration hier, nie totalement ces allégations.



## VINCENT MARISSAL

# Un parcours cahoteux

À Ottawa, depuis quelques semaines, la question n'était pas de savoir si Judy Sgro allait démissionner, mais plutôt quand elle le ferait.

Voilà, donc, c'est fait, ce qui est une bonne nouvelle pour Paul Martin puisqu'il n'aura pas l'odieux de virer lui-même sa ministre.

Depuis cette absurde histoire d'effeuilleuses roumaines, M<sup>me</sup> Sgro était condamnée, tout le monde le savait. Cette affaire, vraie ou fausse, de promesse à un propriétaire de pizzeria n'aura fait que précipiter les choses.

Dans les rangs libéraux, on blaguait même avant les Fêtes en disant que le premier ministre gardait le congédiement de la ministre de l'Immigration dans le barillet de son revolver pour tirer un coup en l'air au besoin. C'est un vieux truc : quand ça chauffe trop d'un bord, allumez un autre brasier ailleurs, ça fait toujours diversion. Pour vous donner une idée, le bureau du premier ministre a publié sept communiqués hier après-midi entre 13 h et 15 h détaillant le remaniement, les nominations, la réponse au premier ministre de Terre-Neuve ou son emploi du temps.

On ne peut pas courir tous les lièvres en même temps, c'est bien connu. Ce n'est pas un hasard, d'ailleurs, si M. Martin a nommé hier Frank McKenna ambassadeur

du Canada à Washington, le jour même où nous étions déjà fort occupés avec M<sup>me</sup> Sgro. Mais ça, c'est une autre histoire.

Revenons à Judy Sgro. La ruine courait déjà depuis un bon mois à propos d'autres interventions politiques dans des dossiers d'immigration, soit par elle-même, soit par son ancien chef de cabinet, Ihor Wons.

**Même si son départ du cabinet était inévitable, Judy Sgro laisse derrière elle quelques questions importantes, auxquelles Paul Martin ne pourra se soustraire. D'abord, était-il au courant (et si oui, depuis quand) de cet autre cas allégué d'abus de pouvoir ?**

L'avenir de Judy Sgro au cabinet était tellement douteux que son nouveau chef de cabinet, Maurice Rioux, arrivé en renfort en décembre, n'avait accepté qu'un contrat de quelques semaines et avait pris la sage précaution de prendre un congé sans solde du poste qu'il occupait. M. Rioux, qui a été dans le passé chef de cabinet des ministres Sheila Copps et Denis Coderre (un homme, de toute évidence, qui n'a pas peur des défis), est reparti avant même la fin de son bref contrat.

Le retour de Judy Sgro sur les banquettes arrière ne chagrinerait

pas trop Paul Martin, tant son parcours à l'Immigration a été cahoteux. À peine confirmée dans ses fonctions de ministre, après les élections générales du 28 juin, elle avait créé la commotion dans son ministère en virant 11 des 13 employés de son cabinet. Le pire, c'est que les employés en question avaient entendu parler pour la première fois de la purge à venir de la

bouche du mari de la ministre, Sam, qui avait fait un saut au cabinet après une garden-party du Parti libéral. Charmant petit couple. Quelques semaines auparavant, pendant la campagne électorale, M<sup>me</sup> Sgro s'était ridiculisée en pourchassant le chef conservateur Stephen Harper en pleine rue, brandissant un papier sous son nez et l'enguirandant à propos des positions anti-avortement de certains candidats conservateurs. Cet épisode burlesque est depuis classé en bonne position dans le palmarès « La fois où j'ai eu l'air le plus fou » de nos politiciens.

Outre le célèbre dossier des effeuilleuses, M<sup>me</sup> Sgro s'est aussi distinguée à l'Immigration en critiquant l'an dernier les églises qui accueillent les réfugiés menacés d'expulsion, une sortie unanimement dénoncée dans tout le pays.

Il semble bien que le jugement ne soit pas la première qualité de M<sup>me</sup> Sgro. Les derniers événements ne feront que confirmer cette impression largement répandue dans la capitale fédérale. Pourquoi diable une députée qui gagne son siège avec près de 14 000 voix de majorité prendrait-elle le risque d'intervenir directement pour accélérer le dossier d'immigration d'une danseuse nue ou d'un propriétaire de pizzeria en échange de quelques heures de travail ou de quelques pizzas ?

Même si son départ du cabinet était inévitable, Judy Sgro laisse derrière elle quelques questions importantes, auxquelles Paul Martin ne pourra se soustraire. D'abord, était-il au courant (et si oui, depuis quand) de cet autre cas allégué d'abus de pouvoir ? Les rumeurs qui couraient sur la colline parlementaire depuis des semaines se sont vraisemblablement rendues au bureau du premier ministre.

Ensuite, Paul Martin laissera-t-il le conseiller à l'éthique, Bernard Shapiro, aller au bout de son enquête sur l'affaire de l'effeuilleuse roumaine même si M<sup>me</sup> Sgro n'est plus

ministre ? Et si M. Shapiro juge que l'ex-ministre a enfreint les règles d'éthique et a fait preuve de favoritisme, enterrera-t-on sa décision ou, au contraire, deviendra-t-elle la référence ? Après tout, il serait surprenant que M<sup>me</sup> Sgro ait été la seule ministre à intervenir dans des dossiers d'immigration pour des partisans libéraux. Le nouveau ministre de l'Immigration, Joe Volpe, en sa qualité de lieutenant politique de M. Martin en Ontario, devra montrer patte blanche.

Une autre question, beaucoup plus fondamentale celle-là, se pose à Paul Martin après les événements d'hier : qui et quand, si cela devait jamais se faire, entreprendra et mènera à terme la réforme en profondeur tant attendue au ministère de l'Immigration ? Joe Volpe est le cinquième ministre à atterrir à l'Immigration depuis 2000, soit une moyenne de moins de 12 mois par titulaire à ce poste qui a pourtant bien besoin de stabilité.

Cela dit, dans l'immédiat, le mini-remaniement d'hier est plutôt une bonne affaire pour le Québec. Lucienne Robillard, qui hérite du ministère des Ressources humaines, sera certainement plus pressée que Joe Volpe à négocier avec Québec le transfert des fonds fédéraux pour les congés parentaux.

COURRIEL

Pour joindre Vincent Marissal : [vincent.marissal@lapresse.ca](mailto:vincent.marissal@lapresse.ca)

# Le pourboire n'est pas obligatoire au Québec...

## ... mais la pratique courante est de laisser 15 %

LOUIS LAFORTUNE  
LE DROIT

Les restaurants du Québec et de l'Ontario laissent les pourboires à la discrétion de leurs clients.

C'est ce qu'ont indiqué l'Association des restaurateurs du Québec (ARQ) et l'Association des restaurateurs de l'Ontario, en réaction à la question des pourboires qui s'est retrouvée cette semaine au cœur du courrier des lecteurs du *Droit*.

Un lecteur y raconte qu'il a récemment été interpellé par un serveur dans un restaurant de l'Outaouais qui s'est plaint du pourboire qu'il avait reçu. La lettre a suscité des réactions d'autres lecteurs et soulevé différentes interprétations des pratiques entourant les pourboires. Or, autant au Québec qu'en Ontario, le pourboire n'est pas obligatoire.

Ce n'est pas obligatoire à la base. Il n'existe pas de règle, a expliqué Hans Brouillette, porte-parole à l'ARQ, qui regroupe 3800 membres qui exploitent 5500 établissements partout au Québec.

Il est toutefois bien connu, dit-il, que la pratique courante au Québec, et ailleurs au Canada, est de laisser 15 % de pourboire. Quinze pour cent, c'est la moyenne, mais il faut que le service soit adéquat. Ça peut être plus bas, mais ça peut être aussi 20 % et plus si le service est exceptionnel. Les clients ont avantage à laisser un pourboire pour ne pas inciter les restaurateurs à instaurer le pourboire obligatoire.

Quant à la façon de calculer le pourboire, l'Association des restaurateurs du Québec prône 15 % avant les taxes — et non après, comme le disent certains clients. Vous n'avez qu'à calculer le total

des deux taxes et ça vous donne le montant de 15 % de pourboire, a dit M. Brouillette.

Il existe toutefois des exceptions où le pourboire peut être obligatoire au Québec et en Ontario : lors de réservations de groupes de six à huit personnes ou plus. C'est laissé à la discrétion du restaurateur, qui doit toutefois informer les clients — soit avec une affiche, par contrat ou tout simplement sur le menu — que le pourboire de 15 % sera automatiquement ajouté à l'addition lorsqu'il s'agit d'un groupe.

Au Québec, les nouvelles mesures fiscales, pour que les pourboires soient déclarés, ont été introduites en 1998. Depuis sept ans maintenant, les serveurs et serveuses doivent déclarer leurs pourboires. Or, si un serveur n'en obtient pas, il devra quand même faire face au fisc québécois, souligne Claude

Corriveau, un barman. Même quand le serveur ne reçoit pas de pourboire, il doit le déclarer.

Contrairement au Québec, les serveurs de l'Ontario ne sont pas tenus par la loi de déclarer leurs pourboires au fisc, explique Guy Schryburt, président de l'Association des restaurateurs de l'Ontario pour Ottawa.

Ce n'est pas réglementé en Ontario. C'est laissé aux serveurs ou serveuses de déclarer leurs pourboires. Sauf qu'ils peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment, a précisé M. Schryburt. En d'autres mots, le fisc ontarien se posera des questions si au moins une partie des pourboires n'est pas déclarée et ira peut-être cogner à la porte du serveur.

M. Schryburt affirme qu'à certains endroits aux États-Unis, la pratique est de verser 18 % de pourboires.

## AUSTRALIE

# Un requin attaque des enfants

AGENCE FRANCE-PRESSE

MELBOURNE — Un requin de trois mètres a attaqué des enfants de 8 à 13 ans durant une régate dans le sud de l'Australie, mordant à pleines dents dans un canot pneumatique qui tentait de le faire fuir, a-t-on appris auprès des organisateurs de la compétition.

L'animal avait été repéré à proximité des bateaux à voile, poussant les organisateurs à envoyer une flottille de canots pneumatiques de sauvetage en vue de le faire fuir, a expliqué Brian Smith, membre de l'organisation.

« Il n'a pas aimé être pourchassé, s'en est pris à un des canots et l'a mordu », a-t-il raconté, évoquant un « geste défensif ». L'attaque a provoqué un « petit trou » dans le canot mais n'a dégonflé qu'une partie de ses boudins, sans inquiéter les cinq membres d'équipage qui ont malgré tout été « secourus », a-t-il ajouté.



# GMC



**399 \$/mois\***  
Avec comptant de 4127\$  
0\$ dépôt de sécurité

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
459\$	2114\$	0\$
522\$	0\$	0\$

**0%**  
DE FINANCEMENT  
À L'ACHAT

Terme de 36 mois à la location. Transport et préparation inclus.

## GMC SIERRA 1500 4X4 Z71

**cabine multiplace**  
Moteur V8 Vortec 5,3L à ISC de 295 HP • Boîte automatique à 4 vitesses avec surmultipliée et mode remorquage • Système de freinage antiblocage aux 4 roues • Climatisation à deux zones • Lecteur CD avec 6 haut-parleurs • Pont arrière autobloquant • Suspension et pneus tout-terrain • Régulateur de vitesse • Roues de 17 po en aluminium à 5 rayons • Marchepieds latéraux tubulaires en acier inoxydable avec fini chromé • Système Autotrac (4RM) • Têlévérouillage, portes, glaces et rétroviseurs chauffants à commandes électriques • Groupe remorquage à grande capacité



**Le Sierra a plus de chevaux, de couple, de charge utile et de capacité de remorquage de série que les modèles Ford ou Dodge+.**



### GMC SIERRA 1500 4X4

cabine allongée

Moteur V8 Vortec 4,8L à ISC de 285 HP • Boîte automatique à 4 vitesses avec surmultipliée et mode remorquage • Système de freinage antiblocage aux 4 roues • Climatisation à deux zones • Lecteur CD avec 6 haut-parleurs • Pont arrière autobloquant • Roues de 17 po en aluminium à 5 rayons • Marchepieds latéraux tubulaires en acier inoxydable avec fini chromé • Régulateur de vitesse • Système Autotrac (4RM) • Têlévérouillage, portes, glaces et rétroviseurs chauffants à commandes électriques • Groupe remorquage à grande capacité



### GMC ENVOY SLE 4X4

Moteur Vortec L6 4,2L de 275 HP • Freins à disque aux 4 roues avec système ABS • Système Autotrac (4RM) • Climatisation à deux zones • Têlévérouillage, portes, vitres et rétroviseurs chauffants électriques • Lecteur CD avec 6 haut-parleurs • Roues de 17 po en aluminium • Pont arrière autobloquant • Équipement spécial de remorquage • Système de communication et d'assistance OnStar avec abonnement d'un an au plan Sain et saur<sup>†</sup>



### GMC CANYON

**Lauréat Clé d'Or 2005 – meilleur véhicule catégorie camionnettes compactes\*\***

• Moteur Vortec 2,8L à ISC de 175 HP • Boîte manuelle à 5 vitesses avec surmultipliée • Système de freinage antiblocage aux 4 roues • Pont arrière autobloquant • Roues de 15 po en aluminium • Banquette avant divisée 60/40 avec garniture de tissu • Strapontins arrière (2) rabattables à plat • Dispositif antivol PASSLock • Sacs gonflables avant côtés conducteur et passager • Essuie-glaces à balayage intermittent réglable • Radio AM/FM stéréo avec 4 haut-parleurs • Tachymètre • Rétroviseurs extérieurs repliables • Pare-chocs avant et arrière chromés avec marche-pied arrière

**399 \$/mois\***  
Avec comptant de 3892\$  
0\$ dépôt de sécurité

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
459\$	1879\$	0\$
515\$	0\$	0\$

**0%**  
DE FINANCEMENT  
À L'ACHAT

Terme de 36 mois à la location. Transport et préparation inclus.

**419 \$/mois\***  
Avec comptant de 4915\$  
0\$ dépôt de sécurité

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
469\$	2640\$	0\$
527\$	0\$	0\$

**0%**  
DE FINANCEMENT  
À L'ACHAT

Terme de 48 mois à la location. Transport et préparation inclus.

**259 \$/mois\***  
Avec comptant de 2796\$  
0\$ dépôt de sécurité

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
289\$	1485\$	0\$
323\$	0\$	0\$

**0%**  
DE FINANCEMENT  
À L'ACHAT

Terme de 48 mois à la location. Transport et préparation inclus.

**GMC**  
TROIS LETTRES  
QUI EN DISENT LONG



+ Comparaison faite en fonction de véhicules Ford et Dodge de même catégorie que le Sierra. L'Association des concessionnaires Pontiac-Buick-GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles de base neufs 2005 suivants: Sierra cabine multiplace (TK15543/R7A), Sierra cabine allongée (TK15753/R7B), Envoy (TT15506/R7C) et Canyon (TS15563/R7B). Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement et peuvent comporter certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 36 mois (Envoy et Canyon: 48 mois) avec versement initial ou échange équivalent, voir ci-contre. À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12¢ du km après 60 000 km. (Envoy et Canyon: 80 000 km). Première mensualité exigible à la livraison. Taux de financement à l'achat de 0%, pour un terme de 36 mois sur approbation de crédit de GMAC. \*Contrat de service requis. Pour obtenir plus de détails et d'information au sujet d'OnStar, appelez au 1 800 667-8277. Informez-vous auprès de votre concessionnaire ou consultez le site www.onstarcanada.com. \*\*Selon l'Annuel de l'Automobile 2005. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7483 ou visitez www.gmcanada.com.



PHOTO SYLVAIN MAYER, LE NOUVELLISTE ©

Sept bâtiments du secteur Pointe-du-Lac, soit trois commerces et quatre immeubles résidentiels, ont été complètement détruits.

## « Ça prend des conditions particulières pour créer une explosion »

La porte-parole de Gaz Métropolitain se veut rassurante

MARTIN LAFRENIÈRE  
LE NOUVELLISTE

Il est possible que l'explosion ayant détruit le cœur du village du secteur de Pointe-du-Lac ravive les craintes des gens à l'égard du gaz naturel.

Mais selon la porte-parole de Gaz Métropolitain, Stéphanie Trudeau, une explosion du genre survient rarement, car les infrastructures de l'entreprise sont fiables.

« On a un réseau de près de 10 000 kilomètres de conduites à la

grandeur du Québec. Nous avons 100 points de contrôle sur ce réseau et il est très sécuritaire. Selon ce qu'on m'a dit, c'est le premier événement de cette importance à arriver en Mauricie », a indiqué hier Mme Trudeau, qui ajoute qu'une explosion ne survient pas tout simplement parce qu'il y a une fuite de gaz.

« Ça prend des conditions particulières pour une explosion. Si une fuite entraîne la présence de 4 % de gaz dans l'air, même si on allume une allumette, il n'y aura rien. On a besoin d'une concentration de

gaz dans l'air qui varie entre 5 et 15 %. Et s'il y a une source d'allumage, ça explose. Mais il faut que ça se passe dans un endroit fermé. »

Pour permettre de détecter des fuites, on ajoute au gaz un odorant qui sent les oeufs pourris.

### D'abord l'odeur

C'est cette odeur sentie par des employés d'Hydro-Québec, affairés à des travaux sur un transformateur situé dans le village de Pointe-du-Lac, qui a mis la puce à l'oreille de tout le monde.

« À 2h58, nous avons reçu un appel nous disant qu'il y avait un incendie à cette pizzeria, qui est un de nos clients. Comme c'est la procédure habituelle, on s'est rendus sur place pour couper l'alimentation en gaz et c'est ce qu'on a fait à 3h22. Un de nos techniciens s'est fait dire que des gens d'Hydro-Québec avaient senti une odeur de gaz. On sait qu'il y avait du gaz dans les égouts. Il reste maintenant à savoir pourquoi et s'il y a un lien entre les égouts, l'incendie au restaurant et les travaux au transformateur. »

## Équipement ultramoderne

PRESSE CANADIENNE

Plus de 8 millions ont été investis dans l'unité des grands brûlés de l'Enfant-Jésus, où ont été conduits les patients gravement brûlés de Pointe-du-Lac. Cette unité ultramoderne pour les soins aux grands brûlés est au-dessus du service de la traumatologie, de l'hôpital. L'arrivée des premiers patients a eu lieu en janvier 2003. En avril 2004, la direction du CHA avait finalement dévoilé aux lentilles de caméras les nouvelles installations, déplacés de l'hôpital du Saint-Sacrement vers l'Enfant-Jésus un an auparavant. Cette unité, qui peut accueillir 10 patients à la fois, est dotée des dernières technologies.

## « C'était l'apocalypse totale »

APOCALYPSE  
suite de la page A1

« À ce moment-là, c'est tout le secteur qui était pratiquement embrasé. On s'est retrouvés avec un pâté de sept bâtiments qui étaient la proie des flammes », raconte l'agent Michel Letarte, porte-parole de la Sécurité publique de Trois-Rivières.

Des gens ont été littéralement éjectés de leur résidence. D'autres ont réussi à s'en sortir pratiquement par miracle. C'est le cas d'André Perras et de sa conjointe, dont la maison s'est

écroulée sur eux. « Ils ont été sauvés *in extremis*, raconte M. Yvon Fontaine, le beau-frère de M. Perras. Il y a eu une explosion. Mon beau-frère essayait de trouver sa femme dans les débris, dans la chambre du deuxième étage. Le toit s'est écroulé sur eux. Ils ont essayé de descendre mais l'escalier était tombé, et le plancher s'écroulait. La maison était en train de se séparer en deux, elle s'affaissait. Ils sont descendus en même temps que le plancher. »

« Quand ils se sont réveillés, la maison commençait à s'effondrer sur eux. C'est un miracle s'ils s'en sont sortis », renchérit M. Henri Blais, un ami du couple. M. Perras a subi diverses blessures, notamment à la tête, au dos et à une épaule. Il a reçu son congé de l'hôpital en début d'après-midi alors que sa femme, grièvement brûlée, était toujours aux soins intensifs hier. La vision était cauchemardesque dans le village. Les bâtiments

n'étaient plus que des amas de débris fumants tandis que les pompiers fouillaient les débris à la recherche de victimes.

« C'était assez horrible comme vision », a ajouté M. Letarte, tout en ajoutant que l'enquête sera difficile étant donné l'ampleur des dommages. « Des maisons ont été complètement soufflées par l'explosion. Les quatre murs et le toit sont tombés. Il ne reste plus rien. »

Près des maisons qui ont explosé, les phares de véhicules avaient fondu alors que des débris de toutes sortes jonchaient le sol. Des hélicoptères sillonnaient les airs tandis qu'une épaisse fumée voilait complètement la rue Notre-Dame.

Des évacués tentaient, hier matin, de savoir si leur maison était encore debout. D'autres recherchaient désespérément leurs proches. « J'ai entendu cogner à ma porte en plein milieu de la nuit. J'ai ouvert et deux armoi-

ers à glace (des pompiers) m'ont sortie. Je me suis ramassée dehors, les deux pieds dans l'eau, en jaquette et en pantoufles. Tout ce que j'ai réussi à sauver, c'est mon cellulaire », raconte Manon Babineau, visiblement sous le choc.

À l'extérieur, elle a été saisie par l'ampleur de la catastrophe. « Quand je suis sortie, j'ai vu le feu qui roulait sur les fils électriques. Les fils sont tombés dans la rue. Il y avait du feu partout. C'était comme dans les films. C'était l'apocalypse totale. »

En tout, trois commerces ont été détruits, soit la pizzeria, la boulangerie Guay et un dépanneur.

Il ne reste plus rien non plus d'une petite maison et de trois immeubles qui abritaient respectivement deux, trois et quatre logements. Alors que les bâtiments explosaient les uns après les autres rue Notre-Dame, les pompiers n'ont eu d'autre choix que d'évacuer tout le secteur le plus rapi-

dement possible. Pas moins de 110 pompiers ont combattu le brasier.

40 personnes ont été évacuées.

Plusieurs se sont réfugiées au centre Domrémy, d'autres dans des autobus fournis par la Société de transport de Trois-Rivières.

L'alimentation en gaz a été complètement coupée à Pointe-du-Lac et environ 400 personnes étaient privées d'électricité en matinée. Le courant a été rétabli progressivement au cours de la journée. En milieu d'après-midi, il ne restait que 12 abonnés privés de courant. Pour ce qui est du gaz le service n'était toujours pas rétabli en fin d'après-midi. En tout, 27 bâtiments sont reliés au réseau de Gaz Métro à Pointe-du-Lac.

cyberpresse.ca Visitez notre dossier et galerie de photos sur l'incendie de Pointe-du-Lac à [www.cyberpresse.ca/feu](http://www.cyberpresse.ca/feu)



evian.  
AFFINITY®

## Apportez à votre peau une nouvelle énergie

Avec le temps, stress et fatigue marquent plus facilement votre peau. Formulé à l'eau d'Evian, ce soin frais et relaxant abreuve votre peau d'agents déstressants et hydratants naturels (magnésium et vitamines), pour l'aider à mieux résister au stress. **Pleine d'une nouvelle énergie, votre peau est lissée, fraîche, défatiguée.**

### CADEAU AVEC ACHAT EXCLUSIF

Recevez gratuitement le Lait Hydratant Vitaminé\* d'une valeur de 20\$ avec tout achat de 27\$ et plus de produits Evian® AFFINITY® du 15 au 29 janvier chez

**JEAN COUTU**

\*Jusqu'à épuisement des stocks. Disponible seulement chez PJC / Succursales participantes / Une prime par client



Visitez [evianaffinity.ca](http://evianaffinity.ca) pour trouver le détaillant le plus près de chez-vous.

# Visas retirés: Martin demande des explications à la Chine

AGENCE FRANCE-PRESSE

TORONTO — Le premier ministre canadien Paul Martin a demandé des explications à la Chine hier après le retrait par Pékin de visas qui avaient été accordés à deux journalistes canadiens chargés de couvrir sa visite en Chine la semaine prochaine.

Les deux journalistes, David Ien et Danielle Zhu qui font partie de la chaîne de télévision en chinois New Tang Dynasty TV (NTDTV), devaient rejoindre au Japon le groupe de journalistes qui suit le voyage de M. Martin en Asie, pour se rendre en Chine la semaine prochaine. Mais leurs visas, délivrés par l'am-

bassade de Chine à Ottawa, ont été annulés, a déclaré le président de la chaîne Joe Wang à l'AFP.

« C'est pour nous une question qui est très sérieuse, la liberté d'expression et la liberté de presse (font partie) de nos valeurs », a déclaré à la presse le premier ministre canadien.

« On a fait des démarches auprès de l'ambassade de Chine à Ottawa, notre ambassadeur a fait des démarches en Chine auprès du gouvernement, et nous allons continuer de faire pression sur le gouvernement pour que ces journalistes puissent avoir l'occasion de nous accompagner sur cette mission », a-t-il ajouté avant de partir

pour un voyage à travers cinq pays d'Asie.

M. Martin doit rencontrer le président Hu Jintao et le Premier ministre Wan Jiabao durant sa visite en Chine du 20 au 23 janvier, visite largement consacrée à l'amélioration des relations commerciales entre Ottawa et Pékin.

## EN BREF

### Nouveau chef d'état-major

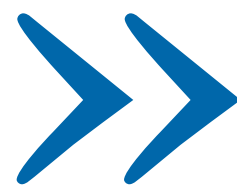
Les États non viables et en chute, qui deviennent des foyers de terrorisme, constituent désormais la vraie menace aux intérêts canadiens, estime le nouveau chef d'état-major de la Défense nationale, le lieutenant-général Rick Hillier. M. Hillier, qui a dirigé la mission canadienne en Afghanistan l'an dernier, a été nommé officiellement à son nouveau poste, hier, à Ottawa. Le militaire de 49 ans, originaire de Terre-Neuve, entrera en fonction le 4 février. Sa nomination s'accompagne d'une promotion au grade de général. M. Hillier succédera au général Ray Henault, qui quitte la fonction de chef d'état-major de la Défense pour occuper le poste militaire supérieur de l'OTAN en tant que président du comité militaire de cette organisation, à Bruxelles. Le lieutenant-général Hillier a rencontré hier le premier ministre Paul Martin, qui a estimé que le nouveau chef d'état-major était l'exemple même de ce que les Canadiens recherchaient chez leurs soldats.

Presse Canadienne

### Affichage bilingue en Ontario

« Il n'y en a pas de guerre ! » Le maire de Clarence-Rockland, Richard Lalonde, n'avait pas prévu que sa municipalité serait projetée au coeur d'une tempête médiatique en adoptant un règlement rendant obligatoire l'affichage bilingue. « On n'a jamais eu l'intention d'engager qui que ce soit et de dépenser de l'argent pour appliquer le règlement », a-t-il déclaré, faisant allusion à la une de jeudi du quotidien *The Ottawa Citizen*. Hier midi, dans les établissements de Rockland, on s'étonnait aussi d'avoir vu autant de caméras de télévision débarquer en raison d'un nouveau règlement municipal. Il impose aux nouveaux commerces et à ceux qui modifient leur affichage extérieur de faire autant de place aux deux langues officielles, sous peine d'amende. « C'est quelque chose de positif, c'est bon pour les francophones et les anglophones. Je ne comprends pas pourquoi on s'attarde tant là-dessus », a exprimé Christine Villeneuve, la directrice de la succursale de la caisse populaire.

Presse Canadienne



Ces symboles représentent non seulement l'action de parler, mais aussi le lien de confiance qui existe entre vous et votre pharmacien. Ils représentent également les connaissances qu'il peut vous transmettre. Les pharmaciens comprennent bien vos préoccupations. Ils vous écoutent attentivement et vous proposent des solutions pour améliorer votre santé. En outre, dans le cadre de programmes offrant renseignements et conseils sur la santé, ils aborderont divers thèmes au cours de l'année pour vous permettre d'acquérir des connaissances. En partageant leur savoir, ils veillent à votre mieux-être. **Parlons-en.**



pharmaprix.ca

**PHARMAPRIX**

**la Baie**  
**Rectificatif**  
 Annonce du 10 janvier 2005. La photo des bijoux en argent fin Mantles et celle des bijoux en argent fin liquides par le fabricant ont été inversées.  
**Déco solde et solde de blanc** (12-1A). **Page 2.** Couette en duvet d'oie blanche, format deux places-grand lit, Le prix est de 249,99 \$. Couette à bourre de polyester, format deux places-grand lit. Le prix est de 84,99 \$. Oreiller Density en polyester. Le prix est de 12,99 \$.

**VENTE D'INVENTAIRE**  
 sur items sélectionnés  
**Reproduction de meubles d'époque**  
 (sur mesure)  
 Armoire audio-vidéo  
 Mobiliers de salle à manger et de chambre.  
 Lampes et accessoires

**Ouvert 7 jours**

*Latelier des Compagnons*  
 1269, rue Van Horne, Outremont  
 (514) 277-5772

*Basilières*  
 436, rue Victoria, St-Lambert  
 (450) 465-8647

**MEUBLES**  
**ANDRÉ PERRAULT**

**Le Chic de l'ouest**  
 au prix de l'est

**Nous payons les taxes sur meubles et matelas jusqu'au 4 fév. 2005**

Trois étages d'idées à parcourir...  
**Shermag**

3960, rue Bélanger Est, Mtl.  
 Fermé le dimanche  
 Tél.: 514-725-5245  
 Meubles du Québec

# SUITES DE LA UNE

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à [nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

RÉDACTION (514) 285-7070  
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816  
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320  
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, Itée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

## Paul Martin remanie son cabinet

MARTIN

suite de la page A1

### Une alliée

M<sup>me</sup> Sgro, reconnue comme une fidèle alliée de M. Martin depuis longtemps, a annoncé sa démission après que le propriétaire d'une pizzeria de Brampton, Harjit Singh, originaire de l'Inde et sous le coup d'une ordonnance d'expulsion, eut affirmé sous serment qu'elle lui aurait promis de régler ses problèmes d'immigration à condition qu'il travaille à sa campagne électorale en juin dernier.

M<sup>me</sup> Sgro, qui s'est rendue au bureau du premier ministre en matinée afin d'expliquer ce nouveau rebondissement, a nié avec véhémence ces allégations, dont a fait état hier le quotidien *Toronto Star*, mais elle a préféré remettre sa démission afin de mieux se défendre, a-t-elle fait savoir.

L'ex-ministre était déjà dans l'embarras pour avoir accordé, en pleine campagne électorale, le statut de résidente permanente à une effeuilleuse roumaine de 25

« Mais je comprends la raison pour laquelle elle a pris cette décision. Elle veut avoir la pleine liberté pour se défendre contre ces allégations. Je suis convaincu qu'elle va réussir à le faire. »

ans qui travaillait dans son équipe électorale. Cette affaire, qui a hanté M<sup>me</sup> Sgro durant toute la session de l'automne, fait toujours l'objet d'une enquête du commissaire à l'éthique, Bernard Shapiro.

### Joe Volpe et Lucienne Robillard

M. Martin a confié le ministère de l'Immigration à Joe Volpe, lui-même immigrant, qui était jusque-là ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences.

La ministre des Affaires intergouvernementales, Lucienne Robillard, conserve son poste actuel tout en héritant du ministère des Ressources humaines.

À l'issue d'une brève cérémonie d'assermentation, M. Martin a dit avoir accepté « à regret » la démission de M<sup>me</sup> Sgro.

« Mais je comprends la raison pour laquelle elle a pris cette décision. Elle veut avoir la pleine liberté pour se défendre contre ces allégations. Je suis convaincu qu'elle va réussir à le faire », a déclaré M. Martin à l'extérieur de Rideau Hall par un temps glacial.

Le premier ministre a insisté pour dire qu'il a toujours confiance en M<sup>me</sup> Sgro, qui, selon lui, « a fait une contribution énorme au ministère de l'Immigration », laissant ainsi entendre qu'il pourrait la réintégrer au cabinet si les dernières allégations se révèlent sans fondement et que la députée est exonérée par le commissaire à l'éthique, dont le rapport est attendu d'ici deux ou trois semaines.

Dans un communiqué de presse publié hier, M<sup>me</sup> Sgro a expliqué qu'elle jugeait impossible de poursuivre son travail à la tête du ministère de l'Immigration à la suite de ces nouvelles allégations.

« Il est malheureux que toutes ces fabrications outrageantes aient miné ma vision et mon désir de moderniser ce ministère.

Citoyenneté et Immigration contribue à la mosaïque de notre grand pays et j'espère que le travail très important que mon équipe et moi avons entrepris se poursuivra », a déclaré la députée de la région de Toronto.

Plus tard, dans une entrevue accordée à CBC News-world, elle a dit avoir retenu les services d'un avocat afin de rétablir sa réputation.

« Je n'ai jamais rencontré cet individu. Je n'ai jamais eu de conversation avec lui.

La politique est une question de réputation. Il est hors de question de je reste les bras croisés pendant que ma réputation est en train d'être ternie », a déclaré la femme de 60 ans, qui a été conseillère municipale de Toronto avant de faire le saut en politique fédérale à la faveur d'une élection partielle en 1999.

### Controverse

De passage à Regina, hier, le chef du Parti conservateur, Stephen Harper, a soutenu que le départ de M<sup>me</sup> Sgro ne mettait pas fin à la controverse qui ébranle tout le ministère de l'Immigration depuis plusieurs mois.

M. Harper, qui réclamait la tête de M<sup>me</sup> Sgro depuis le mois d'octobre, a d'ailleurs accusé le premier ministre d'avoir mal géré toute cette affaire depuis le début. M. Martin a défendu bec et



PHOTO JONATHAN HAYMARD, PC

Paul Martin a laissé entendre hier qu'il pourrait réintégrer Judy Sgro au cabinet si elle est exonérée par le commissaire à l'éthique, dont le rapport est attendu d'ici deux ou trois semaines.

ongles l'ancienne ministre même si l'état s'était resserré autour d'elle au cours des dernières semaines.

« Il était évident pour tout le monde depuis plusieurs mois que cette ministre devait être congédiée. Je demeure surpris que le premier ministre n'ait pas été capable de faire preuve de leadership et qu'il ait fallu qu'elle démissionne pour qu'il effectue des changements », a déclaré M. Harper.

« Cela dit, il y a des problèmes sérieux qui persistent au ministère de l'Immigration. Des accusations ont été déposées contre des employés du ministère », a ajouté

le chef conservateur. M. Harper faisait allusion à l'arrestation par la GRC, en décembre, de cinq personnes qui auraient participé à un stratagème visant à faciliter à des membres de la communauté arabe d'Ottawa l'obtention du statut de résident permanent au Canada.

### Duceppe inquiet

À Vancouver, où il concluait sa tournée des provinces de l'Ouest, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, s'est montré tout aussi critique à l'endroit du premier ministre Martin, estimant qu'il aurait dû sanctionner M<sup>me</sup> Sgro plus tôt.

S'il considère le départ de M<sup>me</sup> Sgro comme une bonne nouvelle, M. Duceppe s'inquiète néanmoins de l'arrivée de Joe Volpe à la tête du ministère de l'Immigration. Selon M. Duceppe, M. Volpe, « un champion de l'inertie » au ministère des Ressources humaines, s'en va à la tête d'un ministère qui exige beaucoup de doigté et de connaissance des dossiers.

Enfin, le chef bloquiste soutient que M. Martin commet une grave erreur en surchargeant Lucienne Robillard de nouvelles responsabilités.

Avec la Presse Canadienne

## Bush regrette son langage de cow-boy

ASSOCIATED PRESS

WASHINGTON — George W. Bush a appris lors de son premier mandat qu'un président doit faire attention aux mots qu'il emploie. Le chef de la Maison-Blanche reconnaît aujourd'hui que ses expressions de cow-boy n'ont pas toujours eu l'effet escompté.

Lors d'un entretien accordé jeudi aux journalistes de 14 journaux, le président a admis que ses plus célèbres formules avaient pu faire mauvaise impression.

La semaine après les attentats du 11 septem-

bre 2001, George W. Bush s'était vu demander s'il voulait la mort d'Oussama ben Laden. « Je veux la justice », avait-il répliqué. « Et il y a une vieille affiche dans l'Ouest, je me rappelle, qui dit *recherché, mort ou vif.* »

« Je me souviens que je suis rentré à la Maison Blanche et que Laura m'a dit : *pourquoi as-tu fait ça ?* », a raconté Bush. « J'ai répondu : *c'est juste une expression qui est sortie toute seule.* »

« Je ne sais pas si on peut parler de regret, mais c'est certainement une leçon, qu'un président doit faire attention aux mots qu'il dit, parfois », a ajouté Bush.

# ENAP

## DOCTORAT en ADMINISTRATION PUBLIQUE



Concours d'admission aux programmes de 3<sup>e</sup> cycle en administration publique pour septembre 2005

### Informez-vous!

À Québec  
555, boulevard Charest Est  
Québec (Québec)  
Nicole Dubois (418) 641-3000, poste 6477

À Montréal  
4750, avenue Henri-Julien, 5<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec)  
Hélène Vallières (514) 849-3989, poste 2927  
(sortie métro Laurier - côté boulevard St-Joseph)

### Rencontre d'information

À Montréal  
Le mardi 1<sup>er</sup> février 2005 à 19 h  
Salle 5115

À Québec  
Le jeudi 3 février 2005 à 19 h  
Salle 5114

Date de fin  
de concours  
1<sup>er</sup> mars 2005

www.enap.ca

# SOLDE ANNIVERSAIRE

MARIETTE CLERMONT

OFFRE DES SOLDES

BIEN RÉELS

SUR LES MOBILIERS DE SALON,

DE SALLE À MANGER,

DE CHAMBRE À COUCHER

ET SUR

UNE FOULE D'ACCESSOIRES.



# mariette clermont

AUSI BEAU QUE VOUS L'IMAGINEZ... MOINS CHER QUE VOUS LE CROYEZ.

• 2020, UNIVERSITY (514) 845-7296 • LAVAL : 2300, BOUL. LE CORBUSIER (514) 382-6870

www.marietteclermont.com

3280723

3280964



Université du Québec  
École nationale d'administration publique

**AUCUN INTÉRÊT À PAYER JUSQU'EN  
JANVIER 2008**

**AVEC 36 VERSEMENTS ÉGAUX**  
SANS FRAIS NI INTÉRÊT\* SUR LES MEUBLES, MATELAS,  
ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES

# LES OFFRES À **ZÉRO DOLLAR**

Achetez un ensemble de 3 électroménagers et obtenez la sècheuse pour zéro dollar†



À l'achat de ces 3 électroménagers

**Laveuse de 2,7 pi³**  
8 programmes, 3 niveaux d'eau,  
3 choix de température, moteur ¾ de HP.

**Réfrigérateur**  
Tablettes pleine largeur coulissantes, bacs à légumes  
et à fruits, balconnets dans la porte.

**Cuisinière de 30 po**  
Four à nettoyage facile, prise pour petits appareils.

Livraison, ramassage et service gratuits.

*Frigidaire*

**3886 \$**  
/mois  
ou **1399 \$**

Ensemble 3 morceaux

**0 \$**



**Gratuite!**

Cette sècheuse de 5,7 pi³  
d'une valeur de **439 \$\*\***

\*\*Valeur au détail suggérée.



À l'achat de ces 3 électroménagers

**Laveuse**  
10 programmes, 4 choix de température, système de lavage  
«Dependable Clean<sup>MD</sup>», insonorisation «Quiet Plus».

**Réfrigérateur de 18,0 pi³**  
Tablettes ajustables, bacs à légumes et à fruits  
transparents à humidité contrôlée,  
bac à viande, balconnets dans la porte.

**Cuisinière de 30 po**  
Surface de cuisson relevable,  
minuterie et horloge électroniques,  
commande électronique du four.

Livraison, ramassage et service gratuits.

**MAYTAG**

**51 08 \$**  
/mois  
ou **1839 \$**

Ensemble 3  
morceaux

**0 \$**



**Gratuite!**

Cette sècheuse de 7,1 pi³  
d'une valeur de **489 \$\*\***

\*\*Valeur au détail suggérée.

**DESJARDINS PARTENAIRE  
OFFICIEL DE  
BRAULT & MARTINEAU**



**BRAULT & MARTINEAU**

**10 GRANDS MAGASINS**

Une entreprise de chez nous pour vous!  
[www.braultetmartineau.com](http://www.braultetmartineau.com)

HEURES D'OUVERTURE : Lundi au vendredi 9h à 21h • Samedi 9h à 17h • Dimanche 10h à 17h

**BROSSARD** Tél. : (450) 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)  
**KIRKLAND** Tél. : (514) 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)  
**LAVAL** Tél. : (450) 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)  
**ROCK FOREST** Tél. : (819) 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)  
**SAINT-LÉONARD** Tél. : (514) 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)

**GATINEAU** Tél. : (819) 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Promenades de l'Outaouais)  
**LASALLE** Tél. : (514) 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)  
**REPENTIGNY** Tél. : (450) 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)  
**SAINT-HUBERT** Tél. : (450) 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Promenades Saint-Bruno)  
**SAINTE-THÉRÈSE** Tél. : (450) 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)



Prix en vigueur jusqu'au dimanche 30 janvier 2005. Quantité limitée sur certains articles. Achetez un ensemble cuisinière, réfrigérateur et laveuse d'une même marque et obtenez la sècheuse assortie à zéro dollar. Marques et modèles sélectionnés. Conditions en magasin. \*Achat minimum requis de 2995 avant taxes pour les appareils électroniques et de 4995 avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers. Ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux, sans frais ni intérêt, débutant le mois suivant votre achat. Conditions en magasin. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de Liquidation (C.D.L.).

## ACTUALITÉS

# Le député Maka Kotto témoigne dans une cause de meurtre

CHRISTIANE DESJARDINS

Le député fédéral Léopold Kotto, mieux connu sous son nom d'artiste, Maka Kotto, a témoigné hier au procès de Michel Usereau, cet homme accusé d'avoir tué un concurrent dans le domaine des agences de sécurité, Jean-Jacques Melkonian, 29 ans, le 20 mars 2001.

Kotto, qui demeurait alors rue Drolet, près du square Saint-Louis, affirme avoir vu un individu rôder devant chez lui quelques minutes avant le crime. Il a constaté cela en sortant son bac de récupération, vers 23 h 35. L'homme, qui portait un parka et un capuchon, s'était caché derrière des arbres et regardait vers le sud de la rue Drolet. « Il regardait une voiture se garer de l'autre côté de la rue. J'ai pensé à de la filature. Je suis rentré chez moi », a-t-il dit. Après qu'il eut fermé la porte derrière lui, M. Kotto dit avoir entendu des détonations, comme des pétards chinois, puis des cris de femme. Il est aussitôt ressorti pour voir ce qui se passait. Il a alors vu un jeune couple courir en criant qu'il fallait appeler la police, parce que « quelqu'un venait de se faire tirer ».

M. Kotto s'est rendu sur les lieux du crime, à quelques pas de chez lui. Il a vu un homme (Melkonian) étendu sur le capot de sa voiture, et une femme par terre,

en position foetale. Il dit aussi avoir vu une pièce de vêtement en boule par terre, à l'arrière de la voiture. Le vêtement avait la même texture et la même couleur que le parka du suspect qu'il avait aperçu auparavant. Questionné sur l'apparence du suspect, M. Kotto l'a décrit comme un homme d'allure corpulente, genre lutteur, sportif dans sa démarche. « Ce n'était pas un minuscule ».

Juste avant le député, le jury a entendu le témoignage de Stéphanie Fragman, la conjointe de

## Un capuchon trouvé sur les lieux du crime, dans lequel on a trouvé l'ADN d'Usereau, est la principale pièce à conviction.

la victime. M<sup>me</sup> Fragman, 30 ans, a elle-même été blessée d'une balle à une épaule en voulant se porter à la défense de son conjoint. Usereau est accusé de tentative de meurtre à son égard. Hier, elle a raconté que ce soir-là, elle était allée chercher son conjoint au Centre Molson, où il travaillait comme agent de sécurité. Ils sont arrivés rue Drolet peu avant minuit et ont garé la voiture non loin de leur domicile. L'attaque est survenue au moment où ils

sortaient de la voiture. « J'ai commencé à marcher et j'ai entendu courir. J'ai vu un monsieur pointer une arme vers Jean-Jacques, les bras tendus. Jean-Jacques a crié, s'est avancé pour lui enlever l'arme. Le type a poussé Jean-Jacques sur le capot. J'ai entendu un coup de feu. J'ai sauté sur l'individu pour l'enlever, j'ai tiré sur ses cheveux, mais ils étaient très courts. Il m'a frappé avec son bras gauche, j'ai revolé sur le trottoir », se souvient M<sup>me</sup> Fragman. C'est ensuite que le meurtrier lui a tiré une balle à l'épaule. « J'ai senti une pression à l'épaule droite, je n'ai pas senti de douleur. Après, c'est très vague. »

Pour sa part, Sylvie Panet-Raymond, qui habite aussi rue Drolet, a témoigné hier qu'elle avait vu un type rôder devant chez elle peu avant le drame. Sa description de l'individu correspond à celle donnée par les autres témoins jusqu'ici.

Le procès, présidé par la juge Carol Cohen, se poursuivra lundi au palais de justice de Montréal. Rappelons que Michel Usereau, 37 ans, travaillait dans le domaine des agences de sécurité, tout comme la victime, avec qui il avait d'ailleurs déjà travaillé. Un capuchon trouvé sur les lieux du crime, dans lequel on a trouvé l'ADN d'Usereau, est la principale pièce à conviction.

# Harceleur non libéré

CHRISTIANE DESJARDINS

C'est en soulignant que la méchanceté de l'accusé était sans frontière et qu'il avait usé de son génie diabolique pour terrasser son ex-belle famille que le juge Michel Dupeppe a refusé la liberté à Giancarlo Sulano, hier, au palais de justice de Laval.

L'homme de 27 ans fait face à une multitude d'accusations pour avoir plongé trois membres de son ex-belle famille dans un enfer, entre octobre et décembre dernier. Il aurait orchestré un plan machiavélique dans le but de les rendre « insolubles », comme il l'aurait promis après sa rupture, en octobre. Il se serait d'abord arrangé pour que son ex-conjointe perde son emploi en bloquant toutes les lignes téléphoniques du cabinet de dentiste où elle travaillait. De plus, il se serait fait passer pour un policier et aurait téléphoné à plusieurs clients de ce cabinet pour les aviser que le dentiste utilisait frauduleusement leur numéro de carte de crédit. Après que la jeune femme se fut réfugiée chez sa mère, Sulano aurait fait plus de 4000 appels à cet endroit.

Crack d'informatique, Sulano aurait réussi à pénétrer le site du courtier en valeurs mobilières de son beau-frère et aurait liquidé pour 228 000 \$ d'ac-

tions, à la grande stupéfaction de la firme de courtage. Sulano aurait également fait couper l'électricité au domicile de son ex-beau-frère ainsi que dans les appartements qu'il possède, de même que le gaz à sa résidence secondaire de Saint-Sauveur. De plus, il aurait annulé ses cartes de crédit, pour en faire émettre d'autres qu'il faisait livrer à une autre adresse pour s'en assurer l'usage.

Se faisant passer pour un policier de la GRC, Sulano aurait pris contact avec le président de la brasserie Molson pour l'aviser qu'une employée de la haute direction (sa belle-soeur) commettait des délits d'initié dans le cadre de la transaction avec Coors. Cela a jeté la consternation dans l'entreprise et provoqué plusieurs réunions au sommet. Constatant que la femme n'avait finalement pas perdu son emploi, Sulano l'aurait avisée qu'il allait faire circuler chez Molson des photos d'elle trafiquées la montrant nue.

Un policier qui a témoigné dans le cadre du débat sur sa mise en liberté a indiqué que, en 27 ans de carrière, il n'avait jamais vu un harcèlement aussi vicieux. Ses ruses étaient telles que six enquêteurs ont travaillé pendant un mois et demi avant de réussir à lui mettre la main au collet, ce qui fut fait le 6 décembre.

## Perfectionnez votre anglais au CANADA!



**VOUS VOULEZ VIVRE UNE EXPÉRIENCE INOUBLIABLE? VOUS AVEZ LE GOÛT DE VOYAGER?**

Faites connaître votre culture tout en découvrant une culture différente et en faisant l'expérience d'un travail des plus intéressants. Comment? **En vous inscrivant au programme Odyssee ou Accent** (anciennement connu sous le nom de Programme des moniteurs de langues officielles)(PMLO).

Le travail de moniteur ou de monitrice (assistant de langue) consiste à soutenir l'enseignante ou l'enseignant en organisant des activités qui favorisent la compréhension auditive et l'expression orale auprès d'adolescents dont la langue maternelle n'est pas le français. Ce programme s'adresse plus particulièrement aux étudiants universitaires.

**Date limite d'inscription : 15 février 2005**

Pour en savoir davantage sur les programmes Odyssee et Accent, il suffit de visiter le site Web du Conseil des ministres de l'Éducation au : <http://www.cmec.ca/olp/> ou de vous adresser :

- à la personne responsable de l'aide financière aux étudiants dans votre établissement d'enseignement ou
- à la direction régionale du ministère de l'Éducation la plus proche de chez vous.

**Rémunération**

**Programme Odyssee, monitrices et moniteurs à temps plein :** Environ 16 \$ l'heure pour un total de 16 000 \$ pour neuf mois de travail à raison de 25 heures par semaine.  
**Programme Accent, monitrices et moniteurs à temps partiel :** Environ 17 \$ l'heure, pour un total de 4 000 \$ pour huit mois de travail à raison de 8 heures par semaine.

3286151A



Patrimoine canadien



Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)  
Council of Ministers of Education, Canada

Éducation Québec

## Corbeil commence l'année avec fracas!

# 2 On paie l'équivalent des taxes\* à l'achat de 4 électros

**Réfrigérateur 22 pi. cu. en acier inox KitchenAid**

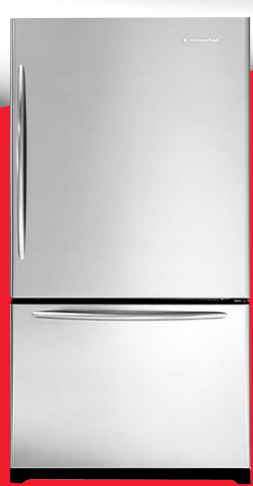
Congélateur en bas « tiroir »  
Élévantes poignées Architect™  
ENERGY STAR®  
(317664)

**Cuisinière KitchenAid Architect® en acier inox**

Four autonettoyant  
Cuisson à convection  
Surface de cuisson Ceran®  
Console tactile à l'avant  
(320334)

**NOUVELLE BUANDERIE Ensemble™ Superba de KitchenAid®**

Couleur exclusive Météorite  
Dessus robuste en émail de porcelaine  
Chauffe-eau intégré  
Essorage efficace à 1200 RPM  
ENERGY STAR®  
(324965)  
Couleur exclusive Météorite  
Séchage précis avec Sensor-Sure®  
Dessus robuste en émail de porcelaine  
Grille de séchage à plat incluse  
(324966)



Amana 36 Frigidaire 36 Profile MAYTAG  
Frigidaire Inglis WUJENN-AIR Whirlpool

PROTECTION DES PRIX GARANTIE 4 mois

On livre en 24h

DU ZÉRO DÉPÔT, ZÉRO INTÉRÊT AVANT 2008

LA PLUS GRANDE SÉLECTION • 26 MAGASINS

**MONTRÉAL** > 7566, rue Saint-Hubert (514) 271-1118 • 9570, boul. L'Acadie (514) 383-1141, face au Costco, marché Central 4646-Avenue du Parc (514) 270-7811, voisin de Le Père du meuble **SAINT-LÉONARD** > 9355, boul. Lacordaire (514) 326-7710, voisin de Le Père du meuble • 6725, rue Jean-Talon Est (514) 259-2800 **LASALLE** > 7401, boul. Newman (514) 363-6789, Carrefour Super C **DOLLARD-DES-ORMEAUX** > 3163, boul. des Sources (514) 421-5395 **DRUMMONDVILLE** > 565, boul. St-Joseph (819) 472-1950 **LAVAL** > 3675 boul. St-Martin Ouest (450) 682-6609, voisin de Le Père du meuble • 3607, autoroute 440 O. (450) 682-4090 **STE-DOROTHÉE** > 1092, de la Desserte O. Aut. 13, (450) 689-0844 **LONGUEUIL** > 3595, chemin de Chambly (450) 646-7512 **BROSSARD** > 7535, boul. Taschereau (450) 443-2163 **SAINT-JÉRÔME** > 1147, boul. J.-Baptiste Rolland (450) 432-3008 **MASCOUCHE** > 285 Montée Masson (450) 474-5995 **JOLIETTE** > 95, rue Baby (450) 759-5229 **ST-HUBERT** > 1563, boul. des Promenades, près des Promenades Saint-Bruno (450) 349-0066 **ST-JEAN-SUR-RICHELIEU** > Décocentre Bourvail, 100, rue Moreau (450) 349-0066 **CENTRE DE LIQUIDATION SAINT-LÉONARD** > 5100, boul. des Grandes-Prairies (514) 322-8595 **AUSSI À GRANBY, GATINEAU, TROIS-RIVIÈRES, SHERBROOKE, QUÉBEC (2) et OTTAWA (2).**

**CORBEIL**  
ÉLECTROMÉNAGERS  
Le seul VRAI spécialiste de l'électroménager!

OUVERT 7 JOURS SUR 7. JUSQU'À 21H DU LUNDI AU VENDREDI • SAMEDI : 9H À 17H • DIMANCHE : 11H À 17H

\* Rabais équivalent à la TPS et à la TVQ à l'achat d'ensembles sélectionnés de 4 appareils de même marque GE, GE Profile, Inglis, Whirlpool, KitchenAid, Frigidaire, Frigidaire Gallery, Pro Gallery, Maytag, Jenn-Air, Amana. \*\* Zéro dépôt, zéro intérêt avant 2008, si payé en totalité avant le 12 janvier 2008 sur tous les appareils de marques Frigidaire, Frigidaire Gallery, Pro Gallery, GE, GE Profile, Inglis, Whirlpool, KitchenAid, Bosch, Hubsch, Maytag, Jenn-Air, Amana et en autant que chaque mensualité ait été payée à échéance, à défaut de quoi des frais d'intérêt seront exigibles. Les taxes de vente sont payables lors de l'achat. † Si vous trouvez le même article annoncé à plus bas prix ailleurs, nous vous rembourserons la différence, et ce, jusqu'à 4 mois après votre achat, sur présentation d'une publicité concurrente en vigueur à ce moment, par un détaillant autorisé, et uniquement sur le même modèle. Ces offres ne peuvent être combinées à aucune autre promotion. Détails en magasin. Offres valables jusqu'au 31 janvier 2005. Non valable au Centre de liquidation.

Décroche tes rêves

Éducation Québec

3285846A



**C'EST DÉCIDÉ  
JE PERDS DU  
POIDS!  
DURANT TOUT LE  
MOIS DE JANVIER  
NOUS VOUS OFFRONS**

**JUSQU'À  
50%**

**DE RABAIS  
SUR TOUS LES APPAREILS  
D'EXERCICE SÉLECTIONNÉS**

Rabais de  
**600\$**

TAPIS 5.1T

Rabais de  
**50%**

RAMEUR  
SMAG3000

Rabais de  
**50%**

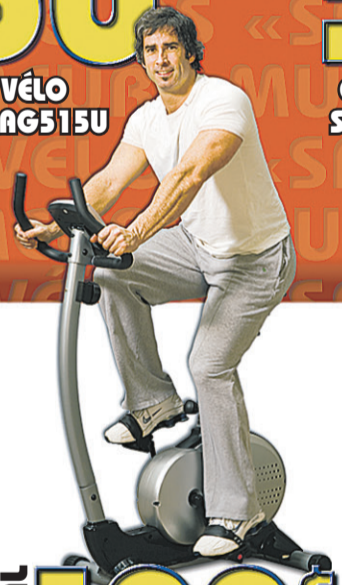
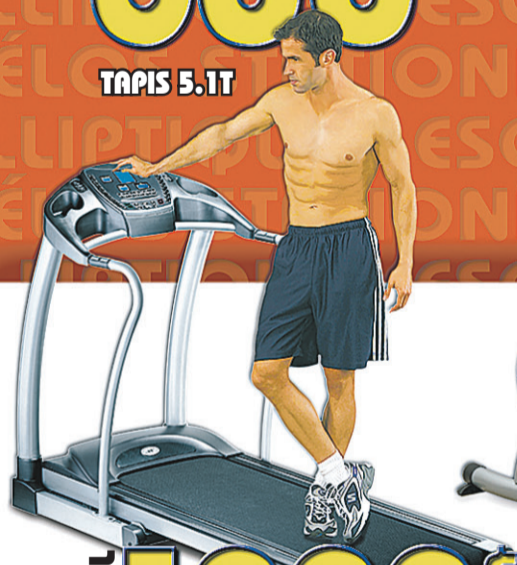
VÉLO  
SMAG515U

Rabais de  
**50%**

ELLIPTIQUE  
SMAG515EL

Rabais de  
**200\$**

TAPIS T51



**SPÉCIAL 1999\$**

**SPÉCIAL 349\$**

**SPÉCIAL 199\$**

**SPÉCIAL 249\$**

**SPÉCIAL 999\$**

**POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR NOS APPAREILS, SURVEILLEZ NOTRE  
INFOPUB, TOUS LES JOURS, SUR LES ONDES DE TÉLÉ ACHAT!**

**nouveau  
Billard**

Disponible dans les magasins suivants:  
Granby, Joliette, Longueuil, Rock Forest, Québec,  
Laval, Pierrefonds, Repentigny, Terrebonne,  
Trois-Rivières, St-Hyacinthe et Vaudreuil-Dorion.

**les grandes marques à des prix IMBATTABLES!**



**CLUB PISCINE SUPER Fitness**

POUR LES ADRESSES DES MAGASINS, CONSULTEZ LES PAGES JAUNES OU VISITEZ NOTRE SITE INTERNET À  
[www.clubpiscine.ca](http://www.clubpiscine.ca)

Photos à titre d'illustration seulement. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre. Jusqu'à épuisement des stocks. Applicable dans les magasins participants seulement. Cette promotion ne peut être jumelée à aucune autre promotion. \*Nous accordons un rabais de 50% sur les appareils d'exercice sélectionnés.



## ACTUALITÉS

# La sonde Huygens a commencé à révéler les secrets de Titan

ANNICK CHAPOY  
AGENCE FRANCE-PRESSE

**DARMSTADT, Allemagne** — Une première photo de Titan prise à 16 km de la surface, seulement quelques heures après l'atterrissage historique de Huygens sur le plus gros satellite de Saturne, a offert hier soir la récompense finale aux scientifiques de l'ESA et de la NASA qui viennent de vivre à Darmstadt une folle journée de suspense.

« Sur cette photo, d'une résolution de 40 mètres par pixel, nous voyons des traces de canaux, des canyons et ce qui semble être un rivage », s'est exclamé Marty Tomasko, du laboratoire de planétologie de Tucson (Arizona), responsable de la caméra embarquée sur Huygens, qui précise qu'il dispose déjà de quelque 350 clichés pris pendant la descente.

« C'est une photo non travaillée, brute, qui sort de l'ordinateur », a-t-il ajouté. « Il y a beaucoup de science dans cette seule image, » a déclaré Jean-Pierre Lebreton tandis que David Southwood a souligné son émotion de découvrir « un autre monde ».

La sonde européenne Huygens a réussi hier une mission d'une complexité sans précédent en commençant à révéler les secrets de Titan, mystérieux satellite de Saturne à 1,5 milliard de km de la Terre, à l'issue d'un voyage interplanétaire de plus de sept ans.

L'Agence spatiale européenne (ESA), responsable de la sonde Huygens, a annoncé que l'engin avait pu transmettre ses premières

données scientifiques par le biais du vaisseau américain Cassini, et qu'après un succès technique, on pouvait parler de succès scientifique.

« C'est un succès fantastique pour l'Europe », a estimé Jean-Jacques Dordain, directeur général de l'ESA, au cours d'une conférence de presse au centre de contrôle spatial à Darmstadt (centre-ouest de l'Allemagne).

La mission Huygens semble s'être déroulée au-delà de toute espérance, en dépit des conditions extrêmes sur Titan, avec des températures de moins 180 degrés et des vents soufflant jusqu'à 500 km/h.

La sonde européenne est entrée hier dans l'atmosphère de Titan comme prévu à 10 h 13 GMT, et elle a déclenché quelques minutes après un signal qui a pu être capté sur Terre pendant plus de cinq heures, jusqu'à 15 h 55 GMT, soit bien après que Huygens se fut posé sur Titan.

Les responsables de la mission étaient tout sauf sûrs que la sonde, un engin de 319 kg et d'une envergure de 2,7 m, ne s'écraserait pas sur Titan, dont ils ne savent même pas si la surface est liquide ou solide.

Surtout, Huygens a atteint l'objectif ultime de sa mission, puisque les premières données qu'elle a enregistrées tout au long des deux heures 15 minutes de sa descente vertigineuse sur Titan commencent à tomber hier soir sur les ordinateurs de l'ESA, via le vaisseau Cassini et les stations de la NASA.

M. Lebreton se disait « certain d'avoir au moins 30 minutes » de données recueillies après l'impact de l'engin sur la surface de Titan.

« C'est un succès fantastique, d'abord, pour l'industrie européenne qui a fourni (avec la sonde Huygens) un engin très complexe qui a bien fonctionné avec ses six instruments scientifiques, dans un environnement très dur, pour révéler le secret de Titan », a commenté M. Dordain.

Pendant sa descente, la sonde était chargée de collecter des échantillons pour déterminer la composition atmosphérique, mesurer vents, pression et précipitations, capter des sons inédits et prendre des photos de la surface de Titan. Les scientifiques pensent que l'environnement de Titan est proche de ce que fut l'atmosphère de la Terre primitive.

« C'est comme une machine à remonter le temps, nous devrions trouver sur Titan les conditions qui ont prévalu sur Terre il y a 3,8 milliards d'années, avant l'apparition de la vie », selon Jean-Pierre Lebreton.

La réussite de la mission Huygens a été accueillie par des applaudissements, des embrassades et même des sanglots de joie à Darmstadt de la part des scientifiques qui travaillent depuis plus de deux décennies à ce projet.

« C'est 25 ans de ma vie, 25 ans de coopération » entre scientifiques de l'ESA et de la NASA, a déclaré Alphonso Diaz, un responsable de l'agence spatiale américaine, qui a été partenaire de ce projet.



PHOTO REUTERS/ESA/NASA

La sonde européenne Huygens a réussi hier une mission d'une complexité sans précédent en révélant les premiers secrets de Titan, mystérieux satellite de Saturne à 1,5 milliard de kilomètres de la Terre, à l'issue d'un voyage interplanétaire de plus de sept ans.

## FORMATION CONTINUE / En collaboration avec EMPLOI-QUÉBEC

### Nanobiotechnologie

L'infiniment petit changera de plus en plus nos vies!

Objectif du programme: former des techniciens de laboratoire aptes à manipuler des nanomatériaux et du matériel chimique, biochimique et biologique, dans un contexte de nanotechnologies.

Formation de 25 heures par semaine  
Session Hiver 2005  
Programmes intensifs (AEC)

#### ECA.0C NANOBIOLOGIE

- Date de début: 21 mars 2005
- Durée de la formation: 9 mois
- Conditions particulières d'admission:
  - Maths 526
  - Physique 534
  - Chimie 534

+ Posséder une base solide en biologie, en biochimie et en chimie et avoir une bonne compréhension de l'anglais écrit.

Date limite d'inscription: 3 mars 2005

#### CLIENTÈLE ADMISSIBLE:

- Être préalablement autorisé par un agent d'Emploi-Québec avant le début de la formation.
- Être prestataire de l'assurance-emploi ou l'avoir été au cours des 3 dernières années ou des 5 dernières années pour des prestations de maternité ou parentales ou être prestataire de l'assistance-emploi ou être une personne sans chèque et sans soutien public du revenu.

SÉANCES D'INFORMATION ET D'INSCRIPTION  
Il est important de se présenter à l'une ou l'autre des séances d'information et d'inscription avec les documents requis pour l'inscription.

Le mercredi 26 janvier, 14 h, local A-1510  
ou mercredi 16 février, 14 h, local A-1510

#### INFORMATION ET INSCRIPTION

(514) 389-5921, POSTE 2222

www.collegeahuntsic.qc.ca

Cliquez sur le bouton « Formation continue » pour obtenir toutes les informations

Une formation intensive pour un emploi d'avenir

## L'événement Hors Taxes



Jusqu'au 30 janvier 2005,

nous payons les deux taxes sur tous nos celliers!

Chez Vinum, nous vous offrons la plus grande sélection de celliers au Québec à des prix qui défient toute concurrence. Alors n'attendez plus, profitez de nos meilleurs prix et faites évoluer vos vins en douceur!

**Vinum**  
design

1480, City Councillors, Montréal (près de La Baie) • Tél. : (514) 985-3200

www.vinumdesign.com

Profitez de nos bas tarifs exceptionnels pour la destination de votre choix. Réservez maintenant, l'offre prend fin le 19 janvier 2005.

Tarifs ALLER SIMPLE au départ de Montréal; les voyages doivent se terminer au plus tard le 31 mai 2005.

TORONTO	NEW YORK	MIAMI/ORLANDO FORT LAUDERDALE	LOS ANGELES	CALGARY/EDMONTON VANCOUVER
57\$	79\$	137\$	149\$	154\$

Les tarifs sont basés sur un aller simple et sont assujettis à l'achat d'un billet aller-retour au départ de Montréal. Dernière date de départ tel qu'indiqué.

BERMUDES 22 JANV. - 25 FÉVR. 2005	LONDRES 22 JANV. - 13 MARS 2005	PARIS 22 JANV. - 25 FÉVR. 2005	FRANCFORT/MUNICH <sup>1</sup> DÜSSELDORF <sup>1</sup> 22 JANV. - 25 FÉVR. 2005	BOGOTÁ LIMA 22 JANV. - 31 MAI 2005
159\$	244\$	269\$	299\$	329\$

De nombreux tarifs avantageux sont offerts tout l'hiver. Réservez sur [aircanada.com](http://aircanada.com) et obtenez un mille Aéroplan<sup>MD</sup> pour chaque tranche de trois dollars dépensés pour vos voyages au Canada et aux États-Unis.

Vous pouvez téléphoner à votre agent de voyages, ou à Air Canada au 1 888 247-2262. Un billet acheté auprès du bureau des réservations d'Air Canada coûtera 5\$ additionnels (taxes en sus). Gagnez du temps! Pour tous les vols au Canada, vous pouvez maintenant vous enregistrer sur [aircanada.com](http://aircanada.com) Pour une réservation d'hôtel\*, une location de voiture\*, et tous vos autres besoins de voyage, visitez [aircanada.com](http://aircanada.com)

AIR CANADA

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE

RÊVE DE CHÂTEAUX DE SABLE.

En collaboration avec Lufthansa, membre du réseau Star Alliance<sup>SM</sup>.

Un billet acheté auprès du bureau des réservations d'Air Canada coûtera 5\$ additionnels par personne (non remboursables, taxes en sus). \*Réservation d'hôtel et location de voiture offertes par notre partenaire de voyages [destina.ca](http://destina.ca). Service aux personnes malentendantes (ATS): 1 800 361-8071. Destinations canadiennes: le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs. Les billets doivent être achetés au plus tard le 31 mai 2005. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 6\$, ne sont pas inclus. Destinations américaines: le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs. Les tarifs sont basés sur un aller simple. Les billets doivent être achetés au plus tard le 19 janvier 2005. Dernière date de départ tel qu'indiqué. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, le supplément des frais de carburant, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 20\$, ne sont pas inclus. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. Un séjour minimal peut être requis. Destinations internationales et soleil: les tarifs sont basés sur un aller simple et ne sont accessibles qu'à l'occasion de l'achat d'un billet aller-retour. Les billets doivent être achetés au plus tard le 19 janvier 2005. Dernière date de départ tel qu'indiqué. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, le supplément des frais de carburant, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 20\$, ne sont pas inclus. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. Un séjour minimal peut être requis. Destinations soleil: les tarifs sont basés sur un aller simple et ne sont accessibles qu'à l'occasion de l'achat d'un billet aller-retour. Les billets doivent être achetés au plus tard le 19 janvier 2005. Dernière date de départ tel qu'indiqué. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, le supplément des frais de carburant, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 20\$, ne sont pas inclus. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. Un séjour minimal peut être requis et d'autres conditions peuvent s'appliquer. A moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada ou de la société en commandite Jazz Air (affaires sous le nom d'Air Canada Jazz\*), de United Airlines, de SkyWest ou d'Air Wisconsin (faisant affaire sous le nom de United Express). \*\*Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. \*\*\*Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada.

**Avalanche Plusieurs personnes emportées**



PHOTO REUTERS

Plusieurs personnes ont été emportées hier par une avalanche qui s'est produite près d'une station de ski huppée de l'Utah. Selon des sources locales, une quinzaine de personnes pourraient avoir été ensevelies par la coulée de neige de 300 à 500 m de large qui s'est produite dans la station de Park City peu après 13 h. « Nous n'avons pas d'informations définitives mais nous savons que plusieurs personnes ont été ensevelies », a indiqué à l'AFP le shérif Dave Edmunds. Il a cependant précisé que le nombre de 15 personnes ensevelies lui semblait « exagéré ». La police avait annoncé auparavant la mort d'une personne. Une trentaine de sauveteurs équipés de pelles et aidés par des chiens tentaient de retrouver des personnes disparues. « Cela durera autant qu'il le faudra », a dit M. Edmunds. Un journaliste sur place au moment de l'avalanche a raconté sur la chaîne de télévision CNN que c'était « comme si quelqu'un avait pris un couteau et coupé un morceau de la montagne ». Une neige abondante était tombée sur la région les jours précédents. Depuis le 28 décembre, près de 3 m de neige sont tombés dans le secteur où s'est produit l'avalanche. AFP

**Les calamités naturelles mettent à rude épreuve le rêve californien**

MARC LAVINE  
AGENCE FRANCE-PRESSE

LOS ANGELES – Jimmie Wallet était sorti acheter des glaces pour sa famille, il a retrouvé sa femme et ses trois filles ensevelies sous une coulée de boue. Pour lui, le rêve californien, propagé par les succès hollywoodiens, s'est transformé en cauchemar.

L'État doré de la Côte ouest est en réalité une région désertique inhospitalière, notamment dans sa partie méridionale, régulièrement en proie aux pénuries d'eau, incendies, séismes ou coulées de boue comme celle qui a ravagé cette semaine la localité de La Conchita, où les Wallet avaient élu domicile.

Quelque 30 personnes ont trouvé la mort dans les intempéries qui se sont abattues sur la Californie depuis le 6 janvier, dont 19 à La Conchita.

Au moins 22 personnes ont été tuées par des incendies qui ont détruit 3000 habitations fin 2003. La sécheresse est un problème récurrent. Quant à l'angoisse des séismes et raz-de-marée, elle hante la population au même titre que les invasions d'insectes ou les émeutes.

« Nous avons vu ces derniers jours la puissance de la nature qui peut provoquer destructions et désespoir », a déclaré mercredi le gouverneur de l'État, Arnold Schwarzenegger, en rappelant que « les gens qui vivent ici sont particulièrement résistants ».

« C'est vrai que nous avons été frappés par plusieurs calamités, renchérit une employée du gouvernement californien, Patti Roberts. Mais les Californiens ont la

réputation d'être éternellement optimistes. Les gens vont vers l'Ouest entamer une nouvelle vie, et il faut du courage et de l'optimisme pour faire cela », ajoute-t-elle.

« Cet État est un berceau d'idées nouvelles et de vies nouvelles. Lorsque nous sommes victimes d'une catastrophe, nous recommençons tout à zéro », assure-t-elle.

Chaque fois que leur État est frappé par un désastre naturel, les Californiens se rassemblent et offrent nourriture, abri et conseils aux victimes. Et la population a pour habitude de faire des stocks en prévision du « Big One », le séisme majeur tant craint.

Située sur la faille de San Andreas, traversée par des montagnes dont les pentes se transforment régulièrement en traînées de boue, la Californie, qui doit par ailleurs compter sur l'eau du Colorado voisin pour survivre, connaît en moyenne tous les 22 ans un séisme de magnitude 6 sur l'échelle de Richter depuis 1857, selon les statistiques officielles.

Celui de 1906, d'une magnitude de 8,2, avait fait 3000 morts à San Francisco. En 1989, la même région avait été secouée par un tremblement de terre de magnitude 7,1 tuant 63 personnes et en 1994, Los Angeles déplorait 57 morts lors d'un séisme qui a fait pour plus de 40 milliards de dollars de dégâts.

Les incendies se propagent à grande vitesse à partir d'une simple étincelle dans les vallées et canyons, causant des milliards de dollars de dégâts et des centaines de victimes.

Et en 1964, un raz-de-marée causé par un séisme en Alaska a frappé la ville côtière de Crescent, faisant 12 morts.

**EN BREF**

**Évacuations massives**

Plus de 840 habitations ont été évacuées hier dans une banlieue de Los Angeles après que des fuites eurent été enregistrées sur un barrage, consécutives aux très fortes pluies qui se sont abattues ces derniers jours dans le sud de la Californie. Les fuites se sont produites sur le barrage de Prado, près de la localité de Corona, alors que le niveau des eaux de la Green River, située en amont, a atteint sa cote d'alerte. « Ce n'est pas une fissure, mais des fuites. Il n'y a pas de menace pour la population », a indiqué Mary Ann Skorpanich, porte-parole du comté d'Orange tout proche, où une centaine de campeurs ont toutefois été également évacués. Les pluies diluviennes qui ont frappé la région ont provoqué une coulée de boue qui a fait lundi au moins 19 morts dans la seule localité de La Conchita, au nord-est de Los Angeles. Agence France-Presse

**Refroidissement menaçant**

Malgré la pluie qui est tombée sur la région de Portneuf hier, l'imprévisible rivière Sainte-Anne est restée relativement sage à Saint-Raymond. Sauf que le refroidissement prévu pourrait maintenant donner bien des maux de tête aux résidents. Les autorités ont la situation à l'oeil, ont assuré le conseiller Jacques Genois et le maire Gérald Saint-Pierre. Le but est d'essayer de prédire le comportement de la rivière et de réagir rapidement. Pour l'heure, des travaux mineurs de brassage de l'eau ont été effectués en journée. Une pelle mécanique a extrait la glace près du pont Tessier pour permettre au frasil de se liquéfier le plus possible pour faire circuler l'eau. Au cours de la nuit et de la journée, il est tombé 10 mm de pluie. On craignait que la rivière, déjà gonflée à bloc, ne cause plus de dégâts. Mais au nord, il a neigé, ce qui a beaucoup aidé. Le débordement appréhendé ne s'est donc pas produit. Presse Canadienne

**SALON de L'ARME et DU MILITARIA**

**DIMANCHE**  
16 janvier 2005  
de 9h à 15h

Armes antiques et modernes, militaria, épées, cartouches, etc.  
Achat, vente ou échange.

PLACE DESAULNIERS  
1023, boul. Taschereau, Longueuil  
Organisé par l'Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada.  
Adm. 6 \$ • Rens.: (450) 445-5801  
Prochaine exposition 6 mars 2005

**ANGLAIS**

**COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION**  
Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue  
À temps partiel et semi-intensif | **COURS INTENSIF**  
matin, après-midi, soir, samedi de jour, 25 h/semaine  
1 à 7 fois/sem. • 375 \$/45 h\* | 165 \$ à 183 \$/semaine\*

\* matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 \$  
**Formation en entreprise** adaptée à vos besoins  
Cours privés : toutes les langues

*Converlang*  
école de langues postmoderne  
accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3<sup>e</sup> étage, Montréal  
(514) 278-5309 www.converlang.com Laurier

**Portes ouvertes**  
Mercredi  
26 janvier  
de 17h à 21h

**Gestion Commerciale et Commerce international DEC**

Développez vos compétences en import/export, marketing, commerce électronique, commerce international, comptabilité, courtage en douanes, et bien d'autres domaines!

- Stages en entreprise
- Aide financière disponible
- Excellent service de placement à vie
- Situé au centre-ville
- Formations d'un an et de trois ans disponibles, en français et en anglais

**Collège O'Sullivan de Montréal**

1191, rue de la Montagne  
Montréal (Oc) H3G 1Z2

Peel et Lucien L'Allier

(514) 866-4622  
www.osullivan.edu

**Techniques Juridiques DEC**

Préparez-vous à travailler en droit criminel, droit corporatif, droit familial, droit de l'immigration, droit civil, droit notarial, droit de l'immobilier ou poursuivez en Droit à l'université!

**Admission gratuite!**

Pour tous les candidats s'inscrivant sur place aux Portes Ouvertes.  
(valeur 50\$)

Divan en cuir  
3055\$ 2295\$

**JUSQU'À 60% DE REDUCTION**  
SUR LA PLUS GRANDE COLLECTION DE MANTEAUX EN MOUTON RENVERSÉ

**Arte Pelle®**  
NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ jusqu'au dimanche 16 janvier!

1950 Pierre-Péladeau, Centropolis Laval, Autoroute 15, sortie St-Martin Ouest Tél.: (450) 978-3030

**ACADÉMIE MICHÈLE-PROVOST inc.**

Collège privé mixte - fondé en 1957  
agrée aux fins de subventions (MEQ)

Primaire & Secondaire

*Le collège qui s'agrandit*

- par son 2e gymnase construit dans la montagne
- par son Programme de Douance, au Primaire
- par son Programme Études-Loisirs, au Secondaire

**PORTES OUVERTES TOUS LES JEUDIS ENTRE 10H ET 12H**

Téléphonez au **(514) 934-0596**

1517 av. des Pins - Ouest - Montréal (Québec) H3G 1B3  
(métro Sherbrooke et autobus 144 ou métro Guy et autobus 165/535)  
www.academiemicheleprovost.qc.ca

# Embrayez bien l'année.



**0\$**  
comptant  
en location seulement

## Berline Civic DX 2005



Berline Civic Si  
illustrée

Prix de location

**198\$\***

par mois/60 mois

**0\$**

dépôt de sécurité

Incluant

**120 000 km**

Transport et préparation inclus

**0\$**  
comptant  
en location seulement

## Berline Accord DX 2005

**1 500\$**

d'accessoires Honda  
sans frais, à l'achat seulement



Berline Accord EX-L  
illustrée

Prix de location

**298\$\***

par mois/48 mois

**0\$**

dépôt de sécurité

Incluant

**96 000 km**

Transport et préparation en sus



**OUI, ON A FAIT  
LE PLEIN**

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.



L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

**HONDA**

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE [www.honda.ca](http://www.honda.ca) OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

\*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Ces offres portent sur les véhicules neufs 2005 mentionnés ci-après. Période de location 60 mois pour la berline Civic DX 5 vitesses (modèle ES1515PX) et de 48 mois pour la berline Accord DX 5 vitesses (modèle CM5515E). Première mensualité exigible. Pour chaque véhicule, sont identifiés : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant total au terme de la location. Berline Civic DX 5 vitesses (modèle ES1515PX) : a) 198 \$, b) 0 \$, c) 11 880 \$; berline Accord DX 5 vitesses (modèle CM5515E) : a) 298 \$, b) 0 \$, c) 14 304 \$. Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire pour la berline Civic DX 5 vitesses et de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire pour la berline Accord DX 5 vitesses. Transport et préparation inclus en location pour la berline Civic DX 5 vitesses seulement. Transport et préparation en sus en location ou à l'achat de la berline Accord DX 5 vitesses. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Option d'achat au terme de la location moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photos à titre indicatif. \*\*Les récents diplômés universitaires ou collégiaux peuvent être admissibles au programme donnant droit à une allocation allant jusqu'à 750 \$ sur certains modèles.

ACTUALITÉS

# Vague de nominations à Radio-Canada

HUGO DUMAS

Ça bouge encore dans les hautes sphères de Radio-Canada. Le directeur général de l'information de la SRC, Louis Lalande, a annoncé hier la nomination de Sylvain Chamberland — l'ancien patron de CKAC et Radiomédia — au titre de premier directeur des nouvelles de la chaîne publique.

Sylvain Chamberland supervisera ainsi les contenus de tous les bulletins diffusés par la SRC et RDI. Une fonction clé dans l'organigramme, qui n'est cependant pas étrangère au nouveau patron.

Entre 1992 et 2002, Sylvain Chamberland a déjà dirigé l'information à TVA et LCN. Il a occupé sensiblement les mêmes fonctions à CKAC et a même tenté d'acheter Radiomédia avec l'éditeur Gaëtan Morin. La transaction avait avorté.

Décidément, c'est une grosse partie de chaises musicales qui se joue entre RDI et LCN. L'automne dernier, l'ancien patron de RDI, Martin Cloutier, partait pour rebondir, quatre jours plus tard, comme directeur de LCN.

Depuis quelques mois, Sylvain Chamberland travaillait pour Radio-Canada à titre de consultant sur le repositionnement de RDI par rapport à son concurrent direct, LCN. « Sylvain, c'est un extraordinaire gars de nouvelles », note Louis Lalande.

Dans une série d'autres nominations qui s'inscrivent dans « un plan de redéploiement », Jean Pelletier a été promu premier directeur des affaires publiques et

des documentaires de la SRC. Il chapeautera des émissions comme *La Facture*, *L'Épicerie* et *Enjeux*. Il aura aussi à calmer l'équipe de *Zone libre*, qui n'a pas encore digéré que la diffusion de leur émission passe d'une base hebdomadaire à seulement huit fois par année. Raison : compressions de quatre millions au service de l'information pour l'an prochain.

Louis Lalande a indiqué hier que le réaménagement de *Zone libre* était une « hypothèse de travail ». « Pour l'instant, c'est un projet et on regarde ça », a-t-il précisé.

Depuis 2000, Jean Pelletier travaillait comme directeur des grands reportages. Il a longtemps été rédacteur en chef au *Point* et au *Téléjournal*. Il a aussi occupé la fonction de directeur des nouvelles.

Catherine Cano, qui a été la rédactrice en chef de la couverture des dernières élections fédérales, agira dorénavant à titre de directrice générale de RDI. L'automne dernier, elle avait été rapatriée du Colorado pour prendre les rênes de la campagne, ce qui avait fait tiquer certains de ses collègues. Elle a déjà été réalisatrice au *National* de la CBC et au *Téléjournal/Le Point*.

RDI fête ce mois-ci ses 10 ans. En décembre, le concurrent LCN a clairement laissé entendre qu'il passait en mode attaque. Comment réagit Radio-Canada ? « C'est tout à fait normal d'avoir de la concurrence, surtout quand on est leader », note Louis Lalande.

# Jacques de Tonnancour, artiste et entomologiste, s'éteint à l'âge de 88 ans

LAURA-JULIE PERREAULT

Rares sont ceux qui, à la fin de leur vie, font porter le deuil à deux mondes qui se parlent peu. Mais en s'éteignant avant-hier, à la suite d'un cancer, Jacques de Tonnancour, à la fois artiste et scientifique, a laissé un grand trou dans le milieu des arts québécois et dans celui de l'entomologie.

L'homme de 88 ans est décédé chez lui, dans son appartement surplombant le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, entouré de ses proches, mais aussi de certaines de ses oeuvres d'art et de sa grande collection d'insectes, amassés aux quatre coins du monde.

Entomologiste, artiste : ses deux passions, Jacques de Tonnancour les a embrassées au cours d'une longue carrière qui s'est échelonnée des années 40 à sa mort, raconte Josée Bélisle, conservatrice de la collection permanente du Musée d'art contemporain de Montréal, qui a travaillé étroitement avec l'artiste pour présenter une rétrospective de son oeuvre en 1999.

De 1940 à 1982, c'est à travers l'art visuel que l'homme s'est exprimé. Il a été tour à tour critique, peintre et professeur, notamment à l'Université

du Québec à Montréal. Rédacteur du manifeste *Prisme d'yeux*, signé notamment par Alfred Pelland et Louis Archambault, Jacques de Tonnancour prônait l'importance de l'indépendance de l'artiste face aux courants politiques et idéologiques. « Comme artiste, il a favorisé l'avènement de la modernité au Québec », note Mme Bélisle.

En 1982, il a troqué ses pinceaux contre un appareil photo et un filet.

Voyageant de la Papouasie à l'Amazonie, il a croqué sur le vif et collectionné des insectes de toutes sortes.

Ses photos ont d'ailleurs fait l'objet d'un beau livre intitulé *Monstres ou splendeurs cachées*, paru chez Hurtubise en 2002.

« Son projet artistique englobait une vision très large du monde, de la nature », conclut la conservatrice, qui voit dans les deux visages de l'artiste une seule mission.

M. de Tonnancour laisse dans le deuil sa femme, l'artiste Joan Essar, ainsi que trois enfants.

La famille recevra les condoléances demain et lundi au salon Alfred-Dal-laire situé au 1111, avenue Laurier Ouest, à Montréal. Les funérailles auront lieu mardi, à 11h, à l'église Saint-Viateur d'Outremont.

# Mort du peintre morave Rudolf Kundera

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Le peintre tchèque Rudolf Kundera, installé en France depuis 1939, est mort le 9 janvier à l'âge de 94 ans à Cassis (Sud-Est), où il résidait, a-t-on appris hier par ses proches.

Peintre réaliste et surtout coloriste avec une personnalité affirmée, Rudolf Kundera était né en Moravie, à Brno, le 9 mars 1911.

Diplômé de l'École des Beaux-Arts de Prague, primé à Rome, il est attiré dans les années 30 par la France où il séjourne d'abord à Paris et, définitivement à partir de 1940, dans le Midi, à Marseille et à Cassis.

Peintre vivant de sa peinture, Rudolf Kundera avait comme principale source d'inspiration la nature, surtout la mer. Il laisse ainsi de nombreuses marines et toiles représentant des paysages, surtout de Marseille.

**ACTUEL SANTÉ** AUX P'TITS SOINS...  
Tous les dimanches dans **LA PRESSE**

**MAINTENANT OUVERT**

# LE SALON DE L'AUTO

DU 14 AU 23 JANVIER 2005  
Palais des congrès de Montréal

Présenté par **BANQUE LAURENTIENNE**

Préparez-vous à en voir de toutes les couleurs!  
Plus de **650** nouveaux modèles et **27** primeurs!

## Du jamais vu!

Une collection unique de **Ferrari** d'une valeur inestimable.



Une Occasion en Or de découvrir des autos de la collection de **Michel Barrette!**



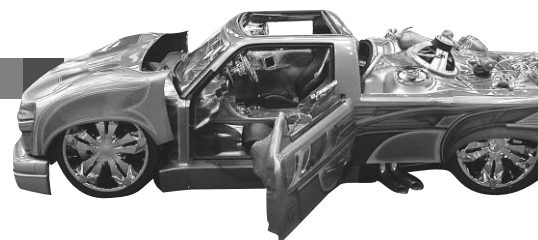
Admirez les luxueuses **Bentley** et **Aston Martin**.



## Attractions spéciales!

Évolution Mustang.

Les modèles mythiques qui illustrent l'évolution de 1964 1/2 à la 2005!



Attrapez la fièvre du Tuning.

Des voitures de série remodelées et branchées.



Le Salon carrières automobiles. Tout sur la formation et les métiers liés au domaine de l'auto.

Humour au volant présenté par **microplay**

7 minutes de scènes hilarantes qui mettent en vedette l'automobile.



Ressources naturelles Canada / Natural Resources Canada

présente **En route vert l'avenir.** Découvrez des véhicules propulsés par des énergies alternatives.

### ACTIVITÉS SPÉCIALES

#### Collecte de sang du Salon de l'Auto

Site principal : Complexe Guy-Favreau, niveau 00  
**17 janvier** 9h30 à 20h00  
**18 et 19 janvier** 10h00 à 17h30  
**20 et 21 janvier** 13h30 à 19h30

Site secondaire : corridor Jeanne-Mance du Palais des congrès de Montréal  
**15, 16, 22 et 23 janvier** 9h30 à 16h30  
**17 janvier** 9h30 à 20h00  
**18, 19, 20 et 21 janvier** 10h00 à 20h00

**Samedi 15 janvier** 10h à 11h  
 11h à 16h  
 12h à 13h

CJAD, enregistrement de l'émission *The car show with Lisa Christensen*  
 CJAD, enregistrement de l'émission en direct *Lorie and Olga*  
 Patrick Carpentier donnera des autographes  
 Kiosque de Mécachrome, niveau 7  
 NAFA, journée pour les gestionnaires de flottes  
 CKOI, enregistrement de l'émission en direct *Montréal Barrette*, avec Michel Barrette et Claudine Prévost sur le site de l'attraction Évolution Mustang, niveau 5

**Mardi 18 janvier** 10h à 22h  
**Mercredi 19 janvier** 11h30 à 13h

Bertrand Godin porte-parole



[www.salonautomontreal.com](http://www.salonautomontreal.com)

**Prix d'entrée** (taxes incluses)  
 Adultes 12 \$  
 Étudiants et 65 ans et plus (avec carte) 10 \$  
 Groupes (20 personnes et plus) 10 \$  
 Carte « Accès Montréal » 10 \$  
 Enfants 6 à 12 ans (accompagnés d'un adulte) 4 \$  
 Enfants moins de 6 ans Gratuit

**Heures d'ouverture**  
 Du vendredi 14 janvier au samedi 22 janvier 10h00 à 22h00  
 Le dimanche 23 janvier 10h00 à 20h00  
 Tous les jours, la billetterie fermera deux heures avant la clôture du Salon.

Halte-garagerie **Sedona** de **KIA**  
 Service offert gratuitement aux enfants de 2 à 10 ans

Place-d'Armes Une réalisation de la Corporation des Concessionnaires d'Automobiles de Montréal Inc.

En collaboration avec **LA PRESSE**

**MISSION**



## MONDE

## Israël gèle les contacts avec les Palestiniens

JEAN-LUC RENAUDIE  
AGENCE FRANCE-PRESSE

JÉRUSALEM – Le premier ministre d'Israël Ariel Sharon a gelé hier jusqu'à nouvel ordre les contacts avec les Palestiniens après une attaque meurtrière, ruinant les espoirs d'une relance rapide des négociations nées de l'élection de Mahmoud Abbas.

Cette décision intervient à la veille de la prestation de serment de M. Abbas, élu dimanche à la tête de l'Autorité palestinienne.

« Le premier ministre a décidé de geler tous les contacts, à tous les niveaux y compris sécuritaires, tant que les Palestiniens continueront à ne rien faire contre le terrorisme », a annoncé à l'AFP Assaf Shariv, conseiller pour les médias de M. Sharon.

Jeudi soir, six Israéliens ont été tués dans un attentat palestinien au point de passage de Karni, entre Israël et la bande de Gaza. L'attaque, qui a fait aussi cinq blessés et coûté la vie à ses trois auteurs, est la plus meurtrière depuis l'élection de M. Abbas.

« La période de grâce que nous avons accordée à Mahmoud Abbas est finie et il n'est plus question, pour au moins un bon moment, d'une rencontre entre lui et le premier ministre », a prévenu M. Shariv.

Le ministre palestinien chargé des négociations Saëb Erakat a critiqué cette décision.

« Nous rejetons ce gel des contacts décidé par Israël ainsi que les critiques adressées au président Mahmoud Abbas alors qu'il n'entrera officiellement en fonction que samedi », a souligné M. Erakat à l'AFP.

« Le meilleur moyen de relancer le processus de paix n'est pas de geler (les contacts) mais au contraire de les reprendre », a-t-il ajouté.

Un autre conseiller de M. Sharon, Raanan Gissin, a pour sa part précisé que l'armée israélienne avait « les mains libres pour lancer des opérations car les responsables palestiniens, bien qu'ils disposent de 30 000 hommes armés dans la bande de Gaza, n'ont pas levé le petit doigt pour empêcher les terroristes d'agir et de tuer des Israéliens ».

La télévision publique a précisé que l'état-major a reçu « carte blanche » pour lancer une « vaste opération » dans la bande de Gaza contre les groupes armés et reprendre les opérations de « liquidations ciblées » contre des Palestiniens impliqués « dans le terrorisme ».

Israël avait déjà fermé jusqu'à nouvel ordre tous les passages frontaliers de la bande de Gaza.

« Nous ne permettrons sous aucun prétexte que des Israéliens continuent à être tués et que le retrait de



Un Palestinien se voit interdire le passage par un soldat israélien à l'extérieur du village de Tarqumia, près d'Hébron. Israël agit ainsi en réprimande de l'attentat qui a fauché la vie de six Israéliens, jeudi dernier.

PHOTO NYEF HASHLAMOUN, REUTERS ©

la bande de Gaza (prévu cette année) se fasse sous le feu », a ajouté M. Gissin.

Il a précisé à l'AFP que M. Sharon et ses proches collaborateurs avaient transmis ce message à des responsables européens, britanniques, américains, ainsi qu'à M. Erakat.

M. Sharon avait appelé mardi Mahmoud Abbas pour le féliciter après son élection et tous deux

avaient « convenus de se reparler prochainement », avait indiqué le bureau du premier ministre.

Aucune date n'avait été avancée pour une rencontre entre les deux hommes, mais elle devait avoir lieu dans les prochaines semaines.

M. Abbas a condamné l'attaque de Karni en affirmant que « cette opération et celle de l'armée israélienne, qui a tué neuf Palestiniens la semai-

ne dernière, ne contribuent pas au processus de paix ».

Les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, liées au Fatah de M. Abbas, les Brigades Ezzedine Al-Qassam, la branche armée du Hamas, et les Brigades Salaheddine, branche armée des Comités de résistance populaire, qui regroupent dans la bande de Gaza les principaux mouvements palestiniens, ont revendiqué l'attaque.

## Grogne chez les Irakiens de Montréal

Ils devront aller voter à Ottawa

AGNÈS GRUDA

La petite communauté des Irakiens de Montréal est outrée : aucun bureau de vote ne sera installé dans la métropole pour les élections du 30 janvier. S'ils veulent voter lors de ce scrutin que plusieurs considèrent comme crucial, les Montréalais d'origine irakienne n'auront d'autre choix que de se rendre à Ottawa.

Et deux fois plutôt qu'une. Car avant de pouvoir exercer leur droit de vote à distance, les Irakiens de la diaspora doivent d'abord se faire inscrire sur la liste électorale.

« Plusieurs Irakiens de Montréal ont leur propre commerce qu'ils peuvent difficilement abandonner, ils ont des enfants, ils n'ont pas le temps d'aller deux fois à Ottawa en l'espace d'une semaine », déplore Saadi Al-Malih, journaliste irakien vivant à Montréal.

S'il devait en plus faire mauvais temps, le risque est grand que personne n'aille voter, s'inquiète-t-il, ajoutant que le risque est décuplé pour les femmes, qui devront rester à la maison pour s'occuper des enfants.

La responsable de l'Organisation internationale de l'immigration, Claire Travina, qui veille à l'organisation du scrutin à l'extérieur de l'Irak, estime que les citoyens irakiens établis au Canada peuvent déjà se considérer comme chanceux. « La Commission électorale indépendante en Irak exigeait que nous installions des bureaux de vote à l'étranger dans des villes où il y a un minimum de 10 000 électeurs irakiens. Au Canada, cela aurait signifié Toronto seulement », explique-t-elle.

Mais le Canada est grand et les Irako-Canadiens auront accès à trois bureaux de scrutin : un à Toronto, un à Ottawa et un autre à Calgary. « Nous estimons qu'il y a entre 2500 et 3000 électeurs à Ottawa, et tout autant à Montréal. Mais Ottawa, c'est la capitale du pays », note Mme Travina. À titre de comparaison, la grande région de Toronto pourrait compter jusqu'à 11 000 électeurs, voire jusqu'à 20 000 si on inclut tout l'Ontario. Le bureau de Calgary, où pourront voter les Irakiens habitant dans l'Ouest canadien, devrait desservir environ 5000 électeurs. Ces chiffres ne sont que des estimations et seront vérifiés à l'issue de la semaine d'inscription.

Et puis, signale Claire Travina, le Danemark n'aura qu'un seul bureau de scrutin pour les Irakiens, tandis qu'aux Pays-Bas, il y en aura trois, comme au Canada.

Mais tous ces arguments ne convainquent pas Muwafaq Al-Tikriti, un commerçant montréalais d'origine irakienne qui tient mordicus à aller voter le 30 janvier. « C'est le jour le plus importante de notre vie. Si on doit aller deux fois à Ottawa, personne ne va aller voter et le résultat des élections n'aura pas sa pleine légitimité », plaide-t-il.

Moayed Sheikh, responsable du comité électoral irakien à Montréal, estime qu'en l'absence d'un bureau montréalais, à peine 40 % des Irako-Montréalais iront voter. « Je n'en suis pas heureux, mais nous n'avons pas le choix », se résigne-t-il. Il tente d'organiser des voyages en autocar à Ottawa pour inciter les membres de sa communauté à voter plus massivement.

## Les actions violentes se multiplient en Irak

Kofi Annan appelle les Irakiens à voter

AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGDAD – Les violences se sont multipliées hier en Irak, notamment contre la majorité chiite, alimentant les craintes de guerre civile à deux semaines des élections auxquelles le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a appelé « tous les Irakiens », dont les sunnites, à voter le 30 janvier.

Le premier ministre égyptien, Ahmad Nazif, a mis en garde contre les risques de « guerre civile et de partition ». « Si la situation en Irak ne change pas, il y a des risques de guerre civile et de partition du pays en petits États sur des bases confessionnelles », a-t-il dit.

« J'encourage tous les Irakiens à exercer leur droit démocratique. L'Irak a besoin d'une base aussi large que possible pour une succession réussie », a lancé pour sa part Kofi Annan.

« J'ai toujours dit clairement que les élections doivent être aussi larges que possible si, comme je l'espère, elles contribuent positivement à la transition politique en Irak, a-t-il ajouté. Mais à cette heure tardive, il est indispensable d'associer les éléments nationalistes arabes de la société, en particulier les Arabes sunnites, à ce processus ».

La principale formation sunnite, le Parti islamique irakien, avait annoncé qu'il se retirait des élections. Les sunnites représentent un tiers de la population, contre 60 % pour les chiites, une communauté pour laquelle les violences s'accroissent à

l'approche des élections.

La violence liée à la tenue des élections s'est poursuivie hier. Deux soldats irakiens ont été tués dans des attaques au nord de Bagdad, où une bombe artisanale a explosé dans un centre électoral d'une ville où les rebelles sont implantés, selon la police.

Dans la même province, à Balad, à 70 km au nord de Bagdad, un soldat irakien a été tué et un autre blessé dans une attaque contre un convoi de l'armée américaine, a indiqué le lieutenant de police Abdel Abdallah.

À l'est de Samarra, à 125 km au nord de Bagdad, un soldat irakien a été tué et trois autres ont été blessés par l'explosion d'une bombe artisanale près du village d'al-Thahab, a affirmé le lieutenant Anwar Ahmad.

Hier également, six Irakiens ont été tués et huit autres blessés lorsque l'autobus à bord duquel ils se trouvaient est entré en collision avec un char Abrams de l'armée américaine au nord de Bagdad, selon des sources irakienne et américaine.

Enfin, 15 soldats irakiens à bord d'un bus ont été enlevés par des hommes armés à leur sortie de la base militaire américaine d'Al-Assad, dans la province rebelle d'Al-Anbar (ouest), a indiqué la police irakienne.

Par ailleurs, sept Irakiens ont été tués jeudi et 38 blessés dans l'explosion d'une voiture piégée visant une mosquée chiite à Khan Beni Saad.

L'influent Comité des oulémas musulmans (sunnite) a dénoncé « cet acte criminel » et décidé de boycotter les élections.

Le chef radical chiite Moqtada Sadr

a appelé le président George W. Bush et les pays voisins de l'Irak à ne pas intervenir dans les élections.

Cheikh Sadreddine al-Qoubbanji a réitéré l'appel de la communauté chiite à maintenir les élections à la date prévue. Il s'est déclaré convaincu d'une « participation des sunnites en dépit des tentatives du (groupe extrémiste d'Abou Moussab) al-Zarqawi de prendre cette communauté en otage ».

L'homme politique sunnite Adnan Pachachi a exhorté les Irakiens de la diaspora à voter. « Si nous restons à la maison, nous ne pourrons que nous blâmer nous-mêmes si les choses ne marchent pas ».

À propos des groupes armés actifs dans le pays, M. Pachachi a affirmé : « Si nous les laissons faire, ils installeront un régime semblable à celui des talibans en Afghanistan ».

« L'insurrection ne va pas disparaître du fait de ces élections », a estimé de son côté le chef de la diplomatie américaine.

Par ailleurs, 38 prisonniers irakiens de droit commun se sont échappés hier d'un autobus qui les transportait de la prison d'Abou Ghraib à une autre prison. Dix d'entre eux ont toutefois été capturés à nouveau, a indiqué l'armée américaine.

En France, où persiste l'inquiétude sur le sort de la journaliste de *Libération* Florence Aubenas, disparue en Irak depuis neuf jours, le président Jacques Chirac a jugé « capitale » la tenue des prochaines élections lors de la visite du président irakien par interim Ghazi al-Yaouar.

# La croisade de l'ami Ralph



ALAIN DUBUC

COLLABORATION SPÉCIALE

Le premier ministre albertain, Ralph Klein, fraîchement réélu au terme d'une campagne électorale sans éclat, a entamé la centième année de sa province en frappant un grand coup. Il a choisi de brasser la cage canadienne en proposant pour sa province une « troisième voie » en santé qui risque de tester les limites ou même de contrevenir à la sacro-sainte loi canadienne sur la santé.

M. Klein, dans un discours à Calgary plus tôt cette semaine, a été avare de détails sur ce qu'impliquerait cette troisième voie. Il a toutefois énoncé des principes généraux qui feront frémir les partisans du statu quo. Mais dans le fond, il dit certainement tout haut ce qu'un très grand nombre de Canadiens et de Québécois pensent tout bas.

Il était plus que temps. La Loi canadienne sur la santé, qui énonce cinq principes que les provinces doivent respecter de façon stricte sous peine de perdre le financement fédéral, (universalité, gratuité, caractère public) est devenue un frein aux réformes dont nous avons besoin. Parce qu'elle interdit des solutions parfaitement acceptées dans d'autres pays, parce qu'elle crée une culture du mensonge et de l'hypocrisie, parce qu'elle impose aux décideurs canadiens, et surtout à ses politiciens, une orthodoxie qui frise le ridicule.

La peur d'avoir l'air de suggérer une médecine à deux vitesses ou d'être accusé de favoriser le modèle américain a imposé une espèce de loi du silence et une culture de l'immobilisme. On se souvient, entre autres, des attaques injustes du premier ministre Martin, en campagne électorale, contre l'Alberta ou contre son adversaire conservateur Stephen Harper.



Ce que dit M. Klein n'a rien, en soi, d'original. C'est ce que notent bien des spécialistes, ou qu'écrivent depuis longtemps des observateurs comme votre humble serviteur. Ce qui est nouveau, c'est que, pour la première fois, ce soit un politicien qui tienne ce discours et qu'il se dise prêt à passer à l'action. Déjà, son discours constitue une contribution utile en plaçant le débat là où il doit être.

D'abord, en tournant en ridicule l'obsession américaine. « Ceux qui protègent le statu quo en santé, et ils sont nombreux, ont affirmé, avec succès, qu'il y a deux genres de systèmes de santé. Le premier, c'est le système public que nous avons au Canada, un système que plusieurs estiment à tort être gratuit et sans limites. Et l'autre, c'est le modèle américain où la capacité de payer d'une personne détermine souvent les traitements qu'elle recevra... On peut accuser les Albertains de bien des choses, dit M. Klein, mais nous ne sommes pas stupides. Nous n'irons pas chercher le modèle le plus coûteux au monde où un grand nombre de gens ne sont pas couverts pour adopter ce modèle en Alberta. Oubliez cela, ça n'arrivera pas. »

Ensuite, en élargissant la réflexion. Sa troisième voie s'inspirera de ce qui se fait de mieux en Alberta et au Canada, et combinera cela aux meilleures approches que l'on trouve dans le monde, « que ce soit en Suède, en France, en Angleterre ou en Australie ». Le premier ministre promet d'ailleurs la tenue dans sa province d'un grand symposium international au printemps sur les pays dont les systèmes de santé sont plus performants que celui de l'Alberta. Cette approche internationale, en plus de fournir des leçons et permettre de comparer les expériences, est la seule qui peut dénouer l'impasse idéologique en démontrant que ce qui est inadmissible ici est couramment accepté dans des pays qui professent les mêmes valeurs que nous.

Le premier ministre albertain veut aussi désamorcer la polarisation du débat entre le public et le privé en le ramenant à de plus justes proportions. « Les soins de santé privés ne sont ni le mal que certains suggèrent ni la solution à tout ce qui afflige notre système de santé. Ce n'est qu'une option de plus pour livrer des soins. »



Ces remises en cause, même prudentes, risquent toutefois d'amener l'Alberta à contrevenir à la loi canadienne. Ralph Klein ne recherche pas cet affrontement et espère plutôt qu'un peu plus de souplesse dans l'interprétation de la loi réussira à tolérer ses initiatives. Mais en fait, il ne sait pas si ses réformes respecteront le cadre de la loi, parce que l'application de celle-ci a, jusqu'ici, été soumise à l'arbitraire politique du gouvernement canadien.

Le danger qui guette les efforts du premier ministre albertain, qui était hier dans la métropole québécoise dans le cadre d'une tournée pan-canadienne, c'est que l'établissement politico-bureaucratique fédéral réussisse encore une fois à la démoniser et à l'isoler et donc à tuer dans l'oeuf un processus de changement dont nous avons besoin.

Ce devrait être le rôle d'une province comme le Québec, et de son gouvernement, qui se voit comme un agent de changement au sein du Canada, d'appuyer les efforts albertains.

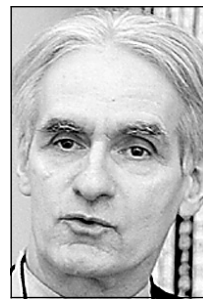
COURRIEL

Pour joindre Alain Dubuc  
adubuc@lapresse.ca

# Une décision précipitée et imprudente

## Chaque confession, à bon droit, voudra se prévaloir du précédent créé

GÉRARD BOUCHARD



Professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi, l'auteur est coauteur du livre « Juifs et Canadiens français dans la société québécoise » (Septentrion, 2000).

La décision que vient de prendre le gouvernement Charest sur le financement des écoles privées juives est extrêmement importante. Elle jette un éclairage assez cru sur la mentalité de certains gestionnaires scolaires ; elle atteste un nouveau mode de prise de décision à Québec ; elle laisse augurer une réorientation radicale dans le dossier de la sécularisation du système scolaire ; enfin, elle s'annonce lourde de conséquences pour l'avenir du pluralisme ethnique au Québec.

Deux remarques, d'abord. Il y a plusieurs données inconnues entourant cette décision ; elle doit donc être commentée avec circonspection. Il faut rappeler aussi ce qu'elle contient de positif. Elle semble motivée par un souci louable de rapprochement interculturel. En plus, elle concerne la communauté juive, avec laquelle les Franco-Québécois ont entretenu un rapport parfois difficile dans le passé. Il faut donc se réjouir d'une volonté visant à intégrer davantage cette communauté à la culture francophone, diversifiant ainsi ses alliances traditionnelles avec le Québec anglophone. Pour le reste, la décision du gouvernement inspire beaucoup d'inquiétude et soulève d'importantes questions.

### Un pragmatisme mal inspiré

Comment ne pas s'étonner des déclarations des deux présidents de commission scolaire francophones concernés par l'entente ? Leur adhésion au projet aurait été commandée par la perspective d'un supplément de revenus escompté pour leurs écoles (un *business deal*). Compte tenu des enjeux, c'est là une étroitesse de vue assez navrante qui relève du manque de maignonnage.

### La démocratie ?

Dans toutes les sociétés pluriethniques, les



PHOTO ARCHIVES. LA PRESSE

En avril 2004, la bibliothèque de l'école Talmud Torah Unis avait été incendiée. Cet acte criminel a contribué à la décision controversée du ministre Reid.

rapports entre cultures sont aisément inflammables. Le Québec en a fait l'expérience dans le passé avec des projets de loi mal inspirés, des initiatives mal planifiées dont il a été souvent la victime et parfois l'auteur. N'a-t-on rien appris de ces expériences ? La décision est sortie sur la place publique comme un lapin du sac. Quels intervenants ont été consultés ? Les citoyens ont-ils eu l'occasion de faire valoir leurs points de vue ? Les spécialistes ont-ils pu analyser le projet, en reconnaître les implications, formuler des avis ? Les coordonnées et retombées possibles ont-elles été soigneusement examinées ?

### Une tour de Babel des religions...

Le débat sur la laïcité de l'éducation, qui devra être tranché en 2005, est à peine amorcé qu'il se heurte à une sorte de fait accompli. La décision du gouvernement ouvre la porte de l'école à toutes les religions. Chaque confession, à bon droit, voudra se prévaloir du précédent créé. Les écoles privées francophones voudront hausser à 100 % leur financement gouvernemental. Le secteur public réagira. Où cela va-t-il conduire ? Comment le gouvernement va-t-

il gérer le capharnaüm qui risque maintenant de s'installer ?

### Un pluralisme improvisé

Au cours des vingt dernières années, le Québec a élaboré un modèle original en matière de rapports interethniques. L'interculturalisme est un alliage de compromis et d'audaces fondé sur le bon sens et une sagesse qui font honneur à notre société. Un consensus s'est formé autour de cette proposition qui imprègne nos politiques et nos comportements collectifs. Un équilibre délicat mais efficace s'est lentement installé. Il risque d'être durement bousculé par la nouvelle entente.

### Garder la tête froide

On se trouve ici devant une initiative irréfléchie, imprudente, où ni la logique ni la démocratie ne trouvent leur compte. Même aux yeux d'un vigoureux tenant du pluralisme et de l'ouverture, tout cela est extrêmement déconcertant et assez décourageant. Il reste un souhait à formuler : que les Québécois s'emploient à redresser la situation dans le climat de bonne entente qui a prévalu jusqu'ici.

## PLANÈTE

# Destruction, reconstruction et guerre

PHILIPPE FAUCHER



L'auteur est directeur scientifique adjoint du CÉRIUM, et professeur titulaire au département de science politique de l'Université de Montréal.

Le ministre des Finances du Canada, Ralph Goodale, a fait savoir le 30 décembre que le Canada appliquera, et ce jusqu'à nouvel ordre, un moratoire sur le remboursement de la dette des pays touchés par le tsunami. Cette annonce précoce signifie le report du remboursement et du paiement des intérêts pour un montant évalué à 110 millions \$ pour 2005. Le 7 janvier les ministres des Finances du G-7 ont assuré que les pays dévastés ne seront pas pénalisés si les échéances des paiements du service de la dette ne sont pas respectées. Le Club de Paris a été saisi lors de sa réunion du 12 janvier d'une résolution qui va dans ce sens. Sommes-nous prêts à « stopper le tsunami de la dette » (1) ?

Le Club de Paris n'est pas reconnu pour sa compassion. L'organisation — qui compte 19 membres permanents — a pour but de présenter un front uni des pays créanciers (les riches) face aux pays débiteurs (les pauvres) dans les négociations qui portent sur les modifications des conditions de remboursement de la dette. Les principes qui unissent les membres du Club sont : consensus, conditionnalité (les décisions du Club sont conditionnelles au respect des conditions proposées par le FMI) et solidarité. Il s'agit d'éviter la surenchère et de limiter les concessions aux pays qui éprou-

vent des difficultés à honorer leurs engagements. Les pays dévastés ont d'autres urgences que de rembourser la dette. Les banquiers savent reconnaître l'évidence, et, comme les sanctions habituelles ne peuvent pas être appliquées, aussi bien paraître généreux. Il y a donc moratoire. Report de remboursement ne signifie pas annulation. Le report c'est la possibilité de ne pas honorer le service de la dette avec l'assurance — dans le meilleur des cas — qu'il n'y aura pas d'intérêt appliqué aux montants ré-échelonnés. Le non remboursement est compensé pour les créditeurs par une augmentation de la dette totale. C'est pourquoi, plusieurs pays, craignant

### Un tremblement de terre dans un pays pauvre, comme en Iran en 2003, provoque la mort de milliers de personnes, une secousse équivalente au Japon ne fait aucun mort.

une décote de leurs titres, ne se prévaudront pas de cette possibilité.

Le moratoire, envisagé pour une période de deux ans, permettra aux gouvernements de disposer d'un crédit de plusieurs milliards (évalué à 3,2 milliards \$ dans le cas de l'Indonésie) qui peuvent — il faut le souhaiter — servir à la reconstruction.

Le coût réel pour les pays créditeurs, c'est l'intérêt non perçu sur les sommes dont le remboursement est différé. L'annulation de la dette envers le Canada des 13 pays affectés par le tsunami représenterait un déboursé de un milliard de dollars. Le coût annuel pour le Canada du moratoire proposé, si

l'ensemble des pays débiteurs en fait la demande, se chiffre à moins d'une dizaine de millions de dollars par an (l'estimation officielle est de 30 millions \$ sur 5 ans), soit moins de 1 % du coût de l'annulation.

### Les conditions de la reconstruction

Un tremblement de terre dans un pays pauvre, comme en Iran en 2003, provoque la mort de milliers de personnes, une secousse équivalente au Japon ne fait aucun mort. Ce n'est pas seulement le séisme, c'est surtout la pauvreté qui tue. La majorité des cinq millions de personnes aujourd'hui sans abri vivaient, avant le 26 décembre, dans l'extrême pauvreté. Vaut-il la peine de retourner à leur misère ? Non, bien sûr. C'est toute la question du développement et de l'efficacité de l'aide qui est posée.

Sur le terrain, une chose est avérée, l'instabilité et la violence politique provoquent le retrait des investissements et l'effondrement des revenus. La paix qui suit le conflit permet de renouer avec la croissance.

Des guérillas autonomistes affrontent, depuis des décennies, les forces gouvernementales au nord du Sri Lanka et dans la province indonésienne d'Aceh. Malgré les assurances, il n'y a pas moyen d'éviter que la distribution de l'aide internationale ne devienne un enjeu politique. Il faut espérer que la présence sur le terrain des militaires et coopérants étrangers saura prévenir les excès. Les enfants orphelins sont des proies si aisées pour les sergents recruteurs.

On s'en souvient au Libéria.

1) Je reprends le titre du texte de Damien Millet du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde [www.cadtm.org/](http://www.cadtm.org/) du 29 décembre.

# FORUM

## Erratique et aberrant



LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

**E**rratique et aberrant. Ce sont les seuls mots qui viennent à l'esprit pour décrire le comportement du gouvernement Charest dans le dossier du CHUM.

Alors que la controverse prend de l'ampleur et que le CHUM et l'Université de Montréal se querellent ouvertement sur le choix du site, voilà que le gouvernement décide inopinément d'aller à l'encontre de l'unique consensus qui existe à ce sujet dans la communauté médicale, en suggérant un hôpital sur deux sites ! Un seul site de 700 lits, tel est pourtant le seul aspect sur lequel s'entendent la faculté et l'hôpital.

On aurait donc le choix entre deux projets bancaux. D'un côté, Saint-Luc : un hôpital de 700 lits (dont 250 recyclés) coïncé sur un site étriqué. De l'autre, Outremont : un hôpital de 500 ou 550 lits jumelés aux 450 lits de Notre-Dame — un hôpital à deux têtes, qui engendrerait d'innombrables problèmes pour les patients et le personnel. La peste ou le choléra ?

Mais une autre question se pose : essaie-t-on à Québec de torpiller le projet de l'Université de Montréal ?

Si ce n'est pas la cause, c'est en tout cas l'effet, car si ce dernier implique un hôpital écartelé entre deux sites, jamais il ne sera accepté par les cliniciens. Aussi bien laisser tomber l'idée tout de suite. Bah ! Quand on est né pour un p'tit pain, pourquoi rêver d'un grand hôpital universitaire à la fine pointe de la modernité, alors qu'on pourrait se contenter d'un petit hôpital rénové ?

Nul n'ignore que la construction des « mégahôpitaux » de Montréal n'a jamais suscité d'enthousiasme dans la Vieille Capitale. Les fonctionnaires sont pour la plupart des diplômés de Laval, traditionnellement peu portés à sympathiser avec les projets de l'Université de Montréal. S'y est ajoutée plus récemment « la bande » de Sherbrooke, dont fait partie le ministre Couillard, ancien neurochirurgien au CHUS.

Ce dernier, bien avant d'entrer en politique, avait publié dans *La Presse* des textes d'opinion plus que réservés sur le projet du CHUM. On lisait entre les lignes que pour lui ce n'était pas une priorité, d'autant moins que le Dr Couillard n'a jamais participé à des travaux de recherche avancés (au lieu de faire des études post-doctorales, il a préféré aller pratiquer en Arabie Saoudite, ce qui, il faut bien le dire, était financièrement plus intéressant).

Ce n'est un secret pour personne que le ministre, à l'instar de ses fonctionnaires, était partisan de la solution à bon marché (Saint-Luc).

Les fonctionnaires du MSSS — les mêmes qui affirmaient, il y a 15 ans, que le Québec n'aurait jamais de pénurie d'infirmières et que l'on devait réduire les admissions en médecine — ont tout fait pour démolir le projet de l'UdeM. Leurs collègues de l'Éducation ont renchéri en affirmant que l'Université de Montréal surestimait largement ses besoins futurs en espace. La prédiction est amusante, venant d'un ministre qui, dans les années 60, a planifié la construction des polyvalentes à partir des taux de natalité des années 40 et 50, à l'époque même où la pilule était en train de tout changer.

La controverse sur l'emplacement du CHUM a toutefois pris une ampleur telle que le ministre Couillard, à qui l'on prête des ambitions au leadership, a préféré s'abstraire du débat. Pourtant, s'il est un dossier auquel doit s'intéresser le ministre de la Santé, c'est bien celui-ci !

Aurait-il travaillé en sous-main, avec ses fonctionnaires, pour saborder en douce le projet de l'Université de Montréal ? La seule information (non confirmée) qui ait coulé jusqu'ici, c'est que lorsque le président du conseil d'administration du CHUM a été mis au courant de la nouvelle orientation du gouvernement par MM. Charest et Couillard, c'est ce dernier qui parlait alors que le premier restait coi. (Mais le premier ministre n'avait-il rien à dire sur le sujet ? N'est-il pas censé faire des arbitrages ?)

Chose certaine, l'idée inopinée d'un CHUM écartelé entre Outremont et Notre-Dame pourrait suffire à tuer l'ambitieux projet du recteur Lacroix.

Comme le rappelait hier dans ces pages Claude Benjamin, un administrateur du CHUM, le principe du « 700 lits sur un seul site » est issu d'une analyse longue et rationnelle.

L'unicité du site fait consensus dans tous les milieux reliés au CHUM depuis 2001. Au départ, on tenait à 900 lits. À cause des pressions gouvernementales, la communauté médicale a accepté de réduire l'objectif à 700 lits — un strict minimum.

Le dédoublement du CHUM serait le pire des scénarios. Patients et cliniciens seraient ballottés d'un campus à l'autre (l'expérience actuelle d'un CHUM sur trois sites est péniblement concluante), et les coûts d'administration augmenteraient, sans compter qu'il faudrait reprendre les études, qui jusqu'ici ont coûté 63 millions de dollars, à partir de zéro ! La folie a assez duré.

# Un consensus fragile

## En décidant d'ouvrir les commerces les lundis, mardis et mercredis soir, les dirigeants de Cadillac Fairview n'ont pas vu plus loin que le bout de leur nez

GAÉTAN FRIGON



*L'auteur a été PDG de la SAQ et de Loto-Québec. Il est aujourd'hui impliqué comme entrepreneur dans plusieurs PME, dont Publipage Inc. M. Frigon collaborera régulièrement à la chronique « Les affaires sont les affaires », publiée tous les lundis dans La Presse Affaires.*

Peu de temps après mon arrivée à la présidence de la SAQ au printemps 1998, j'entreprenais une première tournée des succursales de la Gaspésie. J'avais avisé le directeur de Chandler de me rencontrer à sa succursale un dimanche vers 14 heures car je ne pouvais le voir en semaine.

Il n'y avait qu'un seul gros centre d'achats à Chandler avec une trentaine de commerces, dont la SAQ. Ils étaient presque tous ouverts en ce dimanche, à l'exception de la SAQ. Un peu mal à l'aise, le directeur me dit : « Ça fait longtemps que je veux ouvrir le dimanche mais, à Montréal, on refuse de m'autoriser à le faire. Pourtant, c'est ce que mes clients veulent. » Et croyez-moi, le centre d'achats était bondé de monde. Le dimanche suivant, la succursale de Chandler était ouverte comme tous les autres commerces. L'ouverture des commerces le dimanche à compter de midi était devenue la norme et non l'exception. J'ai appliqué cette politique dans presque toutes les succursales de la SAQ.

Le débat de société qui avait entouré la question des heures d'ouverture des commerces le dimanche et certains soirs de semaine avait duré longtemps au Québec. Il y avait les « pro » et les « contre » et les gouvernements qui se succédaient hésitaient à trancher parce que ce n'était pas politiquement rentable de prendre position pour un bord ou pour l'autre. Les dépanneurs disaient qu'ils disparaîtraient si les supermarchés ouvraient le dimanche et certains soirs de semaine, alors que les supermarchés disaient qu'ils devaient avoir le droit d'ouvrir aux mêmes heures que les pharmacies qui vendaient déjà des produits alimentaires.

## HUMEUR

### GENEVIÈVE BROUILLETTE au sujet de la grève à la SAQ

*« Je ne peux pas me résoudre à ne boire que de l'eau... »*

*L'auteure est comédienne. Nous entreprenons ici la publication d'une nouvelle rubrique où nous demanderons à des personnalités de différents milieux de commenter des événements d'actualité.*

La semaine dernière, j'étais invitée chez une amie qui cuisine divinement et à ma grande honte, j'ai brisé un piquet de grève pour aller acheter du vin. Parce que, contrairement à certains, je n'ai pas de cave à vin bien garnie ou de chalet près d'un dépanneur avec un comptoir SAQ. Je n'avais pas le temps d'aller en Ontario et trop de respect pour les talents de cuisinière de ma copine pour arriver avec une caisse de bière. J'aurais tellement préféré être complice d'autres moyens de pression des employés de la SAQ plutôt que de les voir geler sur le trottoir, les sentir découragés et les trahir.

Comment se fait-il que la SAQ n'a presque pas perdu d'argent depuis le début du conflit ? Pourquoi les Québécois, d'ordinaire assez solidaires et de tendance socialiste, n'appuient pas les grévistes dans leurs démarches ?

Peut-être parce qu'ils s'y sont mal pris. N'est-ce pas aussi le rôle d'un syndicat de trouver des façons originales de faire des moyens de pression tout en s'assurant la complicité des consommateurs ? Quand les employés de la SAQ ont décidé de déclencher leur grève juste avant les fêtes, se sont-ils montrés solidaires de la population ? Se sont-ils préoccupés de tous les embarras qu'ils allaient causer ? Pas tellement, il faut l'avouer. Ils ont joué quitte ou double et apparemment, ils ont perdu.

#### Conditions de travail

Entendons-nous, je suis pour la vertu, je voudrais un monde meilleur où tous ont des conditions d'emploi idéales, à des sa-



PHOTO PIERRE McCANN, LA PRESSE

« Québec ne peut pas obliger Cadillac-Fairview à faire marche arrière sans changer la loi. »

En fin de compte, malgré l'opposition acharnée de certains groupes, la loi a été changée et les heures d'ouverture ont été élargies de façon à mieux répondre aux exigences nouvelles des consommateurs. Certaines restrictions s'appliquaient, notamment en ce qui a trait au nombre d'employés à certaines heures.

Dans les années qui ont suivi, la paix est revenue et un consensus s'est établi : même si la loi permettait l'ouverture éventuelle des commerces le dimanche matin et tous les soirs de semaine, les entreprises décidèrent de ne pas se prévaloir de ce droit de façon à ne pas trop en demander à leurs employés et à ne pas affecter leur propre rentabilité. C'est dans ce contexte que les succursales de la SAQ ont ouvert leurs portes le dimanche à compter de midi mais sont demeurées fermées les soirs en début de semaine.

#### Décision unilatérale

Ce consensus a duré jusqu'à ce que, à l'autonne dernier, Cadillac Fairview le brise en décidant unilatéralement d'obliger tous les commerces opérant dans ses centres commerciaux à ouvrir dorénavant leurs portes à des heures prolongées, notamment les lun-

dis, mardis et mercredis soir. Et ces commerces n'avaient pas le choix car autrement, ils étaient en bris de certaines conditions de leurs baux. Les autres centres commerciaux, notamment ceux de Ivanhoe Cambridge, ont été dans l'obligation d'emboîter le pas.

On peut utiliser tous les arguments qu'on veut bien, mais ce que Cadillac Fairview a fait est venu briser un consensus fragile. On a rouvert la boîte de Pandore que le gouvernement avait réussi à fermer de peine et de misère il y a plusieurs années. Cadillac Fairview ne brise pas la loi car elle fait ce que la loi permet. Mais de toute évidence, ses dirigeants ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Le maintien d'un consensus social est souvent plus important qu'un gain économique qui peut devenir éphémère.

Le gouvernement ne peut pas obliger Cadillac Fairview à faire marche arrière sans changer la loi. Et on ne change pas une loi parce que quelqu'un quelque part fait justement ce que la loi permet. Mais le jour où tous les commerçants d'un centre d'achats de Cadillac Fairview décideront de fermer leur commerce à 18 heures un lundi, je doute que la direction du centre commercial les mette tous à la porte.



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Geneviève Brouillette

laire idéaux, avec la sécurité assurée. Mais en 2005, malheureusement, très peu de gens ont accès à ces conditions. Dans mon métier, par exemple, il n'y a que des pigistes. Les horaires flexibles, la sécurité d'emploi ? Connaît pas. Les vacances payées ? Connaît pas non plus. Les congés de maladie ? C'est quoi ça ?

Et si je demandais aux travailleurs de la SAQ de cesser, par solidarité, d'écouter la

**Et si je demandais aux travailleurs de la SAQ de cesser d'écouter la télé.**

télévision pour pousser les diffuseurs à offrir aux artistes de meilleures conditions de travail ? Que feraient-ils dans le confort de leur foyer, quand personne ne les regarde ? Je parie que beaucoup l'écouleraient. Et ils auraient raison. Parce que ça les détend, ça les fait décrocher et puis, ça fait partie de leurs habitudes de vie. Et bien pour moi, comme pour beaucoup d'autres, c'est ça prendre un verre de vin en revenant du travail avec un bon repas.

Et c'est légitime.

Et je suis très en colère contre les dirigeants de la SAQ qui ont tellement trainé à régler ces dossiers avec leurs employés qu'ils les ont poussés jusqu'à la grève. Ils nous placent en otages au milieu de ce conflit, au lieu d'offrir à leurs employés des solutions de règlements qui pourraient être acceptables pour eux. Me semble que ce n'est pas la fin du monde faire des horaires de travail qui ont de l'allure ! Et si, pour exprimer mon désaccord, je pouvais faire affaire avec une autre compagnie, je le ferais. Mais voilà, ils ont le monopole.

Donc, même si je vais me faire des ennemis en étant franche, je ne peux pas, comme les invités de *Tout le monde en parle* me résoudre à ne boire que de l'eau... J'aimerais bien en mettre dans mon vin pour donner un bon coup de pouce aux grévistes, mais ma petite réserve de bouteilles achetées avant le conflit est maintenant à sec. Chaque fois que je pourrai, j'éviterai d'aller briser leur grève, mais je ne peux pas, en toute honnêteté, leur promettre une solidarité totale et entière.

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

# FORUM

## ÉDITORIAUX

# La médisance



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Depuis que le gouvernement Charest a donné à deux ingénieurs et homme d'affaires de renom, Guy Saint-Pierre et Armand Couture, le mandat d'étudier le dossier du CHUM, des commentateurs ont remis en cause leur objectivité, compte tenu des liens entre ces deux hommes et la firme d'ingénierie SNC-Lavalin. On allègue que MM. Saint-Pierre et Couture sont en conflit d'intérêts parce que, si le site d'Outremont était choisi, SNC pourrait faire partie du consortium chargé de construire le projet.

À mesure que le débat sur le CHUM dégénère, l'usage de la médisance comme argument s'accroît, dans les deux camps. On ne discute pas de ce que les gens font ou disent, mais de qui ils sont et de leurs motivations supposées. Il est

**Dans le débat sur le CHUM, les procès d'intentions se multiplient. Il serait préférable de juger les gens à leurs actes, plutôt que de mettre en doute leur bonne foi.**

tenu pour acquis qu'une personne du monde des affaires fait tout par intérêt pécuniaire, qu'un politicien agit toujours par ambition, tandis qu'un leader syndical ne peut agir que pour la cause...

Le gouvernement a commandé une nouvelle étude sur l'emplacement du CHUM ; on peut certainement s'interroger sur le bien-fondé de cette décision. Cela dit, dans la mesure où il voulait disposer d'une nouvelle analyse du dossier, à qui le gouvernement devait-il la demander ? Comme plusieurs des questions en jeu portent sur les coûts de construction, le choix d'in-

génieurs familiers avec les grands projets coulait de source. À cet égard, la crédibilité de Guy Saint-Pierre (qui a été président de SNC-Lavalin, l'une des plus grandes sociétés d'ingénierie du monde) et d'Armand Couture (qui a dirigé les chantiers de la Baie-James et présidé les destinées d'Hydro-Québec) est inattaquable.

Bien sûr, les deux hommes ont travaillé chez SNC. En quoi cela diminue-t-il leur compétence ? Les personnes qui disposent d'une grande expertise dans un domaine sont nécessairement au coeur de l'action. Ils ont dirigé des entreprises, des groupes de recherche... Ils ont des amitiés multiples, des liens et des intérêts. Et — mais ça, on ne le mentionne jamais — la plupart d'entre eux sont d'une honnêteté irréprochable.

Dans les coulisses du débat sur le CHUM, les procès d'intentions contre les fonctionnaires, les politiciens et les consultants se multiplient. Il serait de loin préférable de juger tous ces gens à leurs actes, plutôt que de mettre en doute leur bonne foi. Ce serait plus juste, et on risquerait moins de se tromper. Combien étaient certains que, bon libéral, ex-employé de Power Corporation, Daniel Johnson recommanderait le site Outremont ? Surprise : M. Johnson tient mordicus à Saint-Luc !

Combien ont fait un lien entre l'appui donné au site d'Outremont par M. Jean Coutu et le fait que son groupe ait inauguré, à proximité, une de ses plus grandes pharmacies ? Évidemment, personne ne s'est enfoncé dans les « détails » suivants : le groupe Jean Coutu possédait déjà une pharmacie à cet endroit depuis 1991 ; la nouvelle pharmacie a été inaugurée en février 2004, plusieurs mois avant que l'idée du site Outremont ne germe dans le cerveau du recteur Lacroix.

Lorsque Guy Saint-Pierre et Armand Couture auront produit leur rapport, on pourra le décortiquer, et critiquer à sa guise les calculs, le raisonnement, les conclusions. Ce sera moins facile, mais plus profitable que d'attaquer sans raison leur réputation.

## Que faire du Stade ?



fcardina@lapresse.ca

FRANÇOIS CARDINAL

Tout comme la couleur de la margarine et le port obligatoire du casque à vélo, l'idée de démolir le Stade olympique revient ponctuellement dans l'actualité. Selon les dernières informations, il en coûterait un demi milliard pour tout raser, une facture qui s'ajouterait au milliard qu'aura coûté l'édifice à terme...

Espérons que le résultat des deux études commandées par la RIO mettra fin, une fois pour toutes, à cette polémique ridicule. Du coup, le gouvernement pourrait enfin prendre la seule décision qui s'impose dans ce dossier : consolider la mission du stade en tant que centre de foires et d'expositions grand public.

Il y a urgence en la demeure. Selon les plus récentes statistiques, Montréal a perdu, entre 1996 et 2000, 30 % des foires de petite taille et 20 % des foires de taille moyenne. Une foire est un événement qui, comparativement à un congrès, nécessite une vaste superficie de plancher.

La métropole peut bien se vanter d'être parmi les destinations d'affaires les plus importantes en Amérique du Nord depuis l'agrandissement du Palais des congrès, cela ne l'empêche pas d'être dans le peloton de queue des destinations qui accueillent foires et expositions, un marché en pleine expansion sur le continent.

Si le centre de foires représente un besoin à Gatineau et Trois-Rivières, comme aime le répéter le gouvernement Charest, il représente une nécessité pour la métropole.

Pourquoi donc le gouvernement tarde-t-il à prendre une décision ? Tout simplement parce que rien n'a encore été décidé quant au réaménagement du Casino de Mon-

tréal, possiblement à un jet de pierre du bassin Peel. Loto-Québec jongle avec l'idée de construire un centre de foires à proximité, d'où le lien entre ces deux dossiers.

Le projet de Loto-Québec est emballant à plus d'un titre. Il permettrait la construction d'un casino non loin du centre-ville, le développement d'un secteur qui en a besoin et le recyclage de bâtiments industriels tombés en désuétude. En effet, Loto-Québec pourrait faire sienne l'approche de la Société du Havre en aménageant son centre de foires dans le « locoshop » du CN, situé à courte distance. Il serait ainsi plus facile de lui pardonner l'abandon de l'actuel bâtiment de l'île Sainte-Hélène.

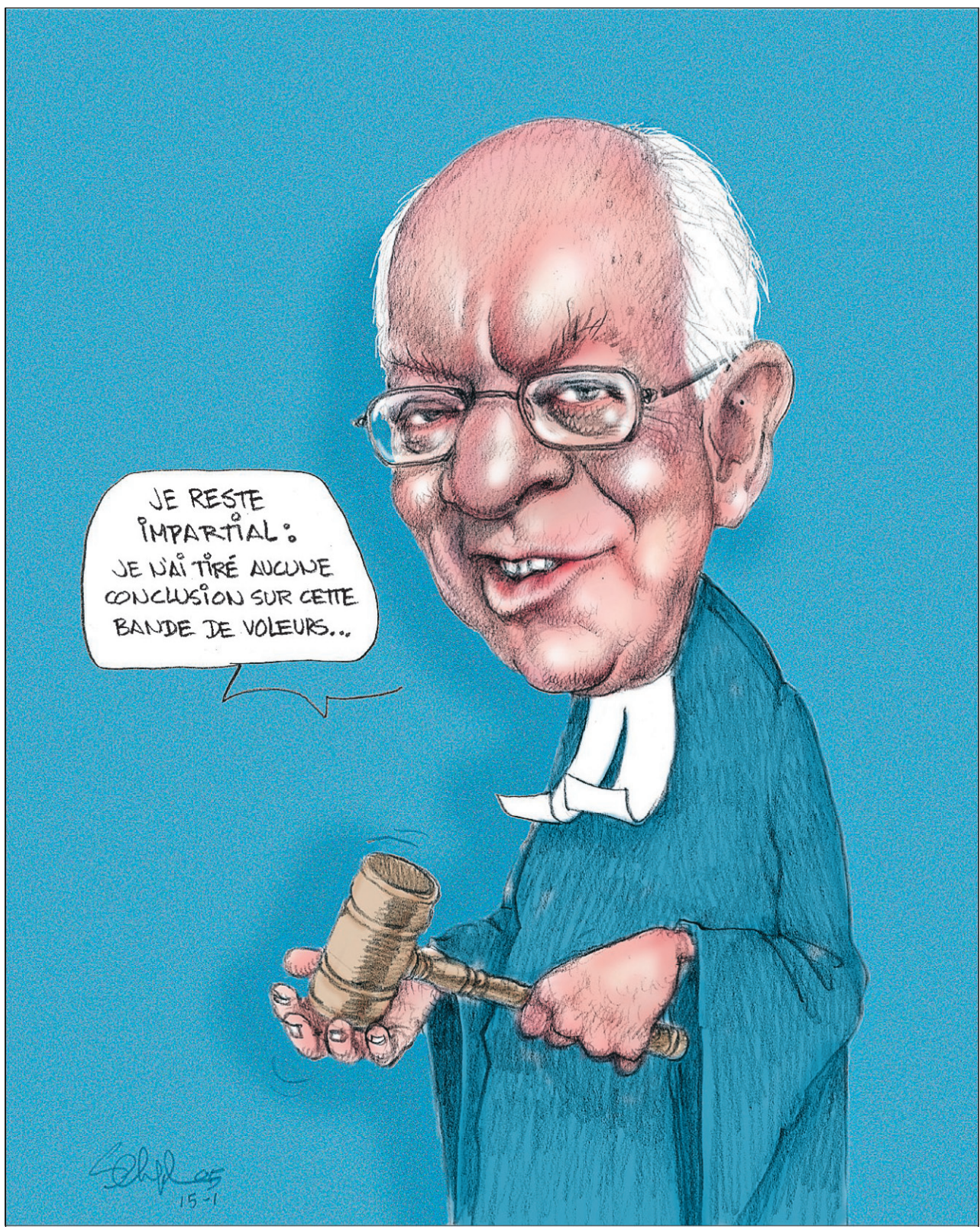
Cela dit, l'existence d'un centre de foires dans le Sud-Ouest ne compromet nullement l'avenir du Stade en tant que centre de foires et d'expositions.

Pour bien comprendre l'enjeu, il importe de faire une distinction entre les foires corporatives (trades) et les foires grand public. Les premières attirent davantage une clientèle internationale, des associations de professionnels par exemple, alors que les secondes ciblent plutôt la clientèle locale. On peut penser au Salon de l'auto ou à celui de l'habitation, par exemple.

Or ces deux clientèles n'ont ni les mêmes besoins ni les mêmes attentes. Les touristes veulent être proche du centre-ville, des grandes artères, des bons restaurants. Les Montréalais souhaitent plutôt un accès rapide en transport en commun et une grande capacité de stationnement.

Pourquoi donc Montréal ne se doterait pas de deux centres de foires ? Le premier, rattaché au Casino, et le second, dans le Stade ? D'autant plus que le Stade accueille déjà des foires grand public et en accueillera davantage encore lorsqu'on le dotera d'un nouveau toit.

Un ce serait déjà bien. Mais deux, ce serait encore mieux.



LES GRANDS PORTRAITS

LE JUGE JOHN GOMERY

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

## LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

# Une décision controversée

Décidément, M. Reid et le gouvernement auquel il appartient ne perdent aucune occasion pour se mettre les pieds dans les plats : pensons à la conversion des bourses aux étudiants en prêts, pensons à la saga du CHUM et enfin, en date d'avant-hier, la subvention d'écoles privées juives à 100 %. Évidemment, ce matin on apprend que la communauté musulmane accueille avec joie cette décision, comptant bien se prévaloir à son tour des mêmes privilèges. À quand le tour des Tamouls, des Shiks, des Mormons et des Raéliens d'exiger les mêmes avantages ? Hier midi, le ministre Reid a réussi à bafouiller, à cafouiller et rien de sensé, de compréhensible n'a résulté de ses propos. Confusion totale dans l'esprit et les propos du ministre : laïcité, confessionnalité, projets, culture, intégration, tous ces mots pêle-mêle, une vraie salade à n'y rien comprendre. Pourtant, il est un principe qu'il faut absolument et intégralement respecter dans la société québécoise, celui d'une société laïque et son pendant, l'école publique non confessionnelle et gratuite. Nous avons gagné de longue et pénible lutte ce consensus.



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE

Pierre Reid

## Favoritisme culturel ?

Quel est donc ce mystérieux motif qui pousse le ministre de l'Éducation à financer intégralement les écoles privées juives ? Afin de favoriser une intégration culturelle ? Malgré la bienveillance de l'intention, ce n'est certainement pas en subventionnant les écoles d'une communauté donnée qu'il va faire varier son appréciation par l'ensemble de la société. De plus, on peut se demander quelle sorte de

décideur est M. Reid. Sans consultation publique, il consent à délier les cordons de la bourse. Malgré une vaste consultation publique sur le financement des universités, il est incapable de prendre une décision. Que de leadership !

Philippe Baril Lecavalier  
Chambly

## Inacceptable !

La décision de subventionner à 100 % les écoles privées juives est un recul pour la société canadienne et québécoise. On vient d'achever la déconfessionnalisation des écoles catholiques et voilà que le Parti libéral remet ça avec les écoles juives. Non seulement le concept de subventionner les écoles privées est nauséabond, mais religieuses en plus ! Et en plus, il faut entendre le ministre de l'Éducation et un porte-parole de la communauté juive invoquer l'incendie d'une de leurs bibliothèques pour justifier un tel accro à la laïcité et au gros bon sens. On est en pleine démagogie. Et là, c'est dangereux.

Martin Richard  
Montréal

# Pour contrer la méfiance et l'intolérance

EVA LUDVIG  
L'auteure est présidente de l'Association des écoles juives.

La communauté juive est l'une des communautés culturelles les plus anciennes du Québec. Elle s'enorgueillit d'une longue tradition de relations solides et fructueuses avec ses concitoyens. Au fil des ans, nous avons cultivé ensemble une ouverture réciproque et le respect de nos différences. Les membres de la communauté juive ont à coeur d'entretenir cette relation et de la développer afin de contribuer à l'épanouissement de la société québécoise dans son ensemble.

Le projet que nous avons proposé en tant que communauté scolaire

au ministère de l'Éducation du Québec traduit notre désir de mobiliser tous les Québécois face aux manifestations croissantes de méfiance et d'intolérance dans le monde. Notre démarche s'inspire aussi de notre volonté de permettre aux enfants qui fréquentent nos écoles juives de mieux comprendre et apprécier la richesse culturelle qu'offre la société québécoise. Parallèlement, nous voulons partager la richesse de notre propre culture avec tous les jeunes Québécois. Ce projet nous permettra non seulement de resserrer nos liens avec l'ensemble de la société québécoise, mais aussi de renforcer les valeurs de respect et de tolérance qui lui sont si chères.

Dans le cadre de cette entente historique, nous prévoyons collaborer avec les commissions scolaires auxquelles nous nous sommes associés, ainsi qu'avec chacune de leurs écoles, pour mettre au point des programmes et des activités visant à favoriser la compréhension interculturelle et la sensibilité aux différences. Ces programmes sont destinés à servir de modèles dans ce domaine. Nos écoles s'acquitteront de cette tâche dans un climat d'ouverture et de transparence, dans le respect des normes gouvernementales et suivant les directives de spécialistes en éducation désignés par les commissions scolaires, les écoles et le ministère de l'Éducation.

## MONDE

# Début de la lutte contre le paludisme

Une épidémie pourrait faire 100 000 morts dans la province indonésienne d'Aceh

EDWARD HARRIS  
ASSOCIATED PRESS

**BANDA ACEH, Indonésie** — Des vaporisations d'insecticide ont commencé hier dans les camps de réfugiés de la province indonésienne d'Aceh afin d'éviter une épidémie de paludisme qui pourrait faire jusqu'à 100 000 morts. De leur côté, les autorités indonésiennes disent vouloir obtenir une trêve permanente avec les séparatistes de la province, la plus touchée par la catastrophe.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a annoncé hier qu'il nommerait la semaine prochaine un émissaire spécial chargé de coordonner l'aide aux pays touchés et l'effort de reconstruction. Il n'a pas précisé en quoi son rôle différerait de celui du coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU, Jan Egeland.

Plus de 157 600 personnes ont péri dans le séisme suivi d'un tsunami qui a touché 11 pays de l'océan Indien le 26 décembre. Les deux tiers d'entre elles se trouvaient dans la province d'Aceh, dans le nord-ouest de l'île indonésienne de Sumatra.

Beaucoup des plus de 110 000 victimes d'Aceh ne seront jamais identifiées, a prévenu hier le patron d'Interpol, qui coordonne un effort international d'identification sans précédent. Environ 70 000 d'entre elles ont déjà été inhumées, dont beaucoup dans des fosses communes. Il faudra des mois pour terminer les identifications, a estimé le secrétaire général de l'agence de police internationale, Ronald Koble.

L'aide internationale à Aceh reste délicate en raison de la situation de cette province déchirée par un conflit séparatiste depuis 30 ans. En visite dans la capitale de la province, Banda Aceh, le vice-président indonésien, Jusuf Kalla, a assuré que son gouvernement travaillait à un cessez-le-feu complet avec les



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Un hélicoptère militaire français a survolé hier la ville dévastée de Banda Aceh, en Indonésie, où pratiquement tout a été démolé, sauf une mosquée.

séparatistes. Les chefs en exil en Suède ont décrété une trêve unilatérale le jour de la catastrophe et ont appelé ces derniers jours à des pourparlers de paix.

Mais malgré ses déclarations sur un cessez-le-feu, le gouvernement indonésien commence à donner des signes de vouloir restreindre à nouveau l'accès à Aceh. Il a demandé ces derniers jours que le personnel humanitaire étranger à Aceh soit accompagné par des escortes militaires. Djakarta a également répété hier que les troupes étrangères devraient avoir quitté le pays avant la fin mars.

Les États-Unis qui ont envoyé des milliers d'hommes dans la région ont dit ne pas avoir reçu d'indication sur une telle date limite. Le numéro 2 du Pentagone, le département américain de la Défense, Paul Wolfowitz, devait se rendre aujourd'hui en Thaïlande pour discuter des efforts d'aide. Il devrait

ensuite se rendre dans la province d'Aceh, selon un responsable de l'ambassade américaine à Bangkok. Un autre responsable américain à Washington précisait qu'environ 92 millions de dollars avaient été dépensés jusqu'à présent sur les 350 promis par les États-Unis.

Côté français, le *Jeanne-d'Arc* et le *Georges-Leygues* sont arrivées au large d'Aceh, selon la ministre française de la Défense, Michèle Alliot-Marie. Le porte-hélicoptères français et sa frégate devaient atteindre dans la soirée Meulaboh, le secteur attribué à l'armée française. Les deux bâtiments, qui emportent deux hélicoptères Puma gros porteurs et quatre hélicoptères plus légers, doivent apporter « d'abord de l'assistance médicale » grâce à « une dizaine d'équipes médicales mobiles ».

Près de trois semaines après la catastrophe, les organisations humanitaires expliquent que des blessés

## La déprime guette des membres du DART

PRESSE CANADIENNE

**AMPARA, Sri Lanka** — Une fois passé le coup d'adrénaline initial, certains membres de l'équipe d'intervention en cas de catastrophe (DART) des Forces armées canadiennes risquent de sombrer dans la déprime, estime un haut fonctionnaire.

« Vous savez ce que c'est quand vous carburez à l'adrénaline, a déclaré ce fonctionnaire, hier, sous le couvert de l'anonymat. Passées les premières activités, vous somez. »

« Les gens vont avoir besoin de vacances. Ils auront besoin de moments libres et, malheureusement, de consultation. »

Le personnel diplomatique, les bénévoles, les membres des organisations d'aide et maintenant les militaires canadiens de l'équipe d'intervention entendent et voient des choses en Asie du Sud qui peuvent laisser de profondes cicatrices.

Le personnel consulaire à Phuket, en Thaïlande, a parcouru une immense morgue à maintes reprises afin d'aider les familles canadiennes à retrouver leurs proches. Sur la côte orientale du Sri Lanka, les images des terribles souffrances subies par la population demeurent à l'esprit de ceux qui en ont été témoins.

## Combattons l'ostéoporose

**Vous êtes un homme âgé de 45 ans et plus... alors ce message s'adresse à vous.**

L'ostéoporose peut progresser de façon insidieuse et sans douleur jusqu'à ce que vous subissiez une fracture. Une fracture de la hanche ou de la colonne pourrait avoir des conséquences désastreuses.

Si vous êtes retenu, vous profiterez d'une analyse approfondie pour évaluer votre état de santé. Tout le traitement est gratuit. Votre implication est essentielle.

Le nombre de places est limité. Pour plus d'information appelez :

**L'Unité de Recherche sur les Os et les Minéraux**

Centre universitaire de santé McGill

Dr Richard Kremer, chercheur principal

Mme Giselle Charrette, coordinatrice de recherche

**(514) 843-2857**



**Améliorez vos compétences linguistiques.**

Prenez des cours de langues non-crédités offerts le soir et les fins de semaine.

- Anglais écrit
- Anglais oral
- Français
- Espagnol
- Japonais
- Italien
- Grec
- Chinois (mandarin)
- Introduction à la création littéraire en anglais

Pour plus de renseignements, composez le

**(514) 933-5307**

[www.dawsoncollege.qc.ca/nclanguage](http://www.dawsoncollege.qc.ca/nclanguage)



Centre d'études des langues

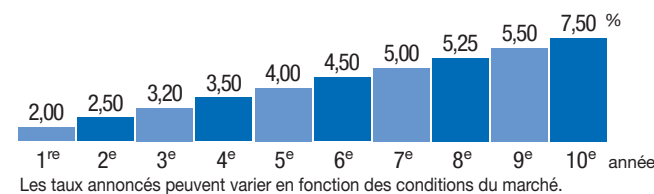
4001, Boul. de Maisonneuve Ouest  
Bureau 2G.1, Montréal, (Québec) H3Z 3G4  
Télécopieur: (514) 937-3832

**Pour plus tard, c'est maintenant :**

**1 800 463-5229**

**REER** Obligations à taux progressif

Plus vous investissez tôt et longtemps, plus c'est payant. Capital garanti.



**BONI DE**

**1%**

la première année pour les nouveaux fonds REER.

Si vous désirez rencontrer un agent d'investissement, passez au 2000, av. McGill College, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h, et les samedis de janvier et de février, de 10 h à 16 h.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de janvier et de février, de 10 h à 16 h.

[www.epq.gouv.qc.ca](http://www.epq.gouv.qc.ca)

Épargne Placements

Québec

**5 000 FORAITS-VACANCES DE JANVIER 799\$ CHACUN**

**NON DISPONIBLE CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES!**

**MEXIQUE**  
1 semaine tout-compris, départs en janvier

**RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**  
1 semaine tout-compris, départs en janvier

**CUBA**  
1 semaine tout-compris, départs en janvier

**TOUT, DE GO VERS DES VACANCES ÉCONOMIQUES!**

RÉSERVEZ EN LIGNE ET ÉCONOMISEZ ENCORE PLUS

**GoTravelDirect.com**  
(514) 849-3344 • 303, rue Émery

**GO TRAVEL DIRECT**

Les prix sont par personne en occupation double et comprennent le vol, l'hébergement pour sept nuits, les repas, les boissons, les transferts et les taxes applicables. 5000 vacances au prix de 799 \$ à destination du Mexique, Cuba et la République Dominicaine dans des hôtels choisis à certaines dates spécifiques (pour les départs entre le 15 janvier 2005 et le 31 janvier 2005). Valables pour les nouvelles réservations jusqu'au 18 janvier 2005. Pour plus de détails, consultez [www.gotraveldirect.com](http://www.gotraveldirect.com). Titulaire d'un permis du Québec.

MONDE

# Le « meneur » des sévices d'Abou Ghraib déclaré coupable

PATRICK MOSER  
AGENCE FRANCE-PRESSE

**FORT HOOD, États-Unis** – Le soldat américain Charles Graner, principal responsable présumé des sévices commis dans la prison irakienne d'Abou Ghraib, a été déclaré coupable hier de mauvais traitements sur des prisonniers par une cour martiale américaine.

Les 10 officiers composant le jury de la cour martiale, tous d'anciens combattants en Irak et en Afghanistan, ont reconnu Graner coupable de neuf des 10 chefs d'accusation qui pesaient sur lui.

Graner a été déclaré coupable de complot pour mauvais traitements aux détenus, incapacité de protéger des détenus contre des abus, actes de cruauté, agression et actes d'indécence.

Graner avait plaidé « non coupable ».

À l'annonce du verdict, il n'a pas manifesté d'émotion.

Le soldat, âgé de 36 ans, était accusé notamment d'avoir forcé des détenus à se masturber ou à mimer des scènes de fellation. Il n'était pas intervenu au cours de son procès, qui s'était ouvert il y a une semaine. Mais, selon la loi militaire, il a désormais la possibilité de s'expliquer avant que la cour ne lui impose sa peine.

Il risque une peine de 15 ans de prison et une radiation de l'armée.

La peine était attendue hier soir ou aujourd'hui.

Selon l'accusation, Graner a maltraité des prisonniers de sa propre initiative pour s'amuser tandis que la défense a affirmé qu'il n'avait fait que suivre les ordres de ses supérieurs.

Graner « a été l'instigateur de ce qui s'est passé à Abou Ghraib », a affirmé le capitaine Chris Grave-line qui représentait l'accusation dans son ultime plaidoirie hier. « Ce que nous avons ici est de l'abus pur et simple, il n'existe pas de justifications, c'était pour le jeu, c'était pour s'amuser », a-t-il dit.

Graner et ses acolytes « ont décidé de leur propre chef, de commettre des sévices, de dégrader » des individus, a ajouté le capitaine.

L'avocat de Graner, Guy Womack a répété de son côté que Graner et les autres soldats poursuivis dans le cadre du scandale avaient suivi les ordres de supérieurs des services de renseignement militaires. Il a estimé qu'il n'y avait rien de mal à déshabiller des détenus. Il a justifié l'ordre donné à des détenus de se masturber ou de mimer des fellations en expliquant qu'il s'agissait de jouer sur les différences culturelles pour obtenir des informations qui pouvaient se révéler précieuses pour les Américains.

Il a dit qu'empiler des prisonniers nus les uns sur les autres était un « moyen ingénieux » pour contrôler les détenus.

Selon M. Womack, Graner est « un type intelligent et professionnel ». « Il aidait notre mission en Irak », a-t-il dit.

Ancien gardien de prison dans le civil, Graner était le premier militaire américain à être jugé par une cour martiale aux États-Unis.

Le scandale de la prison d'Abou Ghraib a éclaté le printemps dernier avec la publication dans de nombreux journaux de photos de prisonniers humiliés par des soldats américains. Ces photos montraient notamment des prisonniers nus empilés les uns sur les autres pour former une pyramide humaine ou un homme, également nu, tenu en laisse par une soldate.

Quatre soldats américains, qui avaient tous plaidé coupable, ont déjà été condamnés à des peines allant de l'expulsion de l'armée à huit ans de prison. Deux autres soldats devraient comparaître à Fort Hood dans les prochains mois tandis que la soldate Lynndie England, prise en photo avec un prisonnier nu tenu en laisse, attend que les autorités militaires décident si elle doit comparaître ou non devant une cour martiale.

Lynndie England a donné naissance récemment à un enfant dont Graner serait le père.



Pierre Lebeau

## Relevons le défi partout au Canada

Chaque Canadien produit en moyenne cinq tonnes de gaz à effet de serre par année. Chauffer et climatiser nos maisons, conduire, se servir des appareils électriques... presque toutes les activités qui requièrent de l'énergie provenant de combustibles fossiles produisent aussi des gaz à effet de serre (GES). Et ces gaz contribuent aux changements climatiques.

**Relevons le défi d'une tonne:** réduisons notre consommation d'énergie et nos émissions de gaz à effet de serre de 20 %, soit d'une tonne. Tout en économisant de l'argent, nous contribuerons à protéger l'environnement et la qualité de l'air.

**Demandez votre Guide du défi d'une tonne.**

Consultez le site [changementsclimatiques.gc.ca](http://changementsclimatiques.gc.ca) ou composez le 1 800 O-Canada (1 800 622-6232), ATS 1 800 465-7735.

**Défi d'une tonne** Agissons contre les changements climatiques.



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada



# LE SOLDE PRÉPAREZ VOS PLACARDS! DÈS MAINTENANT

**6,99\$**

Pantalon de pyjama en flanelle  
ou en satin broissé pour femme\*

**99¢**

Calottes assorties pour femme\*

**70% de réduction**

sur une vaste sélection de bijoux  
pour femme\*

**70% de réduction**

sur les collections automne pour  
femme Mexx et Esprit\*

**Jusqu'à 50%**

de réduction sur une sélection de  
chemises habillées pour homme\*

**Jusqu'à 50%**

de réduction sur une sélection  
de sous-vêtements pour homme\*

**50% de réduction**

sur les collections automne pour homme  
Blend, Projek, Triple Five Soul,  
Dekker et Mexx\*

**Jusqu'à 70%**

de réduction sur les manteaux d'hiver  
et vestons de cuir pour femme\*

**Un mouton pour l'Asie!**  
Achetez un mouton Les Ailes à 9,95\$  
et **5\$** seront remis à la Croix-Rouge  
pour aider les victimes du Tsunami.\*\*

Croix-Rouge canadienne

\*\*Temps Limité.

... ET DES AUBAINES PLEIN LES TABLETTES, DANS TOUS LES RAYONS!

\*Jusqu'à épuisement des stocks.



[www.lesailles.com](http://www.lesailles.com)

Complexe Les Ailes, centre-ville Montréal (514) 282-4537 • Mail Champlain (450) 672-4537 • Carrefour Laval (450) 682-4537 • Place Ste-Foy (418) 652-4537



Dodge  Caravan

EXCLUSIVEMENT PAR Services Financiers Chrysler

LOUEZ À

**1999** \$<sup>†</sup>

par mois.  
Location de 48 mois.  
Comptant initial de 5 600 \$  
ou échange équivalent.  
0 \$ dépôt de sécurité.

**Options de location de 48 mois offertes<sup>†</sup>**

Mensualités	Comptant initial
199 \$	5 600 \$
274 \$	1 999 \$
316 \$	0 \$

OU CHOISISSEZ

**0%**<sup>Δ</sup> DE FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 60 MOIS PLUS UN RABAIS DE 1 000 \$ AU FINANCEMENT À L'ACHAT



**DODGE CARAVAN 2005**



**ÉQUIPÉE COMME SUIT:**

- Moteur V6 de 3,3 L, 180 ch • Habitacle pour 7 passagers
- Climatiseur • Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande électrique
- Régulateur de vitesse • Radio AM/FM avec lecteur CD
- Sacs gonflables avant de pointe à déploiement progressif • Antidémarrage Sentry Key<sup>MD</sup>
- Ville : 12,2 L/100 km (22 milles au gallon), autoroute : 8,2 L/100 km (34 milles au gallon)

**LA MINI-FOURGONNETTE LA PLUS VENDUE AU PAYS**

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP<sup>MD</sup> • DODGE OU DODGE.CA.

†. Tarifs mensuels pour 48 mois établis pour la Dodge Caravan 2005 avec l'ensemble 28C. Le dépôt de sécurité est de 0 \$ pour une période de temps limitée seulement et peut changer sans préavis. Premier versement exigé à la livraison. Location pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. Le concessionnaire peut louer à prix moindres. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 81 600 km au taux de 15¢ le kilomètre. Δ 0% de financement à l'achat sur les Dodge Caravan 2005. Un montant de 1 000 \$ sera déduit du prix négocié sur le véhicule financé après taxes. L'offre de la remise de 1 000 \$ s'applique seulement au financement à l'achat et ne peut être combinée à aucune autre offre. †. A Sous réserve de l'approbation de Services Financiers Chrysler Canada. Services Financiers Chrysler Canada est un membre du groupe de Services Financiers Chrysler Canada. Transport, immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre, frais d'administration des concessionnaires et taxes en sus. Taxes sur le climatiseur incluses. Offres exclusives et d'une durée limitée qui ne peuvent être combinées à aucune autre offre. À l'exception du programme d'aide aux handicapés physiques, et qui s'appliquent à la livraison au détail des modèles Dodge Caravan 2005 neufs en stock sélectionnés. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule. Véhicule à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. MD, Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.



Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep<sup>MD</sup> • Dodge du Québec

LA PRESSE

DESTINATION

# INDE



**VOUS CROYEZ QUE CELA N'ARRIVE QU'AUX TRAVAILLEURS DU TEXTILE DE HUNTINGDON. VOUS CROYEZ QUE LES «BONNES JOBS» DE PROFESSIONNELS NE S'ENVOLERONT PAS À L'AUTRE BOUT DU MONDE. VOUS CROYEZ QUE LE OFFSHORING NE TOUCHE QUE LES ÉTATS-UNIS. DÉTROMPEZ-VOUS.**

C'EST AU TOUR DES ENTREPRISES D'ICI DE TOMBER SOUS LE CHARME DE L'INDE, AVEC SA JEUNESSE ARCHIQUALIFIÉE QUI BÛCHE POUR UNE FRACTION DE NOTRE SALAIRE : AIR CANADA, CAE, CGI, GROUPE CANAM, SNC-LAVALIN, ET LA LISTE S'ALLONGE. UN DOSSIER DE NOTRE JOURNALISTE SOPHIE COUSINEAU ET DE NOTRE PHOTOGRAPHE ALAIN ROBERGE

Dans ce cahier:  
 TEXTES SOPHIE COUSINEAU  
 PHOTOS ALAIN ROBERGE  
 CAPSULES ANDRÉ DUCHESNE  
 GRAPHISME ANDRÉ RIVEST

Les icônes, vignettes et illustrations sont tirées de *India Bazaar* de Taschen et de *Hindu Gods and Goddesses* de W.J. Wilkins, Dover Publications.

# DESTINATION INDE

Superficie:	3 268 000 km <sup>2</sup>
Population:	1 069 millions d'habitants
Capitale:	New Delhi
Langues officielles:	hindi et anglais
Monnaie:	roupie indienne
Institutions:	république fédérale composée de 29 États
Premier ministre:	Manmohan Singh

**PAYS LE PLUS PEUPLÉ APRÈS LA CHINE**  
 En millions d'habitants

Chine	1289
Inde	1069
États-Unis	292
Indonésie	221
Pakistan	149
Bangladesh	147

**UN PAYS JEUNE...**

Moins de 15 ans	36%
65 ans et plus	4%
15 à 65 ans	60%

**... RURAL...**

Population rurale	72%
Population urbaine	28%

**... ET PAUVRE**

Vivent avec moins de un dollar par jour	44%
Vivent avec plus	56%

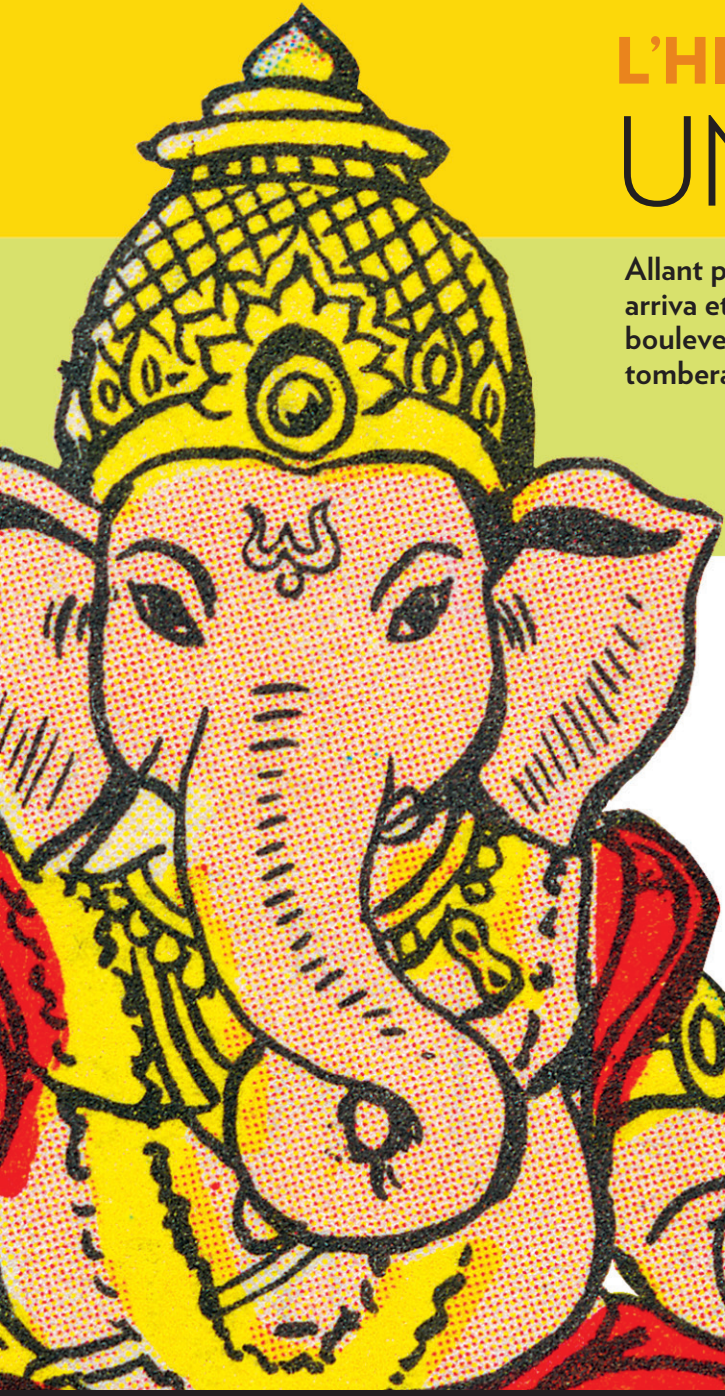
**18 LANGUES OFFICIELLES**  
 L'Inde compte 18 langues officielles. L'anglais sert de langue véhiculaire entre les différentes communautés ainsi que dans le milieu des affaires et au gouvernement. L'hindi et l'anglais sont les langues officielles de la fédération tandis que les autres langues dites officielles sont propres à l'un ou l'autre des 29 États et six territoires.

Sources : L'État du monde 2005, Lonely Planet, Le Petit Robert 2

## L'HINDOUISE, UNE RELIGION ÉTONNANTE

Allant prendre son bain, la déesse Parvati commanda à son fils Ganesh de ne laisser entrer personne. Son époux Shiva arriva et se heurta au refus de son fils de le laisser entrer. Dans un accès de colère, il lui trancha la tête. Furieuse et bouleversée, Parvati demanda que Shiva répare son tort. Shiva lui promit de donner à leur fils la première tête qui lui tomberait sous la main. Un éléphant passa alors, et c'est ainsi que Ganesh eût sa tête d'éléphant.

Cette histoire peut nous paraître farfelu mais elle n'est qu'une des croyances de la religion hindoue qui, pour nous Occidentaux, ressemble à un conte. Le fait est que, pour les hindous, les dieux et les déesses représentent des forces positives et négatives qui sont à l'intérieur de chaque être humain. Voici quelques uns des principaux dieux d'un religion qui en compte beaucoup.



### GANESH, LE DIEU À TÊTE D'ÉLÉPHANT

Protecteur des lettres et des sciences, symbole de la sagesse, il est le plus souvent personnifié par un enfant à tête d'éléphant avec une seule défense, l'autre ayant été perdue dans un violent combat. Dans la population, on le prie pour qu'il aide à surmonter les obstacles de la vie et à obtenir succès et prospérité. Chaque année à Bombay, on lui consacre une fête où d'immenses répliques de sa tête sont immergées dans l'océan.



### PARVATI

Elle vit dans l'Himalaya avec son époux, Shiva, dont elle est la *shakti*, l'énergie en action.



### SHIVA

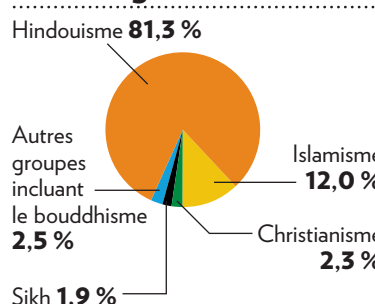
Être suprême et Seigneur chez les shivaïtes. Le Gange coule de sa chevelure.

### DURGA

Les armes que tiennent ses nombreuses mains lui servent à lutter contre le mal: Mahishasura, le démon-buffle.



### Les religions en Inde



À noter que les 12 % de musulmans font de l'Inde le troisième pays islamiste en importance au monde après l'Indonésie (200 millions de musulmans) et le Pakistan (140 millions).

Sources : Bellinger, Gerhard J. Encyclopédie des religions, Guide Voir Agra, Delhi et Jaipur



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Les étudiants de la Amity School of Technology & Management, à Noida, dans la grande banlieue de Delhi, discutent de leurs travaux sur l'heure du dîner. Dans la société indienne, où l'ascension sociale revêt une importance capitale, les jeunes sont prêts à sacrifier tous leurs loisirs pour réussir.

# LE MYSTÈRE INDIEN

## Le pays attire de plus en plus de sociétés québécoises, mais n'en parlez pas trop...

SOPHIE COUSINEAU

BANGALORE

Dans les bureaux anonymes du fabricant de simulateurs de vols CAE, à Bangalore, une quinzaine d'Indiens travaillent en silence, les yeux vissés sur leurs écrans d'ordinateurs. Ils modélisent en 3D l'aéroport de Sydney. La moitié planche sur l'aérogare, l'autre, sur les pistes. C'est là que vient d'atterrir ce boulot qui, il y a quelques mois encore, était effectué à Saint-Laurent. Entre les postes de travail, Jean-Frédéric Duquette et Annie Clark vont et viennent. CAE a envoyé ces deux formateurs de Montréal pour qu'ils montrent à ces professionnels comment se servir du logiciel MultiGen Creator, un outil tellement spécialisé que les écoles de design ne l'enseignent pas.

À notre arrivée, qui les prend par surprise, ils sont visiblement partagés. Heureux de croiser des Québécois à l'étranger. Embêtés d'avoir à discuter avec un journaliste et un photographe sans avoir le feu vert du siège social. C'est que l'exportation du travail en Inde, le *offshoring* comme tout le monde l'appelle, reste un sujet tabou. Comme s'il s'agissait d'une maladie honteuse dont on ne parle qu'à demi-mots.

Mais pour une entreprise comme Bell Canada qui hésite à faire effectuer du travail en Inde, il y a en une bande qui va maintenant de l'avant. Avec des années de retard sur la pionnière Nortel et sur leurs voisines américaines, qui ont suivi l'exemple donné par General Electric sous Jack Welch, les sociétés canadiennes découvrent le pays des maharajahs.

Air Canada vient de délocaliser en Inde le centre d'appels de Montréal qui aidait ses clients à retrouver leurs valises égarées. SNC-Lavalin est en passe d'acquiescer une firme d'ingénierie de Bombay, RJ Associates, qui lui permettra de présenter des soumissions plus concurrentielles sur des projets à travers le monde. Bombardier Transport a conclu voilà un an un contrat de sous-traitance à long terme avec la société Infotech, de Hyderabad, ce qui lui permet de se passer des dizaines de firmes d'ingénierie d'Amérique du Nord et d'Europe à qui elle confiait du travail ponctuellement.

L'expertise de l'Inde ne se borne pas à l'informatique et à l'ingénierie, elle s'étend aussi au secteur pharmaceutique. Le fabricant de médicaments génériques Apotex, de Toronto, vient d'ouvrir un centre de recherche et de production à Bangalore.

En fait, rares sont les métiers à l'abri du *offshoring*, pas même celui de journaliste économique ! Reuters a ouvert l'an dernier un bureau à Bangalore, à partir duquel l'agence de nouvelles britannique couvre le marché financier américain.

Le formateur Jean-Frédéric Duquette se souvient de la surprise qu'il a eue lorsque son patron chez CAE l'a convoqué

à son bureau pour lui offrir d'aller en Inde pendant deux mois. «On se doutait que cela s'en venait, mais j'ai quand même eu un choc, raconte ce jeune professionnel. La première réaction, c'est de se demander ce qui va arriver à nos jobs.»

Savoir qu'aucun employé de CAE à Saint-Laurent ne perd son emploi en raison de ce projet pilote le conforte un peu. Mais cette première expérience sera vraisemblablement suivie par d'autres, laisse entendre M. V. Bhujanga, directeur du bureau à Bangalore, que CAE avait ouvert à l'origine pour servir les clients asiatiques de la division des contrôles navals, récemment vendue. «Beaucoup de choses sont possibles, dit-il. Tout dépendra de la croissance des marchés.»

Jean-Frédéric Duquette le sait fort bien. «C'est sûr que les employés qui gagnent beaucoup moins ici vont sans doute faire plus de travail à l'avenir. Cela soulève une question morale. D'un autre côté, on ne peut pas être naïf et se rentrer la tête dans le sable. Tout le monde est ici.»

Dans cet immeuble de verre, d'aluminium et de marbre du parc technologique ITPL, que les gens du coin appellent simplement Whitefield, du nom de la rue qui le borde, la liste des locataires se lit comme un *who's who* des multinationales. General Motors, Fujitsu, Sharp, Siemens, etc. Cette tour porte le nom évocateur d'Innovator, ses voisines s'appellent Discoverer, Creator, Explorer et Inventor. Réunies, elles abritent une certaine d'entreprises qui emploient plus de 12 000 personnes.

«ON NE PEUT PAS ÊTRE NAÏF ET SE RENTRER LA TÊTE DANS LE SABLE. TOUT LE MONDE EST ICI» DIT UN QUÉBÉCOIS QUI FORME DES TRAVAILLEURS INDIENS.

C'est une ville dans la ville, avec sa propre centrale électrique pour pallier les fréquentes défaillances du réseau indien, elle-même soutenue par cinq génératrices au diesel, juste au cas. Avec son centre commercial souterrain qui abrite un nettoyeur, un temple hindou et une kyrielle de restos ouverts 24 heures par jour, dont le comptoir Pizza Hut qui enfourne le plus de croûtes au pays.

En surface, des gendarmes gantés de blanc font la circulation aux carrefours bordés de haies fleuries et de parterres manucurés, où des familles viennent pique-niquer le dimanche.

C'est l'un des parcs technologiques qui font la réputation de Bangalore, surnommée la *Sillicon Valley* de l'Inde. Cet univers n'a rien à voir avec le reste de cette grouillante ville du Sud, où des milliers de motocyclistes zigzaguent entre les taxis et les rickshaws à l'heure de pointe, avec leurs passagères assises en amazone derrière eux, leur sari bleu, violet ou orange flottant au vent.

Avec ses parcs et ses golfs verdoyants, Bangalore la tempérée ne ressemble pas non plus aux grandes villes poussiéreuses de l'Inde, ayant repoussé à sa périphérie les abris de toiles cirées, de cartons et de sacs de jute où vivent sans eau courante des milliers d'indigents. Contrairement à Bombay, où des pauvres squattent chaque bout de trottoir la nuit venue, dormant on ne sait trop comment dans le concert infernal des klaxons, les démunis sont peu visibles au centre-ville de Bangalore. Il n'y a que des édifices rutilants où se reflètent les logos de Yahoo! et autres vedettes techno.

Mais c'est à Bangalore que l'Inde veut ressembler. Et le pays y travaille d'arrache-pied, de jour comme de nuit, décalage horaire oblige. Ni les politiciens américains qui réclament des mesures protectionnistes, ni le discours pamphlétaire de Lou Dobbs sur CNN au sujet des entreprises qui «exportent» des emplois ne ralentissent cette marche.

Les ventes de logiciels et de services à l'étranger ont progressé de 30,5 % en 2003-2004, à 12,5 milliards US. L'association nationale de l'industrie, Nasscom, ne prévoit aucun essoufflement. Elle projette que ces exportations passeront le cap des 50 milliards US en 2008.

«Nous ne sentons aucun *backlash* des États-Unis. Au contraire, nos affaires s'accélèrent», dit Neeraj Bhargava, chef de la direction de WNS Global Services, la firme qui a repris en main certains services administratifs d'Air Canada. WNS grandit de 50 % par an depuis sa création en 1996, ce qui a porté son chiffre d'affaires à 103 millions US.

«La seule chose qui a changé, c'est que lorsque nous signons des contrats, nous ne publions pas de communiqués de presse, dit Girish Bhatia, vice-président de l'exploitation indienne de CGI. Nous tenons cela mort et nous célébrons en privé.»

La bière Kingfisher est au frigo.

### DATES IMPORTANTES DANS L'HISTOIRE DE L'INDE

**Vers 2500 avant Jésus-Christ**

Une première civilisation s'installe dans la vallée de l'Indus.

**Entre 1000 et 800 avant Jésus-Christ**

Instauration du système des castes. Rédaction des Veda, textes sacrés de l'hindouisme.

**Vers 500 avant Jésus-Christ**

Apparition du bouddhisme et du jaïnisme, deux religions encore importantes aujourd'hui.

**1527-1757**

Suprématie des Moghols qui étendent leur influence dans tout le pays. Ils y développent art, littérature et architecture. On leur doit la construction du Taj Mahal.

**1612**

Arrivée des Anglais avec l'installation du premier comptoir de la East India Company à Surat dans le Gujarat. Portugais, Français, Danois et Hollandais s'installent aussi dans le pays.

**1803**

Au terme de nombreux conflits, l'Inde est presque entièrement sous contrôle britannique, si ce n'est du Penjab qui tombe sous son influence en 1849.

**1857**

Révolte des Cipayes, ces soldats indigènes recrutés et formés par les Britanniques. Le pays passe sous contrôle de la Couronne anglaise.

**1919**

Début du combat pacifiste pour l'indépendance de Mohandas Gandhi.

**Août 1947**

Indépendance de l'Inde et sécession du Pakistan, ce qui se traduit par de sanglants combats.

**30 janvier 1948**

Gandhi est assassiné par un extrémiste hindou.

**1965**

Premier conflit avec le Pakistan à propos du Cachemire.

**1971**

Conflit avec le Pakistan à propos de l'indépendance du Bangladesh.

**1974**

L'Inde annonce la réussite de son premier test d'une arme nucléaire.

**1984**

Assassinat de la première ministre Indira Gandhi par ses deux gardes du corps sikhs après avoir ordonné l'attaque du temple d'Or Amritsar, le plus haut lieu sacré des sikhs.

**1989**

Insurrection contre l'autorité indienne au Cachemire. Certains opposants souhaitent l'indépendance, d'autres une annexion au Pakistan. L'Inde accuse le Pakistan d'armer les insurgés.

**1992**

Des hindouistes détruisent la mosquée de Ayodhya, geste qui provoque plusieurs affrontements meurtriers entre groupes religieux dans le pays.

**1996-1997**

Rencontres bilatérales Inde-Pakistan sur la question du Cachemire et du Jammu. Entente sur un agenda de pourparlers de paix.

**1998**

Nouvelles tensions avec le Pakistan. Les deux pays conduisent des tests de bombe nucléaire. Les États-Unis et plusieurs nations européennes imposent des sanctions économiques dans l'espoir de calmer les ardeurs.

**2002**

Vives tensions entre l'Inde et le Pakistan. L'Inde accuse son voisin de permettre l'infiltration de combattants islamistes au Cachemire et dans l'État du Gujarat. Des centaines de milliers de soldats sont massés à la frontière.

**2004**

Élections législatives au printemps. Le Parti du Congrès de Sonia Gandhi reprend le pouvoir. Manmohan Singh, un économiste de 71 ans très proche de Mme Gandhi, est le premier sikh à devenir premier ministre du pays.

Sources : CNN, BBC, Lonely Planet, Le Petit Robert 2.



### LA VOLTE-FACE DE BELL ET DE CGI

À la mi-juillet, La Presse révèle que la société informatique CGI transférera en Inde une partie du travail effectué pour le compte de Bell Canada, un important client qui cherche à comprimer ses coûts en technologies de l'information. Il s'agit de travail de maintenance et de développement d'applications. La transition doit se faire de juillet à décembre, est-il précisé dans le mémo interne daté du 29 juin et signé par John Campbell, vice-président principal et directeur général, services à BCE.

Sollicités à plusieurs reprises, les porte-parole de CGI et de Bell Canada ne répondent pas aux questions de La Presse. Or, depuis la parution de l'article, il appert que les deux entreprises ont fait volte-face.

CGI avait fait circuler le document interne chez les employés concernés par souci de transparence, explique Serge Godin, président du conseil et chef de la direction. «Mais la décision n'était pas encore arrivée à nos bureaux et à ceux de la haute direction de Bell Canada, dit-il en entrevue. La décision finale n'avait pas été prise. Et cela ne se fera pas.»



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Des agents du centre d'appels NIIT SmartServe à Gurgaon, un pôle technologique au sud-ouest de Delhi, administrent un sondage à des Anglais sur leurs habitudes de consommation techno.

# «VOUS NE POUVEZ PAS ÊTRE NORMAL ET TRAVAILLER ICI»

## La faune des centres d'appels se compose d'oiseaux de nuit qui font la fête. Portrait d'une jeunesse qui trouble l'Inde traditionnelle.

SOPHIE COUSINEAU

GURGAON

**D**ans le sous-sol des bureaux de NIIT SmartServe à Gurgaon, pôle technologique qui s'est développé au sud-ouest de la capitale, Delhi, une cacophonie de voix emplit la pièce. La nuit est sur le point de tomber, mais le quart de travail ne fait que commencer.

Ils sont une centaine de jeunes à administrer des sondages à des Anglais. Les horloges au mur indiquent qu'il est autour de midi à Londres et près de sept heures à New York – le *shift* des États-Unis n'a pas encore commencé.

La chef d'équipe Tina Misra me prête des écouteurs pour que je puisse apprécier le travail d'Aasim Kidwai. Cet agent vient tout juste de reprendre son micro téléphonique et, comme par magie, son accent indien sonne plus british.

La ménagère à l'autre bout répond docilement aux questions qui défilent à toute vitesse à l'écran de l'ordinateur d'Aasim, alléchée par le prix qu'elle pourrait gagner à la fin du questionnaire.

— Avez-vous un accès Internet ?

— Non.

— Songez-vous à vous connecter ?

— Mmmm. Peut-être.

Les agents ont huit minutes bien comptées pour remplir le questionnaire, aussi mitraillent-ils les questions. Puis, ils ont droit à une pause de 60 secondes avant qu'un répartiteur ne leur achemine un nouvel appel.

C'est un boulot hautement stressant. Tout en travaillant dans leur «langue seconde», les agents doivent faire preuve de tact et de rapidité. Leurs interventions sont souvent enregistrées, quand elles ne sont pas épiées par un superviseur qui souhaite en vérifier la qualité.

Au mur, des affiches exhortent les agents au professionnalisme. «Le E signifie Effort,

et non pas Excuse.» Un slogan accroche le regard. «Vous ne pouvez pas être normal et travailler ici.»

Le travail dans les centres d'appels et autres centres administratifs qui servent d'arrière-boutique aux multinationales de l'Occident suscite la polémique en Inde, société aux traditions bien ancrées.

Ils sont aujourd'hui autour de 245 000 à exercer ce métier qui n'existait pas il y a 10 ans. Ce sont des garçons et des filles de moins de 25 ans. La plupart ont fait l'université, mais ils n'ont pu trouver du travail dans leur domaine.

Avec leur salaire de départ, qui oscille entre 9000 et 12 000 roupies par mois, soit de 240 à 320 dollars canadiens, ils empocheront en deux mois ce que la moyenne des Indiens gagne en un an. C'est sans parler des primes ainsi que des hausses de salaires accordées aux employés responsables de services plus sophistiqués tel le traitement de réclamations d'assurances, qui requiert une connaissance assez poussée de la réglementation étrangère. Ainsi, la paye peut gonfler à 100 000 roupies (2650 dollars) par mois.

Comme la majorité de ces jeunes vivent chez leurs parents, parfois même après leur mariage – contrairement à ce qui se passe dans les épisodes de *Friends* qu'ils regardent pour se familiariser avec l'Amérique et son anglais, on ne cohabite pas avec ses copains en Inde –, cet argent va directement dans leurs poches. Ils le claquent sur des sans-fil dernier cri, des fringues, des téléviseurs, des parfums, des chaînes stéréo et tutti quanti. Et ils le flambent dans les boîtes de nuit où ils vont à leur sortie du travail, vers 2 ou 3h du matin. (Ceux qui travaillent sur les États-Unis n'ont toutefois pas cette chance, puisqu'ils sortent du bureau à l'heure du petit-déjeuner.)

Ces oiseaux de nuit qui font la fête et qui s'offrent toutes sortes de luxes dérangeant. Certains accusent l'Inde de vendre l'âme de sa jeunesse. D'autres, d'endoctriner ses jeunes diplômés pour qu'ils parlent et

Certains accusent l'Inde de vendre l'âme de sa jeunesse. D'autres, d'endoctriner ses jeunes diplômés pour qu'ils parlent et vivent comme des Américains. C'est le fameux impérialisme culturel de l'Occident qui ressurgit.



vivent comme des Américains. C'est le fameux impérialisme culturel de l'Occident qui ressurgit avec toutes les craintes qu'il suscite.

«C'est une tempête dans un verre d'eau, rétorque Smita Gaikwad, vice-présidente associée aux communications de WNS Global Services, le plus grand sous-traitant de services administratifs de l'Inde.

«Les parents s'inquiètent de ne pas savoir ce que font leurs enfants le soir venu. Pourtant, lorsque les enfants travaillaient dans des manufactures de nuit, la société indienne ne s'en formalisait pas !»

En marchant le long des couloirs de WNS, Smita Gaikwad envoie la main et distribue les sourires. Tout le monde connaît la VP communications de la boîte, qui fait aussi office de G.O. Il y a quelques semaines, l'entreprise a organisé une fête dans un hôtel de Bombay, raconte-t-elle. Plus de 1500 des 2000 employés du centre Godrej & Boyce ont fait la bamboula. «Nos employés sont des jeunes qui débordent d'énergie, dit-elle. Nous organisons des fêtes tous les mois pour qu'ils aiment travailler ici.»

Ce n'est pas la seule raison. Le taux de roulement du personnel dans l'industrie est effarant, de l'ordre de 40 %. Certains travailleurs ne résistent pas à s'habituer au stress et au travail de nuit. D'autres sont attirés par les nouveaux centres d'appels, qui maraudent chez les entreprises établies afin de recruter une main-d'œuvre déjà formée.

Les entreprises indiennes en font déjà plus pour leurs employés que les sociétés nord-américaines. Dans le secteur des centres d'appels et des technologies de l'information, ils les chouchoutent. Transport de porte à porte, à l'aller comme au retour du travail. Service de traiteur. Assurances et assistance lors de crises personnelles, qu'il s'agisse de tirer des ficelles pour trouver une chambre d'hôpital pour la belle-mère. Etc.

Cela rend certes le travail plus agréable. Mais pour la normalité, on repassera.

## DÉMOGRAPHIE ET SOCIÉTÉ

	Inde	Canada	Chine
POPULATION	1069 millions	31,5 millions	1304 millions
DENSITÉ	327,1 h./km <sup>2</sup>	3,2 h./km <sup>2</sup>	135,9 h./km <sup>2</sup>
CROISSANCE ANNUELLE DE LA POPULATION *	1,5 %	0,8 %	0,7 %
INDICE DE FÉCONDITÉ *	3,01	1,48	1,83
MORTALITÉ INFANTILE*	64,5/1000 n.	5,3/1000 n.	36,6/1000 n.
ESPÉRANCE DE VIE *	63,9 ans	79,3 ans	71,0 ans
MÉDECINS	0,41/1000 h. (en 1993)	2,1/1000 h. (en 2001)	1,44/1000 h. (en 2002)
TAUX D'ANALPHABÉTISME			
hommes	29,8 %	n.d.	7,1 %
femmes	51,7 %	n.d.	21,2 %
TÉLÉVISEURS (en 2001)	83/1000 h.	691/1000 h.	350/1000 h.
ACCÈS À INTERNET	17,49/1000 h.	512,8/1000 h.	63,25/1000 h.
ARMÉE	1 325 000	52 300	2 350 000

\* 2000-2005

Note : À moins d'indications contraires, les données portent sur l'année 2003. Il est difficile de comparer le taux d'analphabétisme avec l'Amérique du Nord où les méthodes de mesures sont différentes. Selon le World Factbook de la CIA, 97 % des Canadiens et des Américains de 15 ans et plus savent lire et écrire, à des degrés TRÈS différents.

Sources : L'État du monde 2005, The CIA World Factbook

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE



Neeraj Bhargava, chef de la direction de WNS Global Services, le plus grand sous-traitant de services administratifs de l'Inde avec 5000 salariés.

« Trouver des gens qui parlent français ne pose aucun problème », assure R. Venkatesh Iyer, président de NIIT SmartServe, un centre d'appels et de services administratifs de Gurgaon qui travaille pour une agence de recouvrement de crédit dont Sears Canada est cliente. Il faut être naïf pour penser que la barrière de la langue protège les emplois des centres d'appels de Montréal ou de Moncton.

## LE FRANÇAIS SANS FRONTIÈRE

SOPHIE COUSINEAU

BOMBAY

À l'autre bout du fil, une Française s'inquiète et s'impatiente. À quelques jours de leur départ de Paris pour Montréal, son mari et elle n'ont toujours pas reçu leurs billets d'avions d'Air Canada. « Quel est votre numéro de dossier ? demande l'agent avec flegme. Un tout petit instant je vous prie. »

L'accent de cet homme est inclassable. Ni québécois ni parisien, ni suisse ni haïtien, il sonne vaguement exotique, bien qu'on ne puisse mettre le doigt sur son origine. Et c'est exactement ce que vise WNS Global Services, la plus grande entreprise de centre d'appels et de services administratifs du pays, que les Indiens, entichés de sigles et d'acronymes, appellent BPO (Business Process Outsourcing).

Avec un chiffre d'affaires de 103 millions US, WNS emploie 5000 salariés. Outre l'anglais, certains parlent espagnol, allemand ou chinois et d'autres encore le français. Étonnant ? Pas tant que cela.

Des Indiens qui ont grandi dans les anciens comptoirs français de Pondichéry ou de Chandernagor, au nord de Calcutta, parlent toujours la langue de Voltaire. Les écoles publiques de l'État du Maharashtra, où se trouve Bombay, enseignent le français comme deuxième langue seconde. Les instituts de langues et les universités font le reste.

« Trouver des gens qui parlent français ne pose aucun problème », assure R. Venkatesh Iyer, président de NIIT SmartServe, un autre BPO de Gurgaon, un centre d'affaires au sud-ouest de la capitale Delhi, qui travaille pour une agence de recouvrement de crédit dont Sears Canada est cliente. Il faut donc être naïf pour penser que la barrière de la langue protège les emplois des centres d'appels de Montréal ou de Moncton.

Voilà un an et demi qu'Air Canada fait appel à WNS, ancienne filiale de British Airways rachetée en 2002 par la firme d'investissements new-yorkaise Warburg Pincus. La compagnie aérienne a commencé par transférer un petit service interne aux employés ; WNS répond aux questions des 29 000 employés d'Air Canada sur les taxes et frais d'améliorations aéroportuaires qu'ils doivent acquitter lorsqu'ils voyagent aux frais de l'entreprise. Puis est parti le centre d'appels d'Air Canada à Londres qui servait les clients du transporteur en Angleterre et en France. Puis a suivi le centre d'appels de Montréal qui aidait les voyageurs à retrouver leurs valises égarées.

« Nous pourrions transférer d'autres activités en Inde », a indiqué Robert Milton, président d'Air Canada, au cours d'une entrevue à l'automne.

Il faut toutefois savoir que les employés des centres d'appels d'Air Canada et d'Aéroplan, affiliés aux Travailleurs canadiens de l'automobile, sont protégés par une clause interdisant la sous-traitance avec perte d'emploi. Ainsi, Air Canada restera un nain comparé aux grands clients de WNS que sont British Airways et Scandinavian Airlines.

British Airways a confié une centaine de fonctions administratives à WNS, dont la comptabilité de ses revenus passagers et la gestion de son programme de fidélisation. « À part piloter les avions, nous faisons tout chez British Airways », ironise Smrita Gaikwad, vice-présidente associée aux communications chez WNS.

En effet, l'entreprise de Bombay s'intéresse plus au traitement des données qu'à la simple gestion des appels, qui ne représente plus que 20 % de ses revenus. Elle recrute par exemple des doctorats en mathématiques afin d'analyser des données pour le compte de firmes qui font de la recherche de marché. Elle étudie aussi tous les procédés transférés en Inde avec la méthode Six Sigma pour en améliorer l'efficacité.

En simple, WNS ne fait pas que répondre au téléphone.

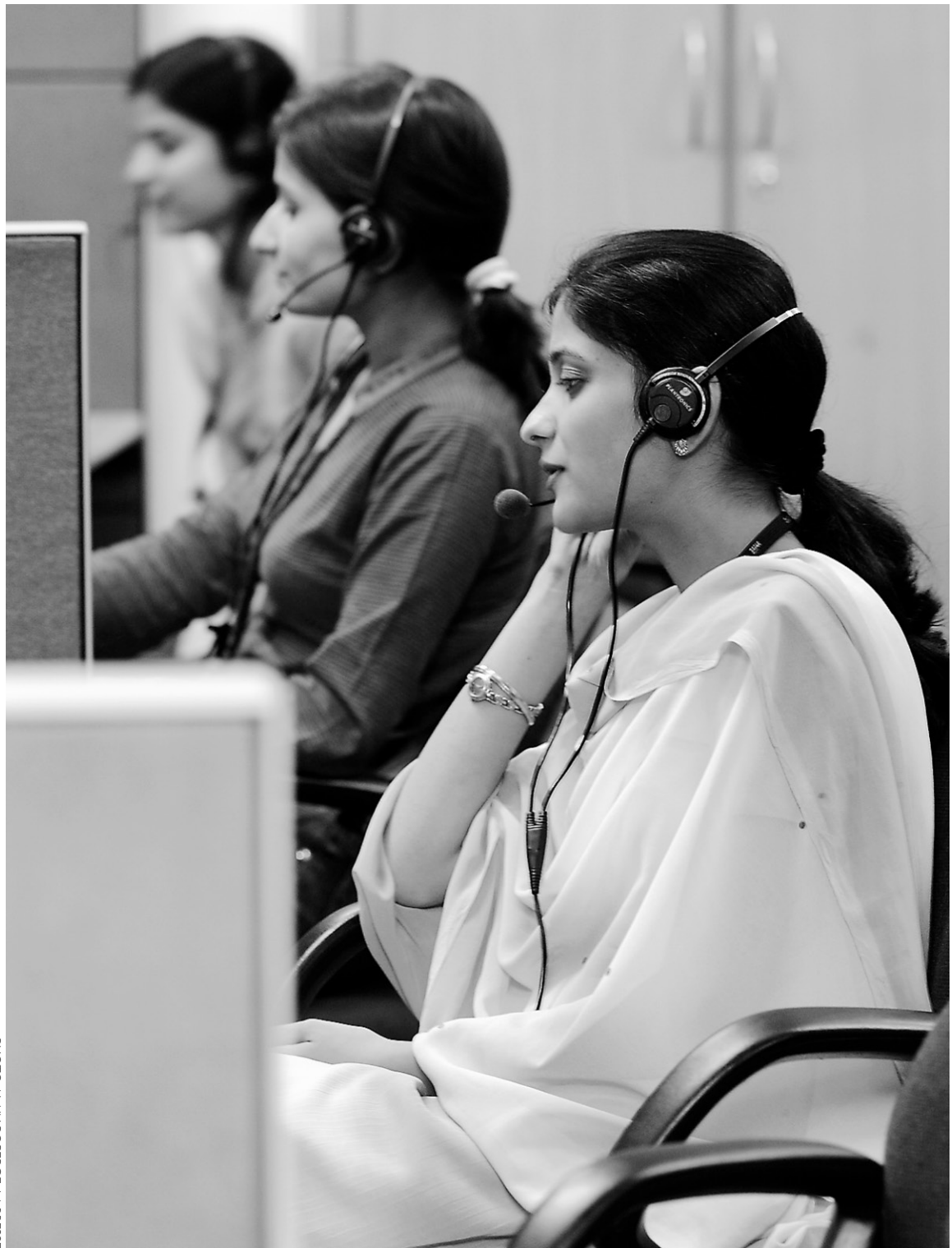


PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Dès que les agents enfilent leur casque d'écoute, leur accent se métamorphose comme par magie.

## L'ART DE CHASSER L'ACCENT INDIEN

**Les futurs employés des centres d'appels mettent un mois pour mater leur accent. S'ils n'y arrivent pas en quatre semaines, ils n'y parviendront jamais.**

SOPHIE COUSINEAU

BOMBAY

Pour servir des clients du Yorkshire comme du Texas, les centres d'appels indiens recherchent des candidats dont l'accent anglais n'est pas trop prononcé. Ils les trouvent dans le nord du pays !

Une firme d'évaluation de Bangalore, qui a 350 000 entrevues de sélection à son actif, a en effet classé les villes du pays selon leur accent, leur grammaire et la fluidité de leur anglais. Selon MeritTrac, il vaut mieux embaucher à Delhi que dans le Sud, où l'on prononce les « r » plus durement. L'accent du Punjab, au nord-ouest du pays, se rapprocherait le plus de l'accent américain.

Avant d'enfiler un casque d'écoute, les employés suivent une formation d'environ

d'assimiler la culture et l'environnement de son client. Si on est incapable de manifester de l'empathie envers lui, alors on ne sera pas en mesure de lui offrir un bon service. »

Le siège social de WNS, dans le quartier Vikhroli, au nord-est de Bombay, illustre de lui-même cette assimilation culturelle. Son hall aux lignes épurées, meublé de fauteuils contemporains et baigné de lumière, ressemble plus aux édifices nord-américains qu'aux bureaux indiens types, avec leur mobilier et leurs panneaux de bois sombre.

Protection des renseignements des clients oblige, il faut montrer patte blanche pour entrer chez WNS. Tous les visiteurs doivent déposer leur sans-fil et leurs appareils photo à l'entrée. Nous avons même dû signer un document en vertu duquel nous serions passibles de poursuites si nous dévoilions le nom ou une information d'un client aperçu au hasard de la visite.

À l'intérieur, une enfilade de bureaux ainsi qu'une vaste cafétéria pour sustenter les employés qui travaillent de jour comme de nuit en raison du décalage horaire avec l'Amérique et l'Europe. Dans les aires ouvertes, les rangées d'ordinateurs Dell et d'écrans plats se succèdent.

Seule une pièce détonne. Avec ses pupitres et ses collages au mur, elle ressemble à une classe d'école primaire. C'est justement ici où l'on enseigne comment parler et vivent les Occidentaux. Les affiches colorées à la main ressemblent à des cartes postales géantes des capitales du monde. Il y en a une pour Rome, pour Paris, pour Londres, pour Los Angeles et une enfin pour Toronto.

On y apprend que la Ville reine a quatre saisons marquées, ce qui n'est pas une évidence dans un pays où il n'y en a que trois – l'hiver, l'été et la mousson – et où il peut faire 30 degrés en hiver. Que l'aéroport international se nomme Lester B. Pearson. Qu'on peut y visiter la tour du CN et le Harbourfront Center. Qu'on paye ses achats en dollars canadiens. Que les Maple Leafs jouent au hockey, que les Jays jouent au baseball et que les Raptors jouent au basket.

Il ne manque que les adresses des bons restos indiens de la rue East Gerrard.

Les futurs agents des centres d'appels apprennent « l'américain » en écoutant des épisodes de la télésérie *Friends* et du soap-opera *The Bold and the Beautiful* !

un mois avec des linguistes, pour retravailler leur prononciation et leur diction. Dans le jargon de l'industrie, c'est ce qu'on appelle « neutraliser » l'accent. Cette formation ne sera pas tout à fait identique, selon qu'ils travailleront pour des clients des États-Unis ou de Grande-Bretagne, les deux plus grands marchés des BPO (Business Process Outsourcing), comme on les appelle en Inde.

Chez NIIT SmartServe, les futurs agents apprennent « l'américain » en écoutant des épisodes de la télésérie *Friends* et du soap-opera *The Bold and the Beautiful* !

« Les gens sont frappés par la transformation de l'accent, mais ce n'est vraiment pas ce qui compte le plus, note Neeraj Bhargava, chef de la direction de WNS, un grand gaillard de 40 ans qui était auparavant associé des consultants McKinsey & Company à New York.

« Le plus important, poursuit-il, c'est

## LES TRANSPORTS EN INDE

ROUTES ET AUTOROUTES : **3,32 millions de km** dont 1,5 million pavées

VOIES NAVIGABLES : **16 180 km** (dont 3631 km pour les grands navires)

VILLES PORTUAIRES : Madras, Cochin, Kandla, Calcutta, Bombay, Vishakhapatnam

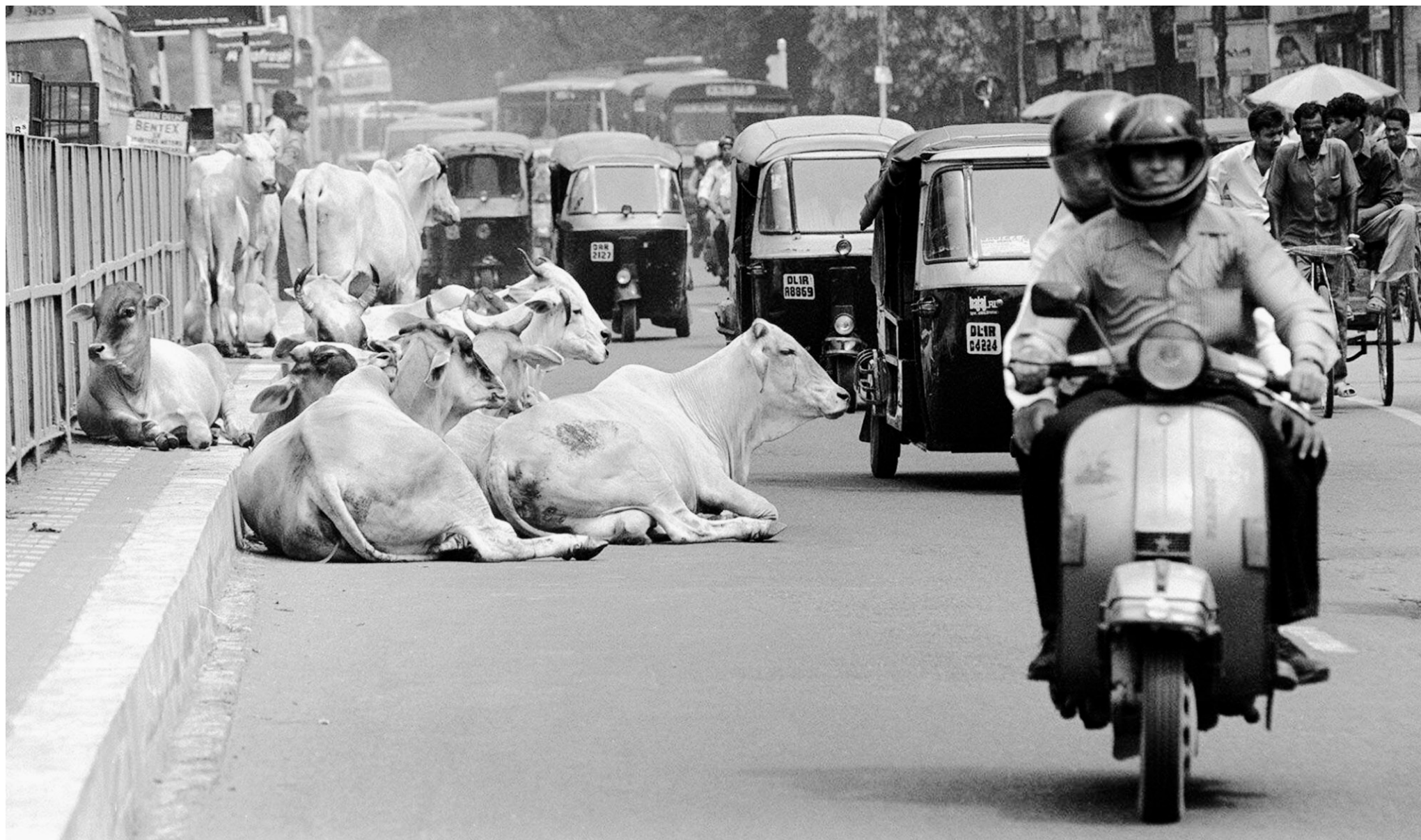
MARINE MARCHANDE : **306 navires** de plus de 1000 tonneaux (un tonneau = 2,83 mètres cubes)

CHEMINS DE FER : **63 518 km** dont 15 009 électrifiés

AÉROPORTS :  
**333** (dont 99 non pavés)

PIPELINES :  
**18 173 km** (toutes catégories)

Sources : Index mundi, The CIA World Factbook



Incontournables, les vaches sacrées. Mais il faut justement les éviter, sous peine de recevoir une amende salée.

PHOTO AP

EN INDE, LES ROUTES CAHOTEUSES ET LE TRAFIC INFERNAL TESTENT MÊME LA PATIENCE DES MOINES BOUDDHISTES. PRENEZ N'IMPORTE QUELLE DISTANCE ET MULTIPLIEZ PAR DEUX LE TEMPS QUE VOUS METTRIEZ NORMALEMENT : VOUS ARRIVEREZ PEUT-ÊTRE À L'HEURE...

# L'AUTOROUTE DE L'ENFER

SOPHIE COUSINEAU

BOMBAY et PUNE

**D**e Bombay, il ne faut que 15 minutes en avion pour atterrir à Pune, l'un des nouveaux pôles économiques de l'Inde. Ça, c'est une fois dans l'avion. Parce que du centre de cette mégapole de 16,4 millions d'habitants, situé à la pointe sud de cette île de la mer d'Oman, on peut mettre deux heures avant d'atteindre l'aéroport des vols intérieurs.

Ce n'est pas pour rien que des bambins proposent des copies du best-seller *Da Vinci Code* aux passagers des taxis bloqués aux intersections. Et qu'après une journée de travail, les vêtements fleurissent bon le monoxyde de carbone.

Coïncé dans le trafic, le spectacle n'est jamais triste, ou bien si, justement. Les visiteurs de Bombay, le plus grand bidonville d'Asie, ne s'habituent jamais au contraste entre les magnifiques édifices de pierre hérités de l'époque coloniale et les abris de fortune qui poussent sur les trottoirs et dans les terrains vagues. Entre les étals de rue qui proposent des samosas et des bhaji, ces beignets de légumes fumants, et les tas d'ordures pestilentiels où foinent les chiens, les cochons et les gens. Entre les joueurs de cricket vêtus de blanc et les garçons en guenilles crasseuses qui défequent sur le côté de la rue.

Notre hôte à Pune nous avait proposé de rentrer en taxi collectif plutôt qu'en avion. Avant de redescendre au bord de la mer, avait-il fait valoir, nous pourrions admirer les montagnes désertiques, teintées de rose au coucher du soleil. Et puis, avec la nouvelle autoroute qui fait la fierté des Indiens, le trajet ne serait pas plus long...

Pour qui vient de débarquer en Inde, le Mumbai-Pune Expressway ressemble à une banale autoroute, si ce n'est de ses longs tunnels taillés dans le roc. Mais pour qui a voyagé en tant soit peu au pays, ses six voies en font la perle du réseau routier indien.

Disparues les bicyclettes qui donnent

par moments l'impression de rouler en plein Tour de l'île. Même les motos, omniprésentes en Inde, y sont rares. Envolé, le concert des klaxons. Ce quasi-silence est remarquable dans ce pays où le criard remplace le rétroviseur, le clignotant et parfois même le frein, à preuve les invitations à klaxonner — *Blow horn. Please horn.* — peinturées en couleur à l'arrière des camions.

Le compteur de vitesse franchit enfin la barre des 100 kilomètres à l'heure. On se prend à rêver de l'apéro lorsque le trafic de la périphérie de Bombay nous ramène brusquement sur le plancher des vaches, même s'il y en a beaucoup moins qui se

Ce quasi-silence est remarquable dans ce pays où le criard remplace le rétroviseur, le clignotant et parfois même le frein, à preuve les invitations à klaxonner — *Blow horn. Please horn.* — peinturées à l'arrière des camions.

dodelinent sur ces routes du Maharashtra que dans la région de Delhi. Avant de savourer la première gorgée de bière, il faudra zigzaguer pendant une grosse heure entre les taxis verts et jaunes, les rickshaws et les camions, qui s'engagent à trois, à quatre ou à cinq de front, alors qu'il n'y a plus que deux voies. C'est le *Highway to Hell* du groupe AC/DC.

Bref, avec un trajet totalisant quatre heures, ce parcours de 170 kilomètres n'a d'express que le nom.

Les entreprises qui veulent faire des affaires en Inde ne peuvent faire abstraction du piètre état des infrastructures de transport. Même si Internet fait voyager le travail, il reste qu'un certain nombre de choses se règlent avec une poignée de main. Et c'est là que la sauce du curry se gâte.

La moitié des autoroutes indiennes sont dans un état lamentable, d'après un rapport récent de la Commission de la Planification de l'Inde. (Même si le pays se réforme, il n'a pas complètement tourné le dos à son passé d'économie dirigée.) De toute façon, 30 % des autoroutes n'ont qu'une seule voie.

Dans les circonstances, un camion peut difficilement rouler plus vite qu'à 30 ou à 40 kilomètres à l'heure même lorsque la vitesse permise est de 50. Ainsi, si un camionneur peut franchir entre 600 et 800 kilomètres par jour, en moyenne dans le monde, en Inde, il devra se contenter de 250 à 300 kilomètres, selon ce rapport. Il y a tout simplement trop de véhicules, de gens et d'animaux — des vaches, des chevaux, des éléphants — qui se partagent des routes abîmées et négligées.

En comparaison, les autoroutes chinoises, qui sont elles aussi qualifiées de délabrées,

ressemblent à des autobahns allemandes.

Le système ferroviaire ne compense pas pour ces failles. Les chemins de fer, des monopoles d'État, sont mal gérés, d'après les chercheurs T.N. Srinivasan et Suresh Tendulkar. Et par populisme, les gouvernements successifs ont accordé la priorité au trafic passager plutôt qu'au trafic de marchandises, contrairement à l'Amérique du Nord.

Les 11 ports de l'Inde sont aussi inefficaces, comparé aux autres grands ports d'Asie, puisque le temps pour décharger, recharger et hisser les amarres se mesure en jours et non en heures comme à Singapour.

Tout n'est pas noir. Même étatisés, les aéroports fonctionnent plutôt bien, même si des affiches invitent les voyageurs à ne pas graisser la patte des fonctionnaires qui y travaillent ! Le gouvernement se propose d'ailleurs d'augmenter la limite de la participation étrangère dans le capital des transporteurs indiens, de 40 à 49 %, ce qui augure d'investissements et d'une concurrence accrue.

Les télécommunications en Inde se sont aussi grandement améliorées depuis que le gouvernement a mis un terme aux monopoles d'État et ouvert l'industrie à la concurrence. En trois ans, les nouveaux arrivants ont investi dans les réseaux, ce qui a fortement diminué les coûts des communications, rapporte Sangeeta Gupta, vice-présidente de l'Association nationale des sociétés informatiques et de services (NASSCOM).

Encore heureux puisque, coïncé dans le trafic, tout se règle par sans-fil.

### CARNET DE VOYAGE

**Au centre-ville d'Agra**, à quelques encablures du célèbre Taj Mahal, le chauffeur de taxi tente un virage en U en plein trafic. La circulation est si dense que personne n'avance. De mon côté de la voiture, une belle femme aux longs cheveux noirs est assise en amazone à l'arrière d'une moto. Un piéton arrive derrière elle et lui pince furtivement une fesse. Un éclair de colère passe dans ses yeux. Elle me fixe intensément, elle sait que j'ai tout vu. Mais elle ne dira pas un mot, pas même à son mari qui, au volant de la moto, cherche une percée entre les véhicules.

Je croyais que seules les étrangères étaient victimes de harcèlement sexuel. Les guides de voyage préviennent les femmes que certains Indiens tenteront de leur effleurer les seins, les fesses ou encore qu'ils leur tomberont dans les bras par accident ! En fendant les foules rapidement, en croisant les bras, personne ne te touche. Sauf des yeux. À tout moment dans la rue, il y a cinq ou six hommes qui te dévisagent. Leur regard est inamical, hostile même. On n'y échappe pas, même en portant une veste qui couvre les épaules, une partie du corps qui ne se dévoile pas, contrairement au ventre et aux bourrelets de graisse que les Indiennes exposent sans gêne aucune, à moins de se trouver, pays de contrastes, dans une boîte de nuit de Bombay. Le seul moyen de se blinder, c'est d'enfiler ses verres fumés et de faire mine d'ignorer. (S.C.)

# DESTINATION INDE



**EN RAISON D'UNE CONCURRENCE IMPLACABLE, LES GRANDES ENTREPRISES DE SERVICES DU QUÉBEC DOIVENT POUVOIR COMPTER SUR LES PROFESSIONNELS INDIENS. SANS EUX, ELLES RATERONT DES CONTRATS, LEURS SOUMISSIONS ÉTANT TROP CHÈRES.**



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Voici la firme d'ingénierie de 140 employés que SNC-Lavalin est en passe d'acquérir à Bombay. Ses associés-fondateurs, P.R. Shankar et R. Jaishankar, qui consultent ici des esquisses, jugent qu'ils devaient s'allier à une firme d'envergure internationale pour poursuivre leur croissance.

## TOUS LES VOLS MÈNENT À BOMBAY

SOPHIE COUSINEAU

**Petit quiz : quelle est la première grande entreprise québécoise à s'être servie de l'Inde comme d'un tremplin ? CGI ? Vous n'y êtes pas. Essayez Le Groupe Canam de Saint-Georges-de-Beauce.**

Bien avant que le offshoring ne suscite des débats, le premier fabricant canadien de poutrelles d'acier avait ouvert, en 1998, un bureau d'ingénierie à Calcutta, dans le nord-est du pays.

La décision de s'implanter en Inde était un hasard et ne l'était pas, raconte Marc Dutil, président et chef de l'exploitation. Un employé américain d'origine indienne, Kajal Ghosh, devait quitter le Maryland pour retourner au chevet de sa mère, malade. Comme il voulait conserver son emploi, il a demandé à l'entreprise de lui octroyer un budget pour qu'il puisse travailler de son appartement.

Marc Dutil se souvenait d'avoir assisté, au début des années 90, à une conférence sur la révolution technologique qui allait faire voyager le travail des cols blancs. Il s'est dit pourquoi pas.

Près de 50 ingénieurs et dessinateurs esquissent maintenant des poutrelles d'acier dans l'édifice que Canam s'est fait construire à Calcutta. Les bureaux sont assez vastes pour tripler l'effectif. «On prévoit une grosse grosse croissance», insiste Marc Dutil.

Au début, la décision de s'implanter en Inde n'a provoqué que des haussements d'épaules chez Canam. «À la fin des années 90, il y avait de l'ouvrage partout. On avait du mal à convaincre les ingénieurs de venir travailler à nos usines en région», raconte le président. Mais la grogne s'est depuis fait entendre chez l'ancienne Canam-Manac, qui vient de se réorganiser, ce qui a entraîné la vente et la fermeture d'usines, d'où son récent changement de nom.

«Si nous avons encore des dessinateurs au Québec, c'est parce que nous travaillons en Inde, ce qui abaisse nos coûts moyens, justifie Marc Dutil. Sans cela, nous n'aurions pas pu maintenir cette fonction à l'interne et nous aurions dû sous-traiter.»

C'est aussi une pénurie de personnel qui amène le fabricant de simulateurs CAE en Inde, indique son vice-président communications, Arthur Perron. L'affirmation surprend quand l'on sait que l'entreprise de Saint-Laurent a mis à pied 300 employés au printemps dernier, après avoir raté le contrat de formation des pilotes des CF-18 du gouvernement fédéral.

«Avec la concurrence des compagnies multimédias, les Ubisoft, Electronic Arts et compagnie, nous avons de la difficulté à recruter des designers Web à Montréal», soutient Arthur Perron.

Le bureau de CAE à Bangalore est appelé à grandir, d'autant que l'expérience de modélisation d'aéroports menée ces derniers mois s'est bien déroulée. Il servira le marché indien de l'aviation civile, qui se dynamise avec la hausse des investissements étrangers autorisés chez les transporteurs. Mais il servira aussi le monde.

CAE a en effet commencé à vendre ses systèmes logiciels séparément de ses simulateurs. Par exemple, CAE a décroché un contrat l'été dernier pour fournir l'ensemble des effets visuels qui seront installés sur les simulateurs Thales servant à former les pilotes des chasseurs Eurofighter. «Avec le visuel qui est vendu indépendamment, notre capacité de produire doit suivre la croissance de la demande, et nos gens en Inde vont nous appuyer», dit Arthur Perron.

Ce n'est que le début.

## UN TREMPLIN POUR LE MONDE

SOPHIE COUSINEAU

BOMBAY

**P**ourquoi partir de zéro en Inde quand on peut acheter? C'est la route choisie par la société informatique CGI et la firme d'ingénierie SNC-Lavalin.

Contrairement au Groupe Canam, CGI et SNC ne sont pas arrivées en Inde par un concours de circonstance. Ces deux entreprises de Montréal cherchaient activement à s'implanter dans ce pays, pour puiser dans son réservoir quasi inépuisable d'informaticiens et d'ingénieurs qualifiés. En effet, les plus de 250 universités et 13 150 collèges de l'Inde produisent près de 2,5 millions de diplômés par année, dont 290 000 ingénieurs, la majorité se destinant au secteur des technologies de l'information.

«Nous faisons face à une concurrence mondiale, et tous nos compétiteurs, IBM, Accenture, Fujitsu, etc., sont en Inde. Nous n'avons pas le choix d'être là», résume Serge Godin, président du conseil et chef de la direction de CGI.

«Un centre d'expertise en Inde va nous permettre de soumissionner à meilleur prix des contrats un peu partout dans le monde, dit Klaus Triendl, grand patron des divisions Énergie et International de SNC-Lavalin. Nous allons continuer à faire le travail de conception et d'ingénierie, mais tout le travail mécanique, les dessins et tout cela, pourra être fait là-bas.»

SNC-Lavalin, l'une des entreprises canadiennes qui connaît le mieux l'Inde, parce qu'elle y oeuvre depuis plus de 40 ans, aurait pu mettre sur pied sa propre équipe. Mais il est 100 fois plus rapide de s'allier à une société établie.

C'est ce qu'elle vient de faire. Après avoir examiné des dizaines de firmes, elle a arrêté son choix sur RJ Associates, de Bombay. La transaction est conclue, il ne reste plus qu'à recevoir l'approbation du gouvernement, une formalité, indique Khalid Baig, directeur de la division énergie en Inde.

Fondée il y a 21 ans par T.R. Jaishankar et P.R. Shankar (les Indiens du Sud mettent leur prénom en dernier, les initiales étant celles de leur village et de leur père), cette firme d'ingénierie a plus de 150 projets à son actif. RJ Associates oeuvre dans les secteurs du pétrole et du gaz, des produits chimiques et des métaux non ferreux. Elle offre toute la gamme des services, de la consultation à la livraison de projets clés en main.

Près de 140 employés travaillent dans le quartier Andheri de Bombay, dans une ancienne usine de textiles convertie en bureaux. La place ne paie pas de mine, avec son vieux mobilier en bois et ses murs de ciment qui se désagrègent par endroits. Mais comme beaucoup d'entrepreneurs indiens, ses deux patrons s'en fichent un peu, l'expertise l'emportant sur les apparences.

«Ce sera l'un des noyaux de SNC. Les

informatique représente 60 % du travail de CGI en Inde, le développement d'applications, le reste.

Une annonce dans un quotidien attire de 5000 à 7000 CV. Beaucoup de jeunes diplômés, mais peu d'ingénieurs en informatique qui ont entre deux et cinq ans d'expérience. Les routiers se trouvent, mais il faut y mettre le prix. Leur rémunération a grimpé de 40 % depuis deux ans, évalue Girish Bhatia. Les salaires restent

malgré tout à des années lumières de ceux offerts aux États-Unis (voir encadré).

«Les ressources humaines sont à bout de souffle», dit cet ancien entrepreneur qui s'est joint à CGI après lui avoir vendu sa firme informatique d'Albany, dans l'État de New York.

Pour avoir plus de facilité à recruter de bons candidats, attirés par les multinationales

américaines, et pour conserver son effectif, grevé par un taux de roulement de près de 20 %, CGI espère emménager dans l'un des bâtiments ultramodernes du parc technologique ITPL-Whitefield, à l'autre bout de Bangalore.

Parce que si certains entrepreneurs indiens accordent peu d'importance à leur environnement de travail, il en va tout autrement des jeunes, qui ne rêvent que de bureaux ultramodernes à la nord-américaine.

«Tout le monde a envie de déménager, confesse Pradipta Banerjee, fraîchement arrivé aux ressources humaines. Être à l'endroit le plus branché, c'est le signe qu'on a réussi, qu'on se trouve chez les grands.» Bienvenue dans le premier monde.

La nouvelle filiale de SNC-Lavalin en Inde verra son effectif croître à 500 ou à 600 ingénieurs. CGI aura bientôt 1000 employés au pays.

ingénieurs qui travaillent ici pourront être envoyés en mission un peu partout dans le monde. Le but étant d'être plus concurrentiels que jamais», s'enthousiasme Khalid Baig, en arpentant le bureau où les ingénieurs, absorbés par leur travail, semblent imperturbables.

Ainsi, la nouvelle filiale indienne de SNC-Lavalin verra son effectif s'accroître jusqu'à 500 ou 600 professionnels, projette Khalid Baig.

Il n'y a pas que SNC qui soit en plein recrutement. C'est aussi le cas de CGI, qui a acquis en 2001 IMR Global, une entreprise de Floride dirigée par un Américain d'origine indienne qui comptait déjà deux centres d'activités en Inde, d'où son intérêt.

Le bureau de CGI à Bangalore se trouve à proximité d'un parc technologique recherché. Mais ce n'est pas Electronic City. Avant d'y arriver, il faut bifurquer sur un chemin à peine carrossable. Pendant 1,5 kilomètre, le visiteur se demande s'il ne s'est pas égaré. Entre les cages à poules, les chiens errants écrasés par la chaleur et les étales de plats de plastique multicolores, des enfants débraillés se chamaillent en rigolant.

Le quartier général de CGI apparaît enfin. Des gardiens et des barbelés protègent cette oasis, des immeubles rose saumon entourés de palmiers. Près de 650 employés travaillent ici et dans les bureaux de Bombay. Ils seront 1000 d'ici septembre prochain, prévoit Girish Bathia, vice-président de l'exploitation indienne de CGI.

«Nos affaires ont vraiment décollé au cours de la dernière année, et nous avons beaucoup de soumissions prometteuses, surtout aux États-Unis», dit-il. La maintenance

### LES SALAIRES ET LES PRIX EN INDE

Le programmeur informatique type gagne environ le quart du salaire d'un programmeur américain et **le tiers de celui d'un programmeur canadien.**

L'agent qui travaille dans un centre d'appels aura un salaire de départ oscillant entre 9000 et 12 000 roupies, ce qui équivaut à **240 et 320 dollars par mois.**

Transférer un service administratif en Inde permet à une entreprise nord-américaine d'**épargner de 40 % à 60 % de ses coûts.**

Un ingénieur d'expérience gagne autour de 1450 \$ par mois, ce qui équivaut à **un salaire annuel de 17 400 \$.** Il gagnera trois fois plus au Canada.

Produire un dessin animé d'une demi-heure en 2D coûte de **20 000 à 60 000 \$US en Inde**, selon la complexité de l'animation. Le même épisode coûtera environ 100 000 \$US s'il est produit aux Philippines, à Taiwan ou en Corée du Sud. **Au Canada, la facture grimpera à 250 000 \$US**, et aux États-Unis, jusqu'à 400 000 \$US.

Produire un long métrage de 90 minutes en 3D coûtera **quelque 6 millions US en Inde.** Le même film nécessitera un budget de 25 à 30 millions US aux États-Unis.

Sources : Entrevues, NASSCOM



Intérieur d'un temple dans la ville de Champaner (État du Gujarat).

**HÉSITATIONS...**

Dans un marché public de Pune, j'ai voulu prendre en photo un marchand ambulante. L'homme m'a répondu par un dodelinement de tête, de gauche à droite. Croyant qu'il refusait, je m'abstins. Mais quelle ne fut pas ma surprise lorsqu'il m'a demandé pourquoi je ne prenais pas la photo. En Inde, un tel balancement de tête veut dire oui.



À Delhi, un chef spirituel trône parmi ses fidèles dans un temple dédié au dieu-singe Hanuman Mandir.



Des pèlerins visitent le Taj Mahal, mausolée construit par l'empereur mongol Shah Jehan au 17<sup>e</sup> siècle en l'honneur de sa femme Mumtaz Mahal.



Jeune marchand de gingembre à Bombay.



REPORTAGE PHOTO DE  
**ALAIN ROBERGE**

**LA BOÎTE À LUNCH**

Introduites par les Britanniques, les « Tiffin Box » se voient partout en Inde. C'est ainsi que s'appellent les boîtes à lunch indiennes. Il s'agit d'une petite tour de trois à cinq contenants en acier inoxydable, où chaque plat a sa case. Les Indiens les accrochent le plus souvent à leurs vélos. Mais à Bombay, où il faut se lever aux aurores pour arriver à l'heure au bureau, un système aussi sophistiqué que mystérieux permet de relayer les plats encore chauds des maisons aux lieux de travail, sans que les diners ne se perdent ou ne se mélangent en chemin. Après le repas, les porteurs de boîtes à lunch, surnommés les « dubbawallas », ramènent les Tiffin Box à leurs bons propriétaires. Fascinant.



Des femmes prennent le train pour rentrer chez elles après avoir fait des courses à Bombay.



Préparation des offrandes dans un temple Jaina de Bombay dédié à Adinath.



Vue du temple musulman Jamama Masjid dans la ville de Champaner (État du Gujarat).



Des fidèles signalent leur arrivée au temple Iskcon de Bangalore consacré au dieu Krishna en sonnant la cloche comme le veut le rituel.



Portier d'hôtel à Bombay



Un couturier tient son échoppe en pleine rue à Champaner. Une telle scène n'a rien d'inhabituel partout en Inde.